ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIOUE

SESSION ORDINAIRE DE 1950-1951

SENAT

SÉANCES DU 14 NOVEMBRE 1950 AU 18 JUILLET 1951

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

Note: La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ». ABRÉVIATIONS : Doc. (Documents parlementaires). Ann. (Annales parlementaires).

Accidents du travail. - V. Assurances sociales.

Acier (plan Schuman). — V. Affaires étrangères : Plan Schuman.

Actes de décès. - V. Droit civil : Etat civil

Actions et obligations (registre). - V. Droit commercial : Sociétés commerciales.

Administrations publiques.

Projet de loi suspendant, en faveur des membres du personnel administratif et enseignant dont l'inaptitude physique résulte de faits de guerre l'application de l'arrêté royal du 18 juillet 1933 concernant leur mise en disponibilité.

Doc. — N° 421. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Depo. let 1951). - Dépôt du projet par M. Harmel, m. i. p., p. 1810 (10 juil-

EXAMENS.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat.

tions de l'Etat.

Doc. — N° 53. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 60. Rapport de M. Ronse.

N° 90. Amendement de MM. Briot et Vermeylen.

N° 92. Amendements de MM. Briot et Vermeylen.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 196 (12 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 226 (13 décembre 1950).

Discussion générale (21 décembre 1950).

Discussion générale (21 décembre 1950).

Discours de MM. Pholien, p. m. (qui expose la portée du projet);
Briot (qui estime qu'une solution définitive doit être donnée au problème des temporaires et demande d'ajourner le débat afin que les amendements puissent être étudiés) et Pholien, p. m. (qui invite le Sénat à repousser l'ajournement du projet et déclare que le gouvernement appliquera la loi sur la base des promesses faites à la Chambre), pp. 382 à 384.

Observations de MM. Vermeylen, Pholien, p. m., et Jespers, pp. 384 et 385.

La proposition de renvoi en commission n'est pas adoptée, p. 395 (21 décembre 1950).

Reprise de la discussion générale (22 décembre 1950). Reprise de la discussion générale (22 décembre 1950).

Discours de MM. Vermeylen (qui justifie les amendements qu'il a déposés avec M. Briot); Buisseret (qui condamne le système des examens purement théoriques); Ronse (qui fait remarquer que le projet offre la possibilité de fournir du bon personnel à l'Etat); Hoste (qui demande de présenter les arrêtés d'application à la commission des finances qui a traité le projet); Pholien, p. m. (qui fait remarquer que l'intérêt de l'Etat s'oppose à la régularisation massive à titre définitif de tous les agents temporaires et que le gouvernement étudie un projet de loi qui réglera la situation du personnel temporaire Administrations publiques. — EXAMENS (suite)

des provinces et des communes); Vermeylen (qui déclare que le vote des projets ne réglera pas la question et que si les temporaires de l'Etat sont soumis à un régime déterminé il est normal que les communes appliquent les mêmes règles) et Hoste (qui demande certaines garanties en ce qui concerne l'application pratique du projet) pp. 483 à 480 l'application pratique du projet), pp. 483 à 489. La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 décembre 1950).

Art. 1er

L'amendement de MM. Briot et Vermeylen n'est pas adopté, p. 491. L'article 1er est adopté, p. 491.

Art. 2 et 3.

Adoptés, p. 491. *Vote* (22 décembre 1950).

Vote (22 décembre 1950).

M. Vermeylen motive son vote, p. 494.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 89 voix contre 2 et 33 abstentions, p. 494 (22 décembre 1950).
Se sont abstenus : Mille Vandervelde, MM. Van Eyndonck, Van Hooveld, Van Laerhoven, Verbert, Vergeylen, Vermeylen, Versieren, Vos, Wijn, Yernaux, Briot, Craeybeckx, Crommen, De Block, De Bruyne (Victor), De Groote, Delmotte, Deler, Desmet (Louis), Doutrepont, Duray, Goossens, Knops, Lapaille, Laurens, Machtens, Pincé, Rassart, Remson, Roelandts, Rolin et Troclet.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux épreuves d'admission aux emplois définitifs des administrations des provinces, des communes et des établissements publics subordonnés aux communes.

Doc. — N° 359. Rapport de Mme Lambotte.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1469 (12 juin 1951).

Dépôt du rapport par Mme Lambotte, p. 1611 (26 juin 1951).

Discussion et vote des articles (3 juillet 1951).

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1710.

Vote (3 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 143 membres présents, p. 1722. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

EXAMENS

Projet de loi étendant aux agents temporaires du ministère des colonies rémunérés sur le budget colonial la loi du 28 décembre 1950 portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. tions de l'Etat.

Doc. - N° 408. Rapport de M. Van Remoortel.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).

Administrations publiques. — Examens. — Colonies (suite)

Dépôt du rapport par M. Van Remoortel, p. 1818 (10 juillet 1951).

Discussion générale et vote des articles (12 juillet 1951).

Discours de M. Van Remoortel, rapp. (qui fait remarquer que le projet met le ministère des colonies sur le même pied que les autres départements en ce qui concerne les agents temporaires émargeant au budget colonial), p. 1905.

La discussion générale est close.

Les articles sort adoptés, p. 1905.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 130 membres

présents, p. 1940. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Adultère. - V. Droit civil.

Affaires étrangères.

Projet de loi portant approbation de l'accord de préunion entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le royaume des Pays-Bas et des annexes, signés à Luxembourg le 15 octo-bre 1949.

Transmis par la Chambre des représentants.
 Renvoi en commission, p. 1706 (3 juillet 1951).

Projet de loi portant approbation de l'accord commercial entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Etats-Unis mexicains, signé à Bruxelles le 16 septembre 1950.

Doc. - Nº 361. Exposé des motifs et projet de loi.

— Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. é., p. 1609 (26 juin 1951). Ann.

ARTS. SCIENCES ET LETTRES.

Projet de loi portant approbation de la convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée le 9 septembre 1886, complétée à Paris le 4 mai 1896, revisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914, revisée à Rome le 2 juin 1928 et revisée en dernier lieu à Bruxelles le 26 juin 1948.

Doc. — N° 284. Rapport de M. Buisseret.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1037 (13 mars 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique (5 juin 1951).

Discours de M. Buisseret, rapp. (qui souligne les nouveautés consacrées par la convention), pp. 1411-1412.

Observation de M. van Zeeland, m. a. é., p. 1412.

La discussion générale est close.

L'article unique est adopté sans observations, p. 1413.

Vote (7 juin 1951).

Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1451. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre le royaume de Belgique et le royaume d'Egypte, relatif aux transports aériens réguliers, de l'annexe et du procès-verbal, signés à Alexandrie le 19 septembre 1949.

Doc. — N° 280. Rapport de M. Dehousse.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 590 (23 janvier 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique (5 juin 1951). Discours de M. Dehousse, rapp. (qui expose la portée de l'accord), p. 1406.

Observations de M. van Zeeland, m. a. é., p. 1406.

La discussion générale est close.

L'article unique est adopté sans observations, p. 1406.

Vote (7 juin 1951).

Le projet est voté à l'unanimité des 142 membres présents, Le projet est soumis à la sanction du Prince royal.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre le gouverne-ment royal belge et le gouvernement royal hellénique, relalif aux transports aériens entre leurs territoires respectifs, signé à Athènes le 21 juin 1949.

Doc. — N° 110. Rapport du baron Nothomb. Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 530 (17 janvier 1951).

Discussion générale (1er février 1951).

Observation de M. Segers, m. c., p. 717.

Vote de l'article unique (1er février 1951). L'article est adopté, p. 717.

Vote (1er février 1951).

Le baron de Dorlodot justifie son vote, p. 731. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 135 membres présents, p. 731. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Affaires étrangères (suite)

CHEMINS DE FER.

Projet de loi portant approbation de la convention signée Berne le 13 mai 1950, additionnelle à la convention internationale concernant le transport de marchandises par chemins de fer (C. I. M.), signée à Rome le 23 novembre 1933.

Doc. — N° 220. Rapport de M. Vos.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 868 (27 février 1951).

Dépôt du rapport par M. Vos, p. 1170 (20 mars 1951).

Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (19 avril 1951).

L'article unique est adopté, p. 1241.

Vote (26 avril 1951).
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des
142 membres présents, p. 1287.
Le projet est soumis à la sanction du Prince royal.

CONSEIL DE L'EUROPE.

Projet de loi portant approbation de l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, signé à Paris le 2 septembre 1949.

Doc. — N° 174. Rapport du baron Nothomb.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 269 (19 décembre 1950).

Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 869 (27 février 1951).

Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (14 mars 1951). L'article unique est adopté sans observations, p. 1070.

Vote (14 mars 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité us 132 membres présents, p. 1099.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

DÉFENSE MUTUELLE.

Projet de loi portant approbation de l'accord d'aide pour la défense mutuelle entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et des annexes A, B, C, D, E, F, G, signés à Washington le 27 janvier 1950.

Doc. — N° 221. Rapport du baron Nothomb.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 590 (23 janvier 1951).

Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 1167 (20 mars 1951).

Ajournement (19 avril 1951).

Observation de M van Zeeland m a é p. 1240.

Observation de M. van Zeeland, m. a. é., p. 1240. Le projet est ajourné, p. 1240. Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (23 mai 1951).

L'article unique est adopté sans observations, p. 1362.

Voie (7 juin 1951). L'ensemble du projet de loi est adopté par 139 voix contre 3, p. 1450. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal

DROIT COMMERCIAL.

Chèques.

Projet de loi concernant l'approbation des trois conventions rela-tives au chèque, conclues à Genève le 19 mars 1931.

Discussion générale (15 février 1951).

Voir la discussion du projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur.

Discussion et vote de l'article unique (15 février 1951).

L'article unique est adopté, p. 808.

Vote (21 février 1951).

Le projet est adopté à l'unanimité des 152 membres présents, p. 850.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

DROIT SYNDICAL.

Projet de loi portant approbation ae la convention internationale concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée à San-Francisco, le 9 juillet 1948, par la Conférence générale de l'organisation internationale du travail, au cours de sa trente et unième session.

Doc. — N° 224. Rapport de M. Dehousse.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Dehousse, p. 1184 (21 mars 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique (19 avril 1951).

Discours de MM. Dehousse, rapporteur (qui rappelle les principales clauses de la convention et attire l'attention sur la haute signification morale de celle-ci); Troclet (qui regrette le retard apporté à la ratification de conventions internationales), et van Zeeland, m. a. e. (qui donne la raison pour laquelle la ratification a été retardée), pp. 1237 et 1238.

La discussion générale est close.

L'article unique est adopté, p. 1238.

Affaires étrangères (suite)

Vote (26 avril 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1287. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

EXPOSITIONS INTERNATIONALES.

Projet de loi portant approbation du protocole, signé à Paris le 10 mai 1948, modifiant la convention concernant les exposi-tions internationales, signée à Paris le 22 novembre 1928.

Doc. - Nº 278. Rapport de M. Leynen.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 269 (19 décembre 1950).
 Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (5 juin 1951).

Adopté, p. 1406.

Vote (7 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1451. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

FORCES D'OCCUPATION.

Projet de loi concernant l'exécution de la convention belgo-britannique du 23 décembre 1949 relative au statut des forces belges d'occupation en Allemagne.

Doc. — N° 353. Rapport du baron Nothomb.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1397 (5 juin 1951).

Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 1590 (21 juin 1951).

Pas de discussion générale.

Discussion et vote de l'article unique (26 juin 1951).

L'article unique est adopté, p. 1617.

Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 127 voix contre 3,

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

GÉNOCIDE.

Projet de loi portant approbation de la co vention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée à Paris le 9 décembre 1948 par l'assemblée générale de l'organisation des Nations unies au cours de sa troisième session.

Doc. - Nº 286. Rapport de M. Rolin.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 590 (23 janvier 1951).

Discussion générale (5 juin 1951).

Discours de MM. Rolin, rapporteur (qui évoque le drame affreux qu'a connu l'humanité dans les années 1940 à 1944 et qui expose la portée de la convention); Dehousse (qui fait remarquer que ni le génocide politique, ni le génocide culturel n'ont été prévus dans la convention et que celle-ci n'est pas accompagnée d'un projet de loi qui met cette convention en concordance avec nos lois); van Zeeland, m. a. é. (qui invite le Sénat à approuver la convention malgré quelques imperfections quasi inévitables), pp. 1407 à 1410. La discussion générale est close. La discussion générale est close.

Vote de l'article unique (5 juin 1951).

Adopté, p. 1410.

Vote (7 juin 1951).

Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1451.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

IMPOT SUR LE CAPITAL.

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le capital, signée à Luxembourg le 9 octobre 1948.

Doc. - Nº 281. Rapport de M. Rolin.

Discussion générale (5 juin 1951).

Voir la discussion du projet de loi portant approbation de la convention entre le royaume de Belgique et le royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le capital, signée à La Haye le 25 septembre 1948

Vote de l'article unique (5 juin 1951).

Adopté, p. 1411.

Vote (7 juin 1951).

Le projet de loi est adopté par 138 voix contre 4, p. 1453. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Affaires étrangères. — DROIT SYNDICAL (suite)

IMPÔT SUR LE CAPITAL.

Projet de loi portant approbation de la convention entre le royaume de Belgique et le royaume des Pays-Bas, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le capital, signée à La Haye le 25 septembre 1948.

Doc. - Nº 281. Rapport de M. Rolin.

Discussion générale (5 juin 1951).

— A cette discussion est jointe la discussion du projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le capital, signée à Luxembourg le 9 octobre 1948. Ann. -

Discours de M. Rolin, rapp. (concernant la signification d'une égalisation des charges fiscales), p. 1410.
La discussion générale est close.

Vote de l'article unique (5 juin 1951).

Adopté, p. 1411.

Vote (7 juin 1951).

Le projet de loi est adopté par 137 voix contre 4 et 1 abstention, p. 1453.
S'est abstenu : M. Rolin.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation du troisième protocole, signé à La Haye le 24 mai 1949, additionnel à la convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, signée à Londres le 5 septembre 1944.

- N° 207. Rapport du baron Nothomb.

Ann. — Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 1038 (13 mars 1951). Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (20 mars 1951).

L'article unique est adopté, p. 1129.

Vote (21 mars 1951).

Le baron de Dorlodot justifie son abstention, p. 1220. L'ensemble du projet est adopté par 158 voix et 2 abstentions,

Se sont abstenus : M. Ronse et le baron de Dorlodot. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation de la convention signée à Luxembourg le 12 septembre 1950, portant modification de la convention entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, établissant une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, signée à Bruxelles le 23 mai 1935.

Doc. — N° 386. Rapport de M. Schot.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 13°7 (5 juin 1951).

Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (11 juillet 1951).

Adopté, p. 1868.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 126 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1937. S'est abstenu : le baron de Dorlodot.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la
garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume
de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume
des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950.

Doc. — N° 190. Rapport de M. Mullie.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi
en commission, p. 754 (6 février 1951).

Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 1024 (8 mars 1951).

Discussion générale (14 mars 1951).

A cette discussion est jointe la discussion du projet de loi

A cette discussion est jointe la discussion du projet de loi concernant les accises.

Observations de M. Mulie, rapporteur, p. 1071.

Discours de MM. Schot (qui attire l'attention sur le caractère du projet portant ratification d'un traité international et estime que ce projet porte atteinte à notre liberté; quant au second projet, il fait remarquer qu'il est possible de réaliser l'union économique sans aller jusqu'à l'unification des droits d'accise, fait remarquer que le vote du second projet entraînerait une diminution sensible des recettes et souligne les causes de mécontentement à l'égard de la Hollande; Van Steenberge (qui déclare qu'il existe une trop grande différence entre la Hollande et la Belgique en ce qui concerne la politique économique et que dès lors il n'est pas indiqué de signer des conventions économiques, et qui défend les intérêts des brasseries belges); Doutrepont (qui attire l'attention sur les droits à payer sur le beurre importé de Hollande et qui demande que lorsqu'on rédige une convention l'équité

Affaires étrangères. - IMPÔTS (suite)

ne soit pas à sens unique) et Van Houtte, m. t. (qui fait remarquer que la Belgique s'est engagée à modifier sa législation en matière de droits d'accise, déclare que le problème des brasseries sera réexaminé, déclare que nous avons tiré de gros avantages de l'union douanière et attire l'attention sur les conséquences d'un vote négatif du Sénat), pp. 1071 à 1077.

La discussion générale est close.

Vote de l'article unique (14 mars 1951).

L'article unique est adopté, p. 1080.

Vote (14 mars 1951).

Vote (14 mars 1951).

MM. le baron de Dorlodot, Coulonvaux, Van Steenberge et Rolin motivent leur vote, p. 1097.

L'ensemble du projet est adopté par 80 voix contre 12 et 48 abstentions, p. 1097.

Se sont abstenus : MM. Chot, Clays, Craeybeckx, Crommen, Debaise, De Block, De Bruyne (Victor), baron de Dorlodot, De Groote, Dehousse, Delmotte, Delor, De Nauw, Desmet (Louis), D'Hondt, Doutrepont, Duterne, Goossens, Harmegnies, Knops, Lacroix, Lapaille, Laurens, Ledoux, Machtens, Matagne, Pontus, Rassart, Remson, Roelandts, Rolin, Rolland, Spreutel, Van Belle, Vandermeulen, Mme Vandervelde, MM. Van Eyndonck, Van Hooveld, Van Remoortel, Verbert, Vergeylen, Vermeylen, Versieren, Vos, Wijn, Beaucarne, Beulers et Briot. Vergeylen, Vern Beulers et Briot.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

IMPOTS. — UNITED STATES EDUCATIONAL FOUNDATION.

Projet de loi tendant à accorder certaines exemptions fiscales à la « United States Educational Foundation in Belgium » crée par l'accord pour le financement d'un programme culturel et éducatif entre les Etats-Unis d'Amérique d'une part et la Belgique et le grand-duché de Luxembourg d'autre part, signé à Bruxelles le 8 octobre 1948.

Dac — Nº 258 Rapport de M. I. Servais

Doc. — N° 258. Rapport de M. L. Servais.
 Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1184 (21 mars 1951).
 Dépôt du rapport par M. L. Servais, p. 1309 (2 mai 1951).
 Pas de discussion générale.

Vote des articles (29 mai 1951).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1370.

Vote (7 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 139 voix contre 3,

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

MARINE.

Projet de loi portant approbation: a) de la convention internationale concernant l'alimentation et le service de table à bord des navires, adoptée à Seattle le 27 juin 1946 par la Conférence internationale du Travail au cours de sa vingthuitième session; b) de la convention internationale concernant le diplôme de capacité professionnelle des cuisiniers de navire, adoptée à Seattle le 27 juin 1946 par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session; c) de la convention internationale concernant l'examen médical des gens de mer, adoptée à Seattle le 29 juin 1946 par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session; d) de la convention internationale concernant les certificats de capacité de matelot qualifié, adoptée à Seattle le 29 juin 1946 par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session.

Doc. — N° 208. Rapport de M. Vos.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Vos, p. 1046 (13 mars 1951).

Ann. — Dépôt du rapport par M. Vos, p. 1046 (13 mars 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique (19 avril 1951). Discussion générale et vote de l'article unique (19 avril 1901).

Discours de M. Vos (qui souligne l'importance considérable du projet, estime que peu de conventions sont ratifiées et demande qu'il y ait plus de coordination entre le département du travail et de la prévoyance sociale et celui des affaires étrangères), p. 1239.

La discussion générale est close.

L'article unique est adopté, p. 1240.

Vote (26 avril 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1287. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, des règles et annexes, signées à Londres le 10 juin 1948.

Doc. — N° 209. Rapport de M. Vos.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Vos, p. 1046 (13 mars 1951). Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique.

L'article unique est adopté, p. 1240 (19 avril 1951).

Vote (26 avril 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1287.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Affaires étrangères. — MARINE (suite)

Projet de loi portant approbation de la convention relative à la création d'une organisation maritime consultative intergouver-nementale et des annexes, signées à Genève, le 6 mars 1948. Doc. — N° 223. Rapport de M. Dehousse. Ann. — Dépôt du rapport par M. Dehousse, p. 1184 (21 mars 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique (19 avril 1951).

Discours de MM. Lilar (qui attire l'attention sur la rédaction défectueuse de la convention) et Segers, m. c. (qui convie le Sénat à approuver la convention), pp. 1238 et 1239.

La discussion générale est close. L'article unique est adopté, p. 1239.

Vote (26 avril 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1287. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

MÉTÉOROLOGIE.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants: a) Accord international concernant les navires-stations météorologiques dans l'Atlantique du nord, et annexes, signés à Londres, le 25 septembre 1946; b) Acte final relatif au service de navigation aérienne en Islande, signé à Genève, le 26 juin 1948; c) Accord sur les stations météorologiques flotantes de l'Atlantique du nord, et annexes, signés à Londres, le 12 mai 1949; d) Acte final de la conférence sur les services de navigation aérienne au Groenland et aux îles Féroë, et annexes, signés à Londres, le 12 mai 1949.

Doc. — N° 279. Rapport de M. Dehousse.

Doc. — N° 279. Rapport de M. Dehousse.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 868 (27 février 1951).

Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (5 juin 1951).

Adopté, p. 1407. Vote (7 juin 1951).

Le projet est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1451.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

vants:

1° Accord de paiements et de compensation entre les pays européens et annexes A, B, C, signés à Paris, le 16 octobre 1948;

2° Accord de paiements et de compensation entre les pays européens pour 1949-1950, et annexes A, B, C, D, signés à Paris, le 7 septembre 1949;

3° Convention de prêt entre la Belgique et la France et annexes, signées à Paris, le 7 septembre 1949;

4° Convention de prêt entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, annexes et protocole, signés à Paris, le 7 septembre 1949;

5° Convention de prêt entre la Belgique et les Pays-Bas, annexes et protocole, signés à Paris, le 7 septembre 1949.

Doc. — N° 212. Rapport de M. Schot.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 269 (19 décembre 1950).

Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (20 mars 1951).

Vote de l'article unique (20 mars 1951).

L'article unique est adopté, p. 1129.

Vote (21 mars 1951).

Le baron de Dorlodot justifie son abstention, p. 1220. L'ensemble du projet est adopté par 158 voix et 2 abstentions, p. 1220. Se sont abstenus: MM. Ronse et le baron de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Communication du gouvernement (21 décembre 1950). M. van Zeeland, m. a. é., fait une communication sur le dernier état des négociations internationales ayant pour but la création d'une force atlantique, pp. 396 à 398.

PACTE DE BRUXELLES.

Proces armées.

Projet de loi portant approbation du statut des forces armées des pays du Traité de Bruxelles, des annexes A, B, C, D, E et du protocole, signés à Londres le 21 décembre 1949, et du protocole additionnel, signé à Londres le 28 juin 1950.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1226 (19 avril 1951).

Ann.

PÉCHE.

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la réglementation du maillage des filets de pêche et des tailles limites des poissons, et des annexes, signées à Londres, le 5 avril 1946.

Doc. - Nº 106. Rapport de M. Mulier.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Mulier, p. 515 (16 janvier 1951).

Affaires étrangères. - PêCHE (suite)

Discussion générale (1er février 1951).

Observation de M. Segers, m. c., p. 716.

Vote de l'article unique (1er février 1951).

L'article est adopté, p. 731.

Vote (1er février 1951).

Le baron de Dorlodot justifie son vote, p. 731. L'ensembe du projet est adopté à l'unanimité des 135 membres présents, p. 731. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

PLAN SCHUMAN.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes l, Il et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice, du protocole sur les relations avec le Conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitoires, signés à Paris le 18 avril 1951.

Doc. — N° 369. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann — Dépôt du projet par M van Zeeland m a é p 1696

Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. é., p. 1696 (27 juin 1951).

SÉCURITÉ SOCIALE.

Projet de loi portant approbation de la convention tendant à étendre et à coordonner l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du Traité de Bruxelles, signée à Paris le 7 novembre 1949.

Doc. — N° 392. Rapport de M. Dehousse.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1226 (19 avril 1951).

Dépôt du rapport par M. Dehousse, p. 1793 (5 juillet 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique.

Depot du rapport par M. Denousse, p. 1795 (5 juliet 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique
(12 juillet 1951).

Discours de MM. Dehousse, rapporteur (qui attire l'attention
sur les principales réalisations à mettre à l'actif du comité
social du Pacte à Cinq), et Neels (qui regrette que l'avis
de la commission du travail et de la prévoyance sociale
n'ait pas été demandé), pp. 1902-1903.

La discussion générale est close.

L'article unique est adopté sans observations, p. 1903.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 127 voix contre 3, Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet est soums à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg sur la sécurité sociale et de l'accord complémentaire, sur le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et des carrières souterraines, signés à Luxembourg le 3 décembre 1949.

bre 1949.

Doc. — N° 151. Rapport de M. Uselding.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission (aff. étrangères), p. 440 (22 décembre 1950).

Renvoi à la commission du travail et de la prévoyance sociale, p. 732 (1° février 1951).

Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (27 février 1951). L'article unique est adopté sans observations, p. 869.

Vote (6 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 156 membres présents, p. 966. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

SERVICE MILITAIRE.

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la France, relative au service militaire, signée à Paris le 29 août 1949.

Paris le 29 doui 1949.

Doc. — N° 203. Rapport de M. Buisseret.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 868 (27 février 1951).

Dépôt du rapport par M. Buisseret, p. 1043 (13 mars 1951).

Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (20 mars 1951).

L'article unique est adopté sans observations, p. 1128.

Vote (21 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 159 voix et 1 abstention,

p. 1219. S'est abstenu : M. Ronse. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

STAGIAIRES.

Projet de loi portant approbation de la convention concernant les stagiaires et de l'annexe, signées à Bruxelles le 17 avril 1950.

Doc. — N° 247. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. é.,, p. 127.1

(26 avril 1951).

Affaires étrangères (suite)

TRAVAIL

Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie, adoptée à San-Francisco le 9 juillet 1948, par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail au cours de sa trente et unième session.

Doc. - Nº 330. Rapport du baron Nothomb.

Ann. — Dépôt d'un avis de la commission du travail et de la prévoyance sociale par Mlle Driessen, p. 1375 (29 mai 1951). Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 1510 (14 juin 1951).

Discusion générale et vote de l'article unique (21 juin 1951).

(21 juin 1951).

Discours de Mlle Driessen (qui expose la portée de la convention); Mlle Baers et M. Jespers (qui demandent au ministre d'affirmer que notre législation ne sera pas modifiée en ce qui concerne la notion « nuit »); MM. van Zeeland, m. a. e. (qui déclare que notre législation en la matière est maintenue sans restriction), et Verbert (qui déclare que son groupe approuvera le projet), p. 1596-1597.

La discussion générale est close.

L'article unique est adopté, p. 1597.

Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1617.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation de la convention inter...
tionale concernant les prescriptions de sécurité dans
l'industrie du bâtiment, adoptée à Genève le 23 juin 1937
par la Conférence internationale du travail au cours de sa
vingt-troisième session.

Doc. — N° 391. Rapport de M. Dehousse.
 Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1226 (19 avril 1951).
 Dépôt du rapport par M. Dehousse, p. 1793 (5 juillet 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique (12 juillet 1951).

Observation de MM. Dehousse, rapporteur, et Troclet, p. 1903.
Discours de M. Uselding (concernant : le rôle de la Belgique en matière de protection du travail), p. 1903.
La discussion générale est close.
L'article unique est adopté, p. 1904.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1940. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Agents de renseignements et d'action. - V. Guerre.

Agriculture.

Projet de loi complétant la loi du 15 avril sur les prêts agricoles. Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).

PULVÉRISATIONS.

Proposition de loi relative aux pulvérisations et arrosages pendant la floraison au moyen de produits insecticides.

Doc. — N° 228. Rapport de M. Estienne. Ann. — Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 1207 (21 mars 1951). Discussion générale et vote des articles (19 avril 1951).

Discussion générale et vote des articles (19 avril 1951).

Discours de MM. Leysen (qui attire l'attention sur l'intérêt économique de l'apiculture et demande qu'il y ait une collaboration entre les apiculteurs, d'une part, et les agriculteurs et horticulteurs, d'autre part); Bouilly (qui justifie son abstention au vote de la proposition); Sledsens (qui fait remarquer que les pulvérisations dans la région anversoise n'ont pas donné de résultat, mais au contraire ont causé des dégâts); Estienne (qui estime que la loi sera la source de nombreux procès); Héger, m. a. (qui estime qu'il y a lieu d'encourager la collaboration entre cultivateurs et apiculteurs), et Rolin (qui fait remarquer que lorsqu'un insecticide est inutilement utilisé on se trouve devant un cas d'application de l'article 1382 du Code civil), pp. 1241 à 1244.

Les articles sont adoptés, à l'exception de l'article 5, p. 1241.

Les articles sont adoptés, à l'exception de l'article 5, p. 1244. Vote (26 avril 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 116 voix contre 26, p. 1287. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Allocations aux estropiés et mutilés. — V. Assurances sociales : Estropiés et mutilés.

Allocations familiales. - V. Travail.

Allumettes (droit d'accise). - V. Impôts : Douanes et accises. Amendes pénales. — V. Droit pénal.

Amnistie. - V. Droit pénal.

Anciens combattants des régions de l'Est. - V. Guerre : Chevrons

Armée.

Projet de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.

Doc. — N° 44. Exposé des motifs et projet de loi. N° 181. Rapport de M. Machtens.

Ann. — Dépôt du projet par le colonel De Greef, m. d. n., p. 135 (6 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. Machtens, p. 944 (1er mars 1951). Discussion générale (14 mars 1951)

Discours de MM. Baert (concernant la militarisation de la gendarmerie); Van Buggenhout (qui demande de mettre fin aux exercices militaires imposés au corps de la gendarmerie et qui fait remarquer que la gendarmerie doit rester indépendante de la population, de la politique et de l'armée), et Machtens, rapp. (concernant le rôle de la gendarmerie), pp. 1093 et 1094.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 mars 1951).

Les articles sont adoptés, pp. 1094 et 1095.

Vote (14 mars 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix contre 9 et 1 abstention, p. 1098.
S'est abstenu : M. Baert.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 15 septem-bre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.

Doc. - Nº 250. Proposition de M. Allard.

n. — Dépôt de la proposition par M. Allard, p. 1283 (26 avril 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1333 (22 mai 1951).

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément.

 Doc. — N° 397. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 414. Rapport de M. Machtens.
 Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).
 Dépôt du rapport par M. Machtens, p. 1848 (11 juillet 1951). Discussion générale et vote des articles (12 juillet 1951).

Discours de M. Machtens (qui déclare que rien ne s'opposé au vote du projet), p. 1898.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 1898 à 1901.

Vote (12 juillet 1951).
L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix et 4 abstentions, p. 1942.
Se sont abstenus: MM. Glineur, Taillard, Ancot et Boulanger.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi modifiant la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve.

Doc. — N° 407. Rapport du baron Nothomb.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).

Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 1810 (10 juillet 1951).

Pas de discussion générale.

Vote des articles (12 juillet 1951).

Les articles sont adoptés, p. 1896.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1941.
S'est abstenu, : M. Ancot.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi accordant des avantages aux officiers et sous-officiers mis à la retraite par suite du rajeunissement des cadres de l'armée.

Doc. — N° 349. Rapport de M. Zurstrassen.
 Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1367 (29 mai 1951).
 Pas de discussion générale.

Discussion et vote des articles (27 juin 1951).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1637.

Vote (27 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents, p. 1690. Le projet est sourcis à la sanction du Prince royat.

Pas de discussion générale.

Armée (suite)

Projet de loi complétant les dispositions transitoires de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers. Doc. — N° 86. Rapport de M. Van Buggenhout.

 n. — Dépôt du rapport par M. Van Buggenhout, p. 391 (21 décembre 1950).
 Pas de discussion générale. Ann. -

Discussion des articles (1er février 1951).

Les articles sont adoptés, p. 722.

Vote (1er février 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 134 voix et 1 abstention, p. 732. . S'est abstenu : le baron de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1934 concernant le

statut des sous-officiers.

Doc. — N° 362. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet par le colonel De Greef, m. d. n., p. 1611 (26 juin 1951).

CHAMPS DE MANŒUVRES.

Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvres.

Doc. - Nº 249. Proposition de M. Allard.

— Dépôt de la proposition par M. Allard, p. 1283 (26 avril 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1333 (22 mai 1951).

COMMANDANT MILITAIRE DU PALAIS DE LA NATION.

Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur la position et l'avancement du commandant militaire du palais de la nation.

c. — N° 328. Proposition du baron Nothomb. N° 351. Rapport de M. Tobback.

Ann. — Dépôt de la proposition par le baron Nothomb, p. 1511 (14 juin 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1535 (19 juin 1951).

Dépôt du rapport par M. Tobback, p. 1590 (21 juin 1951).

Pas de discussion générale.

Discussion et vote de l'article unique (27 juin 1951).

L'article unique est adopté sans observations, p. 1638.

Vote (27 juin 1951).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents, p. 1690. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

CONTINGENT.

Projet de loi jixant pour l'année 1951 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne.

Doc. - Nº 85. Rapport du baron Nothomb.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 372 (21 décembre 1950).

Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 391 (21 décembre 1950).

Discussion générale (22 décembre 1950).

Discussion générale (22 décembre 1950).

Discours du baron Nothomb, rapp. (qui demande que le projet soit voté par tous les membres de l'assemblée); de M. Rassart (qui déclare que son parti est prêt à soutenir tout effort sérieux de défense dans le cadre de la sécurité collective, mais qu'il ne peut faire confiance au gouvernement actuel); du baron de Dorlodot (qui rappelle dejà avoir déclaré que des mesures de réorganisation de l'armée auraient dû être prises et qui motive son abstention); du baron Nothomb (qui fait remarquer que la commission de la défense nationale a toujours fait preuve de patriotisme); de M. Rolin (concernant l'incidence de la politique étrangère sur le projet) et du colonel De Greef, m. d. n. (qui expose le but du projet, pp. 440 à 444.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 décembre 1950). Les articles sont adoptés sans observations, p. 445.

Vote (22 décembre 1950).

M. Gillon motive le vote affirmatif de son groupe, p. 495. L'ensemble du projet est adopté par 87 voix contre 36 et 1 abstention, p. 495. S'est abstenu : le baron de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

FORCE AÉRIENNE.

Projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne.

Doc. -- Nº 264. Rapport de M. Devriendt.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1298 (2 mai 1951).

Armée. - FORCE AÉRIENNE (suite)

Vote des articles (23 mai 1951).

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 1360 à 1362

Vote (7 juin 1951).

Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1451.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi fixant le cadre des officiers en activité de la force aérienne en temps de paix.

Doc. — N° 411. Rapport de M. Tobback.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Tobback, p. 1810 (10 juillet 1951). Discussion générale et vote des articles (12 juillet 1951).

Discours du colonel De Greef, m. d. n. (qui fait remarquer que le système prévu permettra de diminuer les effectifs si la situation internationale se modifie dans un sens favorable), p. 1897. a discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1897.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1941.
S'est abstenu : M. Ancot.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

FORCE NAVALE.

Projet de loi fixant le cadre eles officiers en activité de la force navale en temps de paix.

Doc. — N° 363. Exposé des motifs et projet de loi. N° 417. Rapport de M. Flamme.

Ann. — Dépôt du projet par le colonel De Greef, m. d. n., p. 1611 (26 juin 1951).

Dépôt du rapport par M. Flamme, p. 1848 (11 juillet 1951).

Discussion générale et vote des articles (12 juillet 1951).

Observation de M. Famme, rapport., p. 1901. La discussion générale est close. Les articles sont adoptés sans observations, p. 1901.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix ét 1 abstention, p. 1941.

S'est abstenu : M. Ancot.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers de la force navale.

Doc. - Nº 265. Rapport de M. Devriendt.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 868 (27 février 1951).
 Pas de discussion générale.

Voie des articles (23 mai 1951). Les articles sont adoptés sans observation, pp. 1355 à 1360.

Vote (7 juin 1951). Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1451. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale.

Doc. — Nº 290. Exposé des motifs et projet de loi.
Nº 350. Rapport de M. Zurstrassen.

Ann. — Dépôt du projet par le colonel De Greef, m. d. n., p. 1375 (29 mai 1951).

Pas de discussion générale.

Discussion et vote des articles (27 juin 1951). Les articles sont adoptés sans observations, pp. 1631-1637.

Vote (27 juin 1951). L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents, p. 1690. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

JURIDICTIONS MILITAIRES. - CASSATION.

Projet de loi réglant l'exercice du recours en cassation contre les arrêts et jugements de la juridiction militaire.

Doc. — N° 61. Amendement du gouvernement.

N° 297. Rapport de M. Kluyskens.

Discussion générale et vote des articles (26 juin 1951).

Ann. — Discours de M. Kluyskens, rapporteur (qui expose la portée du projet), p. 1607.
 La discussion générale est close.
 Les articles sont adoptés tels qu'ils ont été présentés par la commission de la justice, p. 1608.

Vote (26 juin 1951). L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1617. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Armée (suite)

MILICE.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif.

Doc. - Nº 186. Projet transmis par la Chambre des représen-

tants.

N° 201. Rapport de M. Duvieusart.

N° 205. Amendements de M. Vreven et consorts.

N° 205. Sous-amendement de MM. Rolin et Flamme, à l'amendement de M. Vreven et consorts.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 980 (7 mars 1951).

Dépôt du rapport par M. Duvieusart, p.1038 (13 mars 1951).

Trainins par la Chambre des representants, p. 350 (7 mars 1951).

Dépôt du rapport par M. Duvieusart, p.1038 (13 mars 1951).

Discours du vicomte Cossée de Maulde (qui fait remarquer que la Belgique doit rester fidèle aux engagements qui découlent du Pacte Atlantique et qui attire l'attention sur la mission des forces de terre); MM. Rolin (qui déclare que son groupe est d'accord en ce qui concerne le principe d'un renforcement de notre défense nationale mais qu'il ne peut en approuver les modalités, estime que la politique de paix qui devrait accompagner le réarmement est déficiente, attire l'attention sur l'attitude du gouvernement à l'égard du problème allemand et du problème espagnol, déclare ne pas pouvoir se rallier à la politique du gouvernement à l'égard du problème russe, estime qu'il faudrait faire un effort en vue du désarmement, attire l'attention sur la nécessité de protéger la population contre certaines actions stratégiques, proteste contre la libération des inciviques et donne les motifs pour lesquels il ne peut se rallier aux vingt-quatre mois de service et au règime des exemptions); Vreven (qui déclare que les libéraux approuvent sans réserve le principe de la défense collective de l'Europe occidentale mais qu'ils lutteront pour l'égalité de tous les Belges devant le devoir militaire, déclare ne pas être d'accord avec la durée du service et demande d'admettre le principe du volontariat féminin); le baron Nothomb (qui fait remarquer que pour des raisons morales et politiques il est impossible d'amender le projet et de le renvoyer à la Chambre, examine le problème des exemptés familiaux ainsi que la question des sursis et la question du volontariat féminin); Gillon (qui rappelle quelle attitude les libéraux ont prise lors du vote du budget des affaires étrangères et qui attire l'attention sur les démarches qui ont été faites pour obtenir la démonstration de la nécessité de l'effort demande); Flamme (qui traite des effectifs, du réarmement et de la réorganisation de l'armée et déclare que les ving

Reprise de la discussion générale (20 mars 1951).

Reprise de la discussion générale (20 mars 1951).

Discours de MM. Rassart (qui fait remarquer que le premier ministre avait annoncé son intention de doubler le temps de service avant que les éléments du problème de la défense nationale lui soient connues, demande que les bénétices exceptionnels réalisés pendant le second semestre de 1950 soient taxés et qu'un contrôle soit effectué sur le négoce des armes, proteste contre la politique du gouvernement en ce qui concerne les écoles publiques et la libération des inciviques, souligne la faiblesse de notre appareil militaire, estime que hommes et femmes doivent participer à la défense du pays et donne les motifs pour lesquels il ne peut suivre le gouvernement); Baert (qui fait remarquer que le projet est rendu nécessaire par notre politique étrangère et qu'il est inadmissible de le rejeter pour des raisons financières, économiques ou sociales, expose la politique familiale du gouvernement sur le plan militaire, examine le problème des sursitaires et des exemptés en temps de paix et parle des accords de Luxembourg et de Washington en ce qui concerne le service militaire); coèonel De Greef, m. d. n. (concernant : les accords relatifs à la défense de l'Europe, l'organisation des unités, le problème des cadres, le problème du logement et le problème d'armement et d'équipement); M. De Stobbeleir (qui déclare ne pas avoir confiance dans la politique du gouvernement et fait remarquer que les libéraux respectent leurs engagements internationaux, mais qu'ils ne peuvent se rallier au système d'exemptions proposé par le gouvernement ni à la durée du service militaire); Mme Spaak (qui plaide en faveur du volontariat féminin); MM. Taillard (qui déclare que le projet aura des répercussions budgétaires et économiques désastreuses et qui fait un parallèle entre les dépenses militaires de l'U. R. S. S.; le comte d'Aspremont Lynden (qui examine l'attitude des différents partis à l'égard du projet et qui donne les motifs qui ont conduit l'Europe occidentale au réarmement); Mme Vande

Armée. — MILICE (suite)

Russie et fait remarquer que les dispositions prévues par la loi en cc qui concerne les exemptions pour inaptitude physique devraient être revues), et De Block (concernant les aspects économiques et sociaux du réarmement), pp. 1156 à 1182.

Reprise de la discussion générale (21 mars 1951).

Reprise de la discussion générale (21 mars 1951).

Discours de MM. R. Desmedt (concernant le problème des exemptions et la situation des soldats flamands à l'armée); Machtens (qui trace un parallèle entre l'effort militaire à fournir par la Belgique et celui des Etats-Unis, proteste contre les sursis et contre la politique des exemptions et examine le problème des allocations de milice); Coulonvaux (qui fait remarquer que la tâche essentielle de notre politique étrangère doit tendre à consolider la paix, justifie les amendements déposés par les libéraux, estime que dix-huit mois de service militaire seraient suffisants et proteste contre la libération des inciviques), et Sobry (qui déclare que les mesures militaires prévues sont nécessaires, regrette que depuis la guerre la formation d'un cadre de réserve ait été négligé et que les lois linguistiques n'aient pas été respectées à l'armée et demande de prévoir des conges agricoles durant la seconde année du service militaire), pp. 1188 à 1196.

Reprise de la discussion générale (21 mars 1951).

Reprise de la discussion générale (21 mars 1951).

Discours de MM. Van Remoortel (concernant : le régime prévu pour les enfants des coloniaux et pour les ingénieurs, l'organisation des services d'éducation et de distraction à l'armée, les raisons pour lesquelles il ne pourra voter le projet, le problème du réarmement de l'Allemagne et les pensions de réparation et d'invalidité); Pholien, p. m. (qui fait remarquer que les engagements pris par le gouvernement le 15 juillet 1949, à Luxembourg, doivent être ratifiés et qui justifie les mésures militaires proposées par le projet); Mme Lambotte (qui déclare ne pas pouvoir se rallier au service militaire des femmes, mais estime que les femmes pourront contribuer à la protection de la population civile et parle des exemptions pour raisons familiales); MM. Duterne (qui expose l'état d'esprit d'un très grand nombre d'invalides de la guerre à l'égard des projets militaires); lespers (concernant : la résistance morale, la situation des Flamands à l'armée, la protection morale des soldats et les indemnités de milice), et Rolin (qui justifie à nouveau son point de vue), pp. 1198 à 1207.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 mars 1951).

Discussion des articles (21 mars 1951).

Art. 1er.

Adopté, p. 1207.

Amendement de M. Vreven et consorts :

Amendement de M. Vreven et consorts:
Intervention de MM. Vreven (qui déclare qu'une durée de dixhuit mois du service militaire est suffisante), et Flamme (qui trace une parallèle entre le service militaire appliqué dans le grand-duché de Luxembourg et celui de la Belgique), pp. 1207 et 1208.

Observation de M. Hoste, p. 1209.
Intervention de M. Duvieusart, rapp. (qui examine le problème des sursis et des exemptions), pp. 1209 à 1211.

L'amendement est rejeté par 87 voix contre 16 et 62 abstentions, p. 1211.

L'amendement est rejeté par 87 voix contre 16 et 62 abstentions, p. 1211.

Se sont abstenus : MM. Pincé, Pontus, Rassart, Remson, Roelandts, Rolin, Rolland, Ronse, Mme Spaak, MM. Spreutel, Van Belle, Vandermeulen, Mme Vandervelde, MM. Van Eyndonck, Van Hooveld, Van Laerhoven, Verbert, Vergeylen, Vermeylen, Versieren, Vos, Wijn, Yernaux, Allard Beaucarne, Beulers, Bouilly, Briot, Chot, Mme Ciselet, MM. Clays, Craeybeckx, Crommen, Debaise, De Block, De Bruyne (Edg.), De Bruyne (Victor), baron de Dorlodot, De Groote, Dehousse, Delmotte, Delor, De Nauw, Desmet (Louis), D'Hondt, Doutrepont, Duray, Duterne, Flamme, Francen, Gilis, Goossens, Harmegnies, Knops, Lacroix, Lapaille, Laurens, Ledoux, Machtens, Matagne, Meunier et Missiaen.

L'article 2 est adopté, p. 1212.

Art. 3.

Art. 3.

Amendement de M. Vreven et consorts et sous-amendement de MM. Rolin et Flamme.

Intervention de M. Allewaert (concernant le problème des indemnités de milice), p. 1212.

Les amendements sont rejetés par 87 voix contre 75 et 4 abstentions.

tions, p. 1215.

Se sont abstenus: M. Ronse, Mme Ciselet, M. De Bruyne (Edgard) et le baron de Dorlodot.

L'article 3 est adopté, p. 1216.

Art. 4.

Amendement de M. Vreven:

Amendement de M. Vreven:
Intervention de Mme Ciselet (qui défend le principe du volontariat féminin), pp. 1213 à 1215.

L'amendement tendant à insérer un article 4 est rejeté par 87 voix contre 75 et 4 abstentions, p. 1215.

Se sont abstenus: MM. Ronse, De Bruyne (Edg.), baron de Dorlodot et Gillon.

L'article 4 est adopté, p. 1216.

Armée. - MILICE (suite)

Art. 5 (nouveau).

L'amendement Vreven tendant à ajouter un article 5 est rejeté, p. 1216.

Vote (21 mars 1951).

MM. Motz, baron de Dorlodot et Hoste justifient leur vote, p. 1218. L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 75 et 4 abstentions.

Se sont abstenus : M. Ronse, Mme Ciselet, M. De Bruyne (Edg.) et le baron de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

C.— N° 193. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 288. Rapport de M. Baert.

N° 289. Amendements de MM. Machtens et consorts.

N° 291. Amendements de MM. Vermeylen et consorts.

N° 292. Amendements de MM. Allard et consorts.

N° 295. Amendements de MM. Machtens et consorts.

N° 296. Amendement de MM. Versieren et consorts.

— Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1037 (13 mars 1951).

Discussion générale (6 juin 1951).

Discussion générale (6 juin 1951).

Discours de MM. Taillard (qui déclare que le service de vingtquatre mois a été réclamé sous pression de Washington);
Sledsens (qui fait remarquer qu'après le vote de la loi, une
proposition modifiant cette loi et rétablissant les valeurs
morales de la famille sera déposée); Allard (qui déclare que
l'opposition ne renoncera pas au droit de défendre ses amendements); George (qui défend un amendement créant l'obligation militaire pour tous); Brasseur, m. i. (qui précise la
portée exacte du projet), et Mme Vandervelde (qui plaide en
faveur du volontariat féminin), pp. 1416 à 1420.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (6 juin 1951).

Art. 1er à 9.

Adoptés, pp. 1420 à 1422.

Art. 10.

Amendements de MM. Allard et consorts et amendements de MM. Machtens et consorts :
Intervention de MM. Harmegnies, Machtens, Allard et Brasseur, m. i., pp. 1424 à 1427.
L'article 10 et les amendements sont réservés.

Art 11

Adopté, p. 1427.

Amendement de MM. Vermeylen et consorts et amendement subsidiaire de MM. Machtens et consorts : Intervention de MM. Rassart, Baert, rapp., et Allard, p. 1428-L'article et les amendements sont réservés.

Reprise de la discussion des articles (7 juin 1951).

Art. 13.

Adopté, p. 1433.

Art. 14.

Amendements de MM. Vermeylen et consorts: Intervention de MM. Vermeylen et Brasseur, m. i., p. 1434. Les amendements ne sont pas adoptés, p. 1434. L'article 14 est adopté, p. 1434.

Art. 15, 16, 17, 18, 19 et 20.

Adoptés, pp. 1435-1436.

Art. 21.

Amendement de MM. Allard et consorts : Intervention de MM. Allard et Brasseur, m. i., p. 1436. L'amendement n'est pas adopté. L'article 21 est adopté, p. 1436.

Art. 22, 23 et 24.

Adoptés, pp. 1436-1437.

Art. 25.

Arr. 25.

Amendement de MM. Allard et consorts:
Intervention de MM. Allard et Brasseur, m. i., p. 1437.
L'amendement n'est pas adopté.
L'article 25 est adopté, p. 1437.

Art. 26, 27 et 28.

Adoptés, p. 1437.

Amendement de MM. Allard et consorts: Intervention de MM. Allard et Brasseur, m. i., p. 1438. L'amendement n'est pas adopté. L'article 29 est adopté, p. 1438.

Art. 30 à 56.

Adoptés, pp. 1438 à 1443.

Armée. - MILICE (suite)

Art. 57.

Amendement de MM. Vermeylen et consorts: Intervention de MM. Vermeylen et Brasseur, m. i., p. 1443. L'amendement n'est pas adopté. L'article 57 est adopté, p. 1443.

Art. 58 à 66.

Adoptés, pp. 1443 à 1445.

Art. 67.

Amendement de MM. Allard et consorts : Intervention de MM. Allard et Brasseur, m. i., p. 1445. L'amendement et l'article sont réservés.

Art. 68 à 72.

Adoptés, pp. 1445 et 1446.

Art. 73.

Intervention de MM. Vermeylen, Baert, rapp., et Brasseur, m. i., pp. 1446-1447. L'article 73 est adopté, p. 1447.

Art. 74 à 78. Adoptés, pp. 1446 et 1447.

Art. 79.

Amendement de MM. Allard et consorts : Intervention de M. Allard, Mile Baers et M. Vermeylen, p. 1448. L'amendement et l'article sont réservés.

Art. 80 à 89.

Adoptés, pp. 1454 et 1455.

Art. 90.

Amendement de MM. Allard et consorts, amendement de MM. Vermeylen et consorts et amendement de MM. Versieren et consorts :

ren et consorts : Intervention de MM. L. Desmet, Allard, Baert, Vermeylen et Versieren, pp. 1456 à 1458. L'amendement de M. Vermeylen, ainsi que celui de M. Ver-sieren ne sont pas adoptés, p. 1458. L'amendement de M. Allard est réservé.

Art. 91 à 108.

Adoptés, pp. 1458 à 1461.

Vote sur les amendements réservés (7 juin 1951).

Vote sur les amendements réservés (7 juin 1951).

Le baron de Dorlodot justifie son vote, p. 1 461.

Amendements principaux de MM. Allard et consorts aux articles 10, 12, 67 et 90:

Les amendements sont rejetés par 76 voix contre 43 et 2 abstentions, p. 1461.

Se sont abstenus: Mme Ciselet et le baron de Dorlodot.

Amendement principal de MM. Allard et consorts à l'article 79:

L'amendement est rejeté par 76 voix contre 43 et 2 abstentions, p. 1461.

Se sont abstenus: le baron de Dorlodot et M. Gillon.

Art. 10.

L'amendement de MM. Machtens et consorts est rejeté, p. 1463. Les amendements subsidiaires de MM. Allard et consorts sont rejetés, 1463. L'article 10 est adopté, p. 1463.

Art. 12.

Amendement de MM. Machtens et consorts:
Intervention de MM. Machtens et Baert, rapp., pp. 1463-1464.
L'amendement n'est pas adopté, p. 1463.
Amendements de MM. Allard et consorts:
Intervention de M. Allard, p. 1464.
Les amendements sont rejetés et l'article 12 est adopté, p. 1464.

Art. 67, 79 et 90.

Adoptés, p. 1465.

Vote (12 juin 1951).

Le projet de loi est adopté par 84 voix contre 67 et 3 absten-

tions, p. 1473.
Se sont abstenus : le baron de Dorlodot, M. Van Buggenhout et Mme Ciselet.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés.

Doc. — N° 283. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 358. Rapport de M. De Man.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1367 (29 mai 1951).

Dépôt du rapport par M. De Man, p. 1617 (26 juin 1951).

Pas de discussion générale.

Discussion et vote des articles (3 juillet 1951).

Art. 1 à 3.

Adoptés, p. 1710.

Art. 4.

Observations de MM. Harmegnies et Brasseur, m. i., p. 1711. L'article est adopté, p. 1711.

SÉNAT. - TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1950-1951.

Armée. - MILICE (suite)

Art. 5 à 44.

Adoptés, pp. 1711 à 1715.

Vote (3 juillet 1951).

Le projet est adopté par 141 voix contre 2, p. 1722. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1951, sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Doc. - Nº 428. Proposition de M. Sledsens.

Dépôt de la proposition par M. Sledsens, p. 1810 (10 juil-let 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1950 (18 juillet 1951).

PENSIONS MILITAIRES.

Projet de loi modifiant les articles 45 et 46 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Doc. — N° 94. Exposé des motifs et projet de loi. N° 268. Rapport de M. L. Servais.

Ann. — Dépôt du projet par le colonel De Greef, m. d. n., p. 472 (22 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. L. Servais, p. 1333 (22 mai 1951).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (29 mai 1951).

Les articles sont adoptés, p. 1372.

Vote (7 juin 1951).

Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres pré-sents, p. 1451. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 11 août 1933 abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 31 mai 1933 ainsi que l'arrêté royal complémentaire du 17 juin 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté.

Doc. - N° 259. Rapport de M. L. Servais.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 868 (27 février 1951).
 Dépôt du rapport par M. L. Servais, p. 1309 (2 mai 1951).
 Pas de discussion générale.

Vote des articles (29 mai 1951).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1370.

Vote (7 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1451. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

RÉQUISITIONS MILITAIRES.

Proposition de loi complétant l'article 8 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires.

Doc. - Nº 124. Proposition de M. Troclet.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 664 (30 janvier 1951).

Armée.

Voir aussi : Interpellations de Dorlodot.

Art de guérir.

MÉDECINS.

Projet de loi portant prorogation des mandats aux divers conseils de l'Ordre des médecins.

Doc. - N° 376. Rapport de Mme Ciselet.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1706 (3 juillet 1951). Dépôt du rapport par Mme Ciselet, p. 1707 (3 juillet 1951). Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (5 juillet 1951).

Adopté, p. 1780.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 129 voix et 1 abstention, p. 1936.
S'est abstenue: Mme Ciselet.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

MÉDECINS VÉTÉRINAIRES.

Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des médecins vétérinaires.

Doc. - Nº 368. Exposé des motifs et projet de loi.

— Dépôt du projet par M. Héger, m. a., (27 juin 1951). Ann.

Art de guérir (suite)

PHARMACIENS.

Projet de loi modifiant la loi du 19 mai 1949 créant l'Ordre des pharmaciens.

Doc. - Nº 178. Rapport de M. Massonnet.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 754 (6 février 1951).
 Dépôt du rapport par M. Massonnet, p. 944 (1° mars 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique (13 mars 1951).

Observations de M. Verbert et de M. Ancot, p. 1059.
Discours de M. De Taeye, m. s. p. (qui expose la portée du projet), p. 1059.
La discussion générale est close.
L'article unique est adopté, p. 1060.

Vote (14 mars 1951).

M. Verbert motive son vote, p. 1099.
 L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 132 membres présents, p. 1099.
 Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Assistance publique.

Projet de loi relatif à l'abandon des récupérations des secours civils non réalisés par l'Etat à la date du 4 janvier 1947.

Doc. - Nº 256. Rapport de M. Neels.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1037 (13 mars 1951).
 Dépôt du rapport par M. Neels, p. 1309 (2 mai 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique (23 mai 1951)

Observations de MM. Harmegnies et De Taeye, m. s. p.,

p. 1362. La discussion générale est close. L'article unique est adopté sans observations, p. 1363.

Vote (7 juin 1951).

Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1451. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Assurances-invalidité. — V. Assurances sociales.

Assurances sociales.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Projet de loi transférant à la « Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail », les attributions du « Fonds spécial pour la réparation des dommages résultant des accidents du travail causés par faits de guerre » en matière d'accidents du travail et de dommages corporels et matériels dus à certains risques spéciaux relativement au chargement, au déchargement, au transport, au dépôt, à la manutention ou à la simple présence d'engins de guerre en Belgique.

Doc. — N° 38. Exposé des motifs et projet de loi. N° 62. Rapport de M. Moulin.

Ann. — Dépôt du projet par M. Van den Daele, m. tr. pr. s., p. 112 (5 décembre 1950).
Dépôt du rapport par M. Moulin, p. 250 (14 décembre 1950).

Discussion générale (19 décembre 1950).

Discours de M. Moulin, rapporteur (qui expose le but du projet), p. 270. La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 décembre 1950). Art. 1 à 3.

Adoptés, p. 270.

Art. 4.

L'article 4 est adopté avec l'amendement de la commission, p. 270.

Art. 5, 6, 7.

Adoptés, p. 271.

Vote (19 décembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 153 membres présents, p. 274. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Doc. — N° 282. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 348. Rapport de M. Neels.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1367 (29 mai 1951).
 Dépôt du rapport par M. Neels, p. 1564 (20 juin 1951).

Assurances sociales. - ACCIDENTS DU TRAVAIL (suite)

Discusion générale (27 juin 1951).

Discusion générale (27 juin 1951).

Discours de M. Neels, rapp. (qui souligne les améliorations contenues dans le projet et demande que le même régime soit appliqué aux gens de mer); Mile Baers (concernant la situation des veuves de victimes d'accidents du travail); MM. Verbert (qui défend le principe de l'indemnisation intégrale); Hanquet (concernant la procédure suivie); Boulanger (concernant : la responsabilité dans un accident du travail, l'intervention des médecins et le problème des assurances); Van den Daele, m. tr. pr. s. (qui rappelle les améliorations prévues par le projet et répond aux différents orateurs); Verbert (qui estime que ceux qui sont obligés d'exercer une profession dangereuse ont le droit d'être complètement indemnisés en cas d'accident du travail), et Gabriel (concernant la situation des veuves et orphelins), pp. 1691 à 1699.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (27 juin 1951).

Art. 1er.

Observations de M. Van den Daele, m. t. p. s., p. 1700. L'article est adopté, p. 1700.

Art. 2 à 9.

Adoptés, p. 1701.

Art. 10.

Observations de M. Van den Daele, m. t. p. s., et Verbert, p. 1701-1702. L'article est adopté, p. 1702.

Art. 11 à 17. Adoptés, p. 1702.

Vote (3 juillet 1951).

Le projet de loi est adopté par 138 voix et 5 abstentions, p. 1723.

Se sont abstenus: MM. Glineur, Troclet, Verbert, Mlle Baers et M. Boulanger. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

ASSURANCES-INVALIDITÉ.

Propositions de loi réorganisant l'assurance-invalidité des tra-vailleurs salariés dans le cadre de la sécurité sociale.

Doc. - Nº 277. Proposition de M. Troclet.

Dépôt de la proposition, au nom de M. Troclet, par M. Moulin, p. 1347 (23 mai 1951).
 rise en considération. — Renvoi en commission, p. 1535 (19 juin 1951).

ESTROPIÉS ET MUTILÉS.

Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropies, mutiles et personnes assimilées.

Doc. Nº 24. Rapport de M. Allewaert. Nº 36. Amendements de M. Moulin. Nº 46. Amendement de M. Troclet au texte de la commission. Ann. — Dépôt du rapport par M. Allewaert, p. 58 (29 novembre 1950).

Discussion générale (7 décembre 1950). Discussion generale (7 decembre 1950).

Discours de M. Allewaert (qui expose le but du projet); Moulin (qui rend hommage à feu M. Frans Fischer et à l'activité de M. Eli Troclet en matière sociale et déclare que la proposition de M. Dieudonné déposée à la Chambre aurait permis de faire plus en faveur de l'ensemble des estropiés et mutilés, et défend ses amendements); Glineur (qui proteste contre l'insuffisance des taux maxima accordés aux estropiés et mutilés, parle du plafond d'indigence et demande la revision générale des barèmes), pp. 160 à 163.

Reprise de la discussion générale (7 décembre 1950). Reprise de la discussion générale (7 décembre 1950).

Discours de MM. Troclet (qui justifie son amendement permettant une péréquation automatique des allocations d'estropiés et déclare qu'il est indispensable d'établir un statut définitif des estropiés et des mutilés); Gabriel (concernant : le droit au travail des estropiés, les membres artificiels, les voiturettes des mutilés et les établissements d'éducation), et Van den Daele, m. t. p. s. (qui expose le but du projet, rappelle le système appliqué avant la guerre et déclare qu'il préparera un statut complet des estropiés et mutilés dès que le rapport concernant la réforme de la sécurité sociale sera déposé), pp. 171 à 174.

Observations de M. Troclet, p. 174.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (7 décembre 1950).

Art. 1er.

L'article 1er, amendé par la commission, est adopté, p. 175.

Art. 2.

Amendement de la commission : Intervention de MM. Troclet et Van den Daele, m. t. p. s., p. 175. L'amendement de la commission est adopté, p. 175. Amendement de M. Froclet :

Assurances sociales. - ESTROPIÉS ET MUTILÉS (suite)

Intervention de MM. Troclet, Van den Daele, m. t. p. s., et Jespers, p. 175. L'amendement est réservé. L'article 2 est réservé.

Art. 3.

L'amendement de la commission est adopté, p. 176. Amendements de M. Moulin : Intervention de MM. Moulin et Van den Daele, m. t. p. s., p. 176. Les amendements sont réservés. L'article 3 est réservé.

Vote sur les amendements et articles réservés (12 décembre 1950).

Art. 2.

L'amendement de M. Troclet est rejeté par 85 voix contre 68 et 2 abstentions, p. 207.

Se sont abstenus: M. Catteau et Mine Ciselet.

Mile Baers justifie son vote négatif, p. 207.

L'article 2 est adopté, p. 208.

Art. 3.

L'amendement de M. Moulin n'est pas adopté, p. 208. L'article 3 est adopté, p. 208.

Art. 4 (nouveau).

L'amendement de M. Moulin tendant à ajouter un article 4 est rejeté, p. 208.

Vote (12 décembre 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 143 voix et 3 abstentions,

p. 209. Se sont abstenus : MM. Moulin, Troclet et Bouilly. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

GARDES ASSERMENTÉS.

Projet de loi relatif au statut social des gardes assermentés. Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).

Projet de loi modifiant la loi du 23 juin 1894 portant revision de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés mutualistes.

Doc. — Nº 197. Projet transmis par la Chantire des représentants.
 Nº 213. Rapport de M. Wallays.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1037 (13 mars 1951).
 Dépôt du rapport par M. Wallays, p. 1075 (14 mars 1951).

Discussion générale (20 mars 1951).

Discours de M. Verbert (qui regrette que l'arrêté royal relatif à l'épargne prénuptiale ait été modifié), p. 1154. La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 mars 1951).

Les articles sont adoptés, p. 1154.

Vote (21 mars 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 159 voix et 1 abstention, p. 1219.
S'est abstenu : M. Ronse.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

RÉÉQUIPEMENT MÉNAGER.

Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs.

Doc. - Nº 210. Rapport de Mile Driessen.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 868 (27 février 1951).
 Dépôt du rapport par Mile Driessen, p. 1075 (14 mars 1951).

Discussion générale (20 mars 1951).

Discussion générale (20 mars 1951).

A cette discussion est jointe la discussion du projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Discours de MM. Uselding, rapp. (qui démontre la nécessité de voter sans délai et sans amendement le projet relatif aux allocations familiales, parle de l'affectation des fonds du rééquipement ménager et attire l'attention sur les innovations contenues dans la loi); Mlle Baers (qui attire l'attention sur la réforme relative aux indemnités accordées aux orphelins et qui demande que la nouvelle réglementation en matière d'allocations familiales ne soit mise en vigueur que progressivement); Verbert (qui proteste contre la façon de discuter et d'examiner le premier projet relatif à la sécurité sociale et qui décla que ce projet n'apporte qu'une modification partielle à la sécurité sociale; ensuite il donne les

Assurances sociales. - RÉÉQUIPEMENT MÉNAGER (suite)

motifs pour lesquels son groupe s'abstiendra au vote sur le second projet); Gabriel (concernant la situation des veuves remariées et des orphelins); Warnant (concernant la modification du plafond pour la sécurité sociale et le caractère définitif de la cotisation) et Van den Daele, m. t. p. s. (qui souligne les modifications apportées au système des allocations familiales), pp. 1131 à 1138.

La discussion générale est close.

Discusion des articles (20 mars 1951). Les articles sont adoptés, pp. 1152 à 1154.

Vote (21 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 75 voix et 3 abstentions,

p. 1219.

Se sont abstenus: M. Ronse, Mme Ciselet et M. Edg. De Bruyne.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

RÉGIME DE RETRAITE.

Proposition de loi concernant l'instauration définitive du régime de retraite des salariés et des non-salariés.

Doc. — N° 37. Amendements de MM. Troclet et consorts. N° 273. Amendements de MM. Troclet et consorts.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

Doc. — N° 403. Exposé des motifs et projet de loi.
 N° 435. Amendements de MM. Van Laerhoven et consorts.

Ann. — Dépôt du projet par M. Van den Daele, m. t. p. s., p. 1848 (11 juillet 1951).

SÉCURITÉ SOCIALE.

Proposition de loi assujettissant les travailleurs domestiques à la sécurité sociale.

Doc. - Nº 137. Proposition de M. Troclet.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Troclet, p. 673. Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 806 (15 février 1951).

Proposition de loi portant assujettissement à la sécurité sociale des entreprises familiales.

Doc. - Nº 271. Proposition de M. Troclet.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Troclet, p. 1333 (22 mai 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1367 (29 mai 1951).

Projet de loi modifiant les arrêtés-lois des 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assi-milés et 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Doc. — N° 371. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 378. Rapport de M. Moulin.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1706 (3 juillet 1951).
 Dépôt du rapport par M. Moulin, p. 1721 (3 juillet 1951).

Discussion générale et vote des articles (11 juillet 1951).

Discussion générale et vote des articles (11 juillet 1951).

Discours de MM. Moulin, rapp. (qui déclare que le projet donnera satisfaction aux communes ainsi qu'aux organisations syndicales); Neels (qui estime que les chômeurs indemnisés par les organismes officiels ne seront pas payés dans des conditions aussi favorables que les organisés), Van den Daele, m. t. p. s. (qui expose le but du projet) et le baron de Dorlodot (qui déclare voter le projet par principe, mais en formulant des réserves), pp. 1868 à 1870.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés, pp. 1870 à 1872.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 128 voix et 2 abstentions, p. 1938.

Se sont abstenus: MM. Moulin et Troclet.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

VIEILLESSE ET DÉCÈS PRÉMATURÉ.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Règent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{es} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947.

Doc. — N° 66. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 78. Rapport de M. G. Neels. N° 79. Amendements de MM. Moulin et consorts. N° 80. Amendements de MM. Glineur et consorts.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 269 (19 décembre 1950).
M. Neels dépose le rapport et demande de discuter le projet d'urgence, p. 346 (20 décembre 1950).

Assurances sociales. — VIEILLESSE ET DÉCÈS PRÉMATURÉ (suite)

Discussion générale (21 décembre 1950).

Discours de MM. Neels, rapp. (qui expose la portée du projet), et Moulin (concernant : l'œuvre sociale accomplie par les ministres socialistes depuis 1944, la situation des reuves, le problème des frontaliers et celui des travailleurs indépendants et des assurés libres), pp. 385 à 389.

Reprise de la discussion générale (21 décembre 1950).

Discours de MM. Troclet (qui estime qu'un projet définitif ne pourra pas être réalisé dans un bref délai et défend les amendements que son groupe désire voir apporter au projet); L. Servais (qui déclare que des améliorations intéressantes pourraient encore être apportées au projet, mais que celles-ci entraîneraient une refonte complète des pensions de vieillesse) et Moulin (qui attire l'attention sur les injustices du projet), pp. 414 à 417.

projet), pp. 414 à 417.

Reprise de la discussion générale (22 décembre 1950).

Discours de MM. Glineur (qui fait remarquer que les propositions déposées par son parti en cette matière n'ont jamais été adoptées par l'assemblée, démontre l'insuffisance des pensions de vieillesse et des pensions accordées aux assurés lières, estime qu'on essaie trop de compresser les dépenses en matière de prévoyance sociale et que l'on consacre trop aux dépenses de guerre et justifie les amendements déposés par son groupe); Beulers (qui attire spécialement l'attention sur la situation des mineurs et de leurs veuves); Neels, rapp. (qui rappelle ce qui a été fait en matière de pensions de vieillesse), et Van den Daele, m. t. p. s. (qui déclare que le régime des pensions des mineurs sera réadapté et que le gouvernemvent s'occupe et des assurés libres et des assurés obligatoires), pp. 445 à 453.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 décembre 1950).

Discussion des articles (22 décembre 1950).

Art. 1er.

Art. 1er.

Amendement de MM, Moulin et consorts:
Observations de MM. Moulin, M. Servais et Van den Daele, m. t. p. s., p. 471.

L'amendement de M. Moulin est rejeté par 82 voix contre 57 et 2 abstentions, p. 471.

Se sont abstenus: MM. Hoste et le baron de Dorlodot.

Amendement de M. Glineur:
Rejeté, p. 472.

L'article 1er est adopté, p. 471.

Adopté, p. 472.

Art. 2. Art. 2bis.

Amendement de M. Moulin tendant à insérer un article 2bis : Observations de MM. Troclet et Duray, p. 474. L'amendement est rejeté, p. 474. Amendement de MM. Moulin et consorts : L'amendement est rejeté, p. 474.

Adopté, p. 474.

Art. 3.

Art. 4. Amendement de MM. Moulin et consorts : Observations de M. Verbert, p. 475. L'amendement est rejeté, p. 475. L'article 4 est adopté, p. 475.

Art. 5. Amendement de MM. Moulin et consorts : L'amendement est rejeté, p. 476. L'article 5 est adopté, p. 476.

Adopté, p. 476.

Art. 6.

Art. 6bis. Amendement de MM. Moulin et consorts tendant à insérer un article 6bis. L'amendement est rejeté, p. 476.

Art. 7.

Observations de MM. Neels, rapp., Van den Daele, m. t. p. s. et Hoste, p. 477.

L'amendement et l'amendement subsidiaire de MM. Glineur et consorts sont rejetés, p. 477.

L'article 7 est adopté, p. 477.

Art. 8 et 9.

Adoptés, p. 477.

Art. 10.

Amendement de MM. Moulin et consorts : Rejeté, p. 479. L'article 10 est adopté, p. 479.

Adopté, p. 479.

Art. 11.

Art. 11bis. Amendement de MM. Moulin et consorts tendant à insérer un article 11bis : L'amendement n'est pas adopté, p. 479. Assurances sociales. - VIEILLESSE ET DÉCÈS PRÉMATURÉ (suite)

Art. 12.

Amendement de MM. Glineur et consorts:

Observation de MM. Glineur et Van den Daele, m. t. p. s.,
p. 480.

L'amendement est rejeté, p. 480. L'article 12 est adopté, p. 481.

Art. 13, 14, 15.

Adoptés, p. 481.

Art. 16.

Amendement de MM. Moulin et consorts:

Observations de MM. Troclet, Glineur, Van den Daele, m. t.
p. s., p. 481.

L'amendement est rejeté par 86 voix contre 52 et 2 abstentions,

p. 482. Se sont abstenus : MM. Hoste et le baron de Dorlodot. L'article 16 est adopté, p. 482.

Art. 17 (nouveau). L'amendement de MM. Moulin et consorts tendant à ajouter un article 17 est retiré, p. 483.

Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 116 voix et 2 abstentions, p. 499. Se sont abstenus : MM. Glineur et Taillard. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi modifiant les articles 25 et 91 des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1° juillet 1948 et 30 décembre 1950.

Doc. — N° 325. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 367. Rapport de Mile Baers.

Ann. — Dépôt du projet par M. Van den Daele, m. t. p. s., p. 1495 (13 juin 1951).

Dépôt du rapport par Mlle Baers, p. 1696 (27 juin 1951).

Depôt du rapport par Mlle Baers, p. 1696 (27 juin 1951).

Discussion générale et vote des articles (3 juillet 1951).

Discours de MM. Verbert (qui demande que les versements exigés des frontaliers comme assurés libres soient supprimés).

Vinois (qui insiste pour que la situation des assurés libres soit améliorée) et Van den Daele, m. t. p. s. (qui expose la but du projet), pp. 1707 à 1709.

Observation de Mlle Baers, p. 1709.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés, p. 1709.

Vote (3 juillet 1951).

Le projet de loi est adopté par 141 voix et 2 abstentions, p. 1721.

Se sont abstenus : MM. Moulin et Verbert.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Aviation.

RÉGIE DES VOIES AÉRIENNES.

Transmission par le ministre des communications d'un — Transmission par le ministre des communications d'un bulletin relatif à un transfert de crédits opéré au budget de la régie des voies aériennes pour 1950, p. 1945 (16 juillet 1951).

Dn. — V. aussi : Affaires étrangères.

Avocats. - V. Organisation judiciaire.

Bail à ferme. - V. Droit civil.

Baux à loyer. - V. Droit civil.

Bénéfices exceptionnels. — V. Impôts.

Billets de banque. — V. Finances.

Budgets.

EXERCICE 1939.

RÈGLEMENT DÉFINITIF.

Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exer-cice 1939.

Doc. — N° 301. Rapport de M. Clynmans.
Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 269 (19 décembre 1950).
Dépôt du rapport par M. Clynmans, p. 1402 (5 juin 1951).
Pas de discussion générale.

Vote des articles (19 juin 1951). Les articles du tableau et du projet sont adoptés, p. 1549. Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 127 voix contre 3, Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Budgets. - Exercice 1950.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET CLASSES MOYENNES.

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 126. Rapport de M. P. De Smet.

Ann. — Dépôt du rapport par M. P. De Smet, p. 641 (25 janvier 1951).

Discussion générale (30 et 31 janvier et 1er février 1951). Voir la discussion du budget du ministère des affaires économiques pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (1er février 1951).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, p. 741. . Vote (6 février 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 76 voix contre 61 et 2 abstentions, p. 760.

Se sont abstenus: Mme Ciselet et M. de la Vallée Poussin.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

AGRICULTURE.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 16. Rapport de M. R. Desmedt. N° 58. Amendement de MM. Bouilly et Doutrepont.

Ann. — Dépôt du rapport par M. R. Desmedt, p. 50 (28 novembre 1950).

Discussion générale (12, 13 et 14 décembre 1950). Voir la discussion du budget de l'agriculture pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (14 décembre 1950).

Tableau. Art. 1er.

Observations de MM. le baron de Dorlodot, Gillon, Van Remoortel et Mullie, pp. 259 à 261. L'article 1° est adopté, p. 261.

Art. 2 à 8.

Adoptés, p. 261.

Amendement de MM. Bouilly et Doutrepont. Intervention de MM. Doutrepont et Héger, m. a., p. 262. L'amendement ainsi que l'article sont réservés, p. 262.

Art. 10 à la fin. Adoptés, p. 262.

Projet de loi.

Art. 1er.

Réservé, p. 262.

Art. 2 à 4.

Adoptés, p. 262. Voic de l'amendement et de l'article réservé (19 décembre 1950). Tableau.

Art. 9.

L'amendement de MM. Bouilly et Doutrepont n'est pas adopté,

p. 273. L'article 9 est adopté.

Projet de loi. Art. 1er.

L'article 1er est adopté, p. 273.

Vote (22 décembre 1950).

Le baron de Dorlodot motive son vote. L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 42 et 1 abstention, p. 496. S'est abstenu : le baron de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

COLONIES.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 42. Rapport de M. Estienne.
 Ann. — Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 170 (7 décembre 1950).

Discussion générale (19 décembre 1950). Voir la discussion du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (19 décembre 1950).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés sans observations, p. 292.

Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 41 et 1 abstention, p. 497.
S'est abstenue: Mme Ciselet.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Pudget du ministère des communications pour l'exercice 1950. Discussion générale (20 et 21 décembre 1950).

Voir la discussion du budget du ministère des communications pour l'exercice 1951.

Budgets. — Exercice 1950. — COMMUNICATIONS (suite)

Discussion des articles (21 décembre 1950).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés sans observation, p. 378.

Vote (22 décembre 1950).

Le projet est adopté par 81 voix contre 41 et 1 abstention, p. 497. p. 497. S'est abstenue : Mme Ciselet. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

DOTATIONS.

Budget des dotations pour l'exercice 1950. Doc. - Nº 5-IV (1950). Projet transmis par la Chambre des Doc.

N° 5-1V (1950). Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 401. Rapport de M. L. Servais.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 514 (16 janvier 1951).
Dépôt du rapport par M. L. Servais, p. 1810 (10 juillet 1951).

Discussion générale (11 juillet 1951). Voir la discussion du budget des dotations pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (11 juillet 1951).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, p. 1862.

Vote (12 juillet 1951). L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1942.
S'est abstenu : M. Buisseret.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1950. Doc. — N° 91. Rapport de M. Hanquet. N° 100. Amendement du baron de Dorlodot. N° 103. Amendement de M. Yernaux.

— Dépôt du rapport par M. Hanquet, p. 402 (21 décem-, bre 1950.

Discussion générale (16, 17 et 18 janvier 1951). Voir la discussion du budget du ministère de l'instruction publi-que pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (18 janvier 1951). Les articles du tableau sont adoptés, p. 582. Les articles du projet de loi sont adoptés, p. 583.

Vote (23 janvier 1951).

Le baron de Dorlodot justifie son vote affirmatif, p. 597. L'ensemble du projet est adopté par 85 voix contre 68 et 4 abstentions, p. 597. Se sont abstenus: M. Bouilly, Mme Ciselet et MM. Dehousse

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

INTÉRIEUR.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 5-VIII (1950). Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 112. Rapport de M. R. De Man.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 440 (22 décembre 1950).
 Dépôt du rapport par M. De Man, p. 646 (25 janvier 1951).

Discussion générale (6 et 7 février 1951). Voir la discussion du budget du ministère de l'intérieur pour,

l'exercice 1951. Discussion des articles (7 février 1951).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, p. 801.

Vote (15 février 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 64 et 3 abstentions, p. 821.

Se sont abstenus: Mme Ciselet, MM. Troclet et Vinois.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

JUSTICE.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1950. Discussion générale (14 et 16 novembre 1950).

Voir la discussion du budget du ministère de la justice] pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (16 novembre 1950).

Tableau. Art. 1 à 22.

Adoptés, p. 35.

Art. 23.

Amendements de la commission : Intervention de MM. Moyersoen, m. j., et Vermeylen, p. 35. L'article 23 est reservé.

Art. 24 à la fin du tableau. Adoptés avec l'amendement du gouvernement, p. 36. Budgets. - JUSTICE (suite)

Projet de loi. Art. 1, 2, et 3.

Adoptés, p. 36.

L'amendement du gouvernement insérant un article 3bis est adopté, p. 36.

Art. 4 et 5.

Adoptés, p. 36.

Art. 6.

L'amendement de la commission et l'article 6 sont réservés,

Art. 7.

L'amendement de la commission, tendant à supprimer cet article, est adopté, p. 37.
L'article 7 est supprimé, p. 37.

Discussion et vote des articles réservés (28 novembre 1950).

Tableau.

Art. 23.

Amendements de la commission:
Intervention de MM. Lagae, Moyersoen, m. j., et Clynmans, rapp., pp. 46 et 47.
Les amendements ne sont pas adoptés.

L'article 23 est adopté dans son texte originaire.

Projet de loi. Art. 6.

Adopté, p. 47.

Art. 3bis et 7.

L'article 3bis est définitivement adopté et l'article 7 définitivement rejeté, p. 47.

Vote (28 novembre 1950).

Vote (28 novembre 1950).

M. Buisseret proteste contre la politique de faiblesse pratiquée par le gouvernement à l'égard des traîtres, p. 48.

M. M. Servais fait remarquer que le vote d'un budget n'implique pas nésessairement l'approbation des mesures prises par un gouvernement et qui ne sont pas connues au préalable, p. 49.

L'ensemble du projet est adopté par 84 voix contre 71 et 2 abstentions, p. 49.

Se sont abstenus: M. Hoste et Mme Ciselet.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

PREMIER MINISTRE.

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1950. Discussion générale (20 décembre 1950).

Voir la discussion du budget du premier ministre pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (20 décembre 1950).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, pp. 352 ct 353.

Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 41 et 1 abstention, p. 497.
S'est abstenue: Mme Ciselet.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

RECETTES ET DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exer-

Doc. - Nº 5-XXII (1950). Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 365. Rapport de M. Van Buggenhout.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 514 (16 janvier 1951).

Discussion générale (3, 4 et 5 juillet 1951). Voir la discussion du budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (5 juillet 1951).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, p. 1802. Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 81 voix contre 62 et 2 abstentions, p. 1934.

Se sont abstenus : Mme Ciselet et M. Descampe.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1950.

Doc. - Nº 5-XXIII (1950). Projet transmis par la Chambre des représentants

N° 332. Rapport de M. Van Loenhout.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 514 (16 janvier 1951).

Dépôt du rapport par M. Van Loenhout, p. 1517 (14 juin 1951).

Ajournement (19 juin 1951), p. 1549.

Pas de discussion générale.

Budgets. - RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE (suite)

Discussion et vote des articles (21 juin 1951).

Les articles du tableau et l'article unique du projet de loi sont adoptés, p. 1596.

Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 73 voix contre 55 et 1 abstention, p. 1619.
S'est abstenu : le baron de Dorlodot.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

SANTÉ PUBLIQUE ET FAMILLE.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1950.

Doc. - Nº 20. Amendement de MM. Verbert et consorts.

Discussion générale (29 et 30 novembre et 6 décembre 1950).

Ann. — Voir la discussion du budget de la santé publique pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (6 décembre 1950).

Tableau

Art. 1 à 22.

Adoptés, p. 147.

Art. 23.

Le vote sur les amendements et sur le 1° et le 2° sont réservés.

p. 148. Le 3° au 9° sont adoptés, p. 148.

Art. 24 à 26.

Adoptés, p. 148.

Art. 27.

L'article est adopté avec l'amendement de la commission et l'amendement du gouvernement, p. 148.

Art. 28.

L'article est adopté avec l'amendement du gouvernement, p. 149. Art. 29 à la fin du tableau. Adoptés, p. 149.

Projet de loi.

Art. 1.

Réservé, p. 149.

Art. 2.

Adopté, p. 149.

Art. 3.

Amendement de M. Doutrepont : Intervention de MM. Doutrepont et De Taeye, m. s. p. f., p. 149. L'amendement est réservé.

Art. 3bis.

L'amendement tendant à ajouter un article 3bis est adopté. p. 150.

Vote sur les amendements et articles réservés (7 décembre 1950).

Tableau.

Art. 23.

L'amendement de M. Verbert est rejeté et les deux amendements de la commission sont adoptés, p. 163. L'article 23 amendé est adopté, p. 163.

Projet de loi.

Art. 1.

Adopté, p. 163.

Art. 3.

L'article 3 est rejeté, p. 163.

Vote (7 décembre 1950).

M. Ronse justifie son vote, p. 168.
L'ensemble du projet est adopté par 82 voix contre 61 et 5 abstentions, p. 168.
Se sont abstenus: MM. Harmegnies, Ronse, Catteau, Mme Ciselet et M. Struye.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1950.

Doc. - Nº 5-XVIII (1950). Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 111. Rapport de M. Jespers.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 96 (5 décembre 1950).
 Dépôt du rapport par M. Jespers, p. 515 (16 janvier 1951).

Discussion générale (23, 24, 25 janvier 1951).

Voir la discussion du budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (30 janvier 1951).

Les articles sont adoptés, p. 665.

Vote (30 janvier 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 81 voix contre 65 et 1 abstention, p. 672. S'est abstenue : Mme Ciselet. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Budgets. - Exercice 1951.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET CLASSES MOYENNES.

Budget des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1951.

- Nº 5-XIV. Projet du gouvernement et tableaux.

N° 118. Amendement du gouvernement. N° 126. Rapport de M. De Smet (P.).

- Dépôt du rapport par M. P. De Smet, p. 641 (25 janvier 1951).

Discussion générale (30 janvier 1951).

Discussion générale (30 janvier 1951).

A cette discussion est jointe la discussion du budget du ministère des affaires économiques pour l'exercice 1950.

Discours de MM. P. De Smet, rapp. (concernant la collaboration économique sur le plan général de la vie économique et concernant cestaines prévisions relatives au plan Schuman), et P. De Groote (concernant : le comportement économique général du gouvernement, les richesses naturelles de la Belgique, les éléments actifs de la population belge, le problème des approvisionnements, le problème charbonnier, l'adaptation de la production belge aux prix qui se trouveront être relevés sur le marché commun du plan Schuman et l'incidence du réarmement sur l'économie belge), p. 673 à 681.

Reprise de la discussion générale (31 janvier 1951).

Reprise de la discussion générale (31 janvier 1951).

Pincidence du réarmement sur l'économie belge), p. 673 à 681.

Reprise de la discussion générale (31 janvier 1951).

Discours de MM. Marien (concernant : la nécessité d'accroître la productivité de notre économie, l'enseignement professionnel, l'organisation du crédit professionnel, la rationalisation et le rééquipement de nos moyens de production, l'extension des services administratifs, la réadaptation professionnelle des chômeurs, la protection de la marque de fabrique de belge et les recherches scientifiques et techniques); Boulanger (concernant : le plan Schuman et le plan Marshall, les subsides accordés à la firme Gevaert, les conditions dans lesquelles travaillent les mineurs, les subventions à l'industrie charbonnière, l'augmentation du nombre d'employés par suite de Benelux, les déplacements effectués en camionnette, le traitement des huissiers, la défense des classes moyennes, les transactions de la Tabacofina et l'augmentation de l'index); Coppé, m. a. é. (concernant : le revirement subit de la conjoncture, l'index de la production dans les industries, le problème du chômage, l'amélioration constatée dans le domaine du commerce extérieur, l'effort militaire à accomplir, notre politique d'importation et d'exportation, la politique des prix, la restriction du crédit, les limitations à la consommation, la politique budgétaire, les réformes de structure.—Répond aux critiques qui ont été formulées); Schot (concernant : la panique qui a régné parmi les ménagères en septembre 1950, l'insuffisance des approvisionnements dans le pays, le financement de notre équipement militaire, le financement d'importations et le plan Schuman); De Block (concernant : la politique du dirigisme et du planisme, la résorption du chômage, l'incidence du réarmement sur l'économie, la nécessité d'augmenter les exportations et la consommation intérieure, les efforts à accomplir en matière de construction de Dorlodot (concernant le marché du papier) et Allard (concernant : les aspects techniques de la question charbonnière, l'utilis

Reprise de la discussion générale (1er février 1951).

Reprise de la discussion générale (1° février 1951).

Discours de MM. Bouilly (concernant le plan Schuman et la situation execptionnelle des charbonnages du Borinage); Neels (concernant le chômage en pays flamand); Flamme (concernant : la politique des prix, le déficit de la balance commerciale en 1950, les statistiques relatives aux marchandises importées, le chômage technologique, les dépenses au profit des centres de recherches, l'importance de la marque de qualité, la création de caisses officielles de prêts et la politique économique du gouvernement); R. Desmedt (concernant : la politique des importations et des exportations, l'importance de l'agriculture et de l'horticulture et la fixation de certains prix de revient); Missiaen (concernant les frontaliers et les chômeurs de l'arrondissement d'Ypres); Clynmans (concernant : le problème des classes moyennes, la concurrence déloyale, la protection des petites entreprises contre les concentrations capitalistes et le mess des affaires économiques); L. Desmet (concernant les achats de textiles, l'augmentation du prix de grains exotiques et la nécessité de consulter les consommateurs groupés en coopératives); De Stobbeleir (concernant : la crise sévissant dans l'industrie du bâtiment, le financement de certains travaux communaux, les fournitures de fils de rayonne par la Hollande); Goossens (concernant l'industrie textile en pays flamand) et Coppé, m. a. é. (qui répond aux questions qui lui ont été posées), p. 727 à 741.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (1er février 1951). Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, p. 742. Budgets. — Exercice 1951. — AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET CLASSES MOYENNES (suite)

Vote (6 février 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 76 voix contre 61 et 2 abstentions, p. 760. Se sont abstenus : Mme Ciselet et M. de la Vallée Poussin.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE EXTÉRIEUR.

Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951.

- Nº 5-IX. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Nº 173. Rapport du comte d'Aspremont Lynden.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 196 (12 décembre 1950).
 Dépôt du rapport par le comte d'Aspremont Lynden, p. 901 (28 février 1951).

Discussion générale (6 mars 1951).

Discours de MM. Meurice, m. c. e. (concernant : la hausse de nos prix de revient, l'importance à attacher au plan Schuman, la nécessité d'exporter, les progrès réalisés par le marché américain, la possibilité de créer un marché européen harmonisé, la tâche accomplie par Benelux, les progrès réalisés par l'organisation européenne de coopération économique, l'incidence de notre charbon cher sur les prix de revient de nos produits, notre politique d'expansion, l'effort à faire pour consolider la position de la Belgique vis-à-vis de la zone dollar et la nécessité d'abaisser les tarifs douaniers); Gillon (concernant : le développement inquiétant de la situation internationale, le caractère défensif des accords militaires, l'infériorité de nos effectifs militaires vis-à-vis d'un agresseur éventuel, le réarmement de l'Allemagne et les relations diplomatiques avec l'Espagne); Dehousse (concernant : l'activité de l'organisation des Nations Unies, l'évolution du Pacte de l'Atlantique, le problème de la répartition des matières premières, l'organisation d'une Europe libre, la question des communications par eau entre la Belgique et les Pays-Bas et le recrutement du personnel diplomatique); le baron Nothomb (concernant : la détense de l'Occident, nos relations internationales dans le cadre de Benelux, les biens autrichiens sous séquestre, les relations avec l'Espagne, les rectifications de frontière avec l'Allemagne, le réarmement de l'Allemagne occidentale et la défense atlantique des nations de l'Europe) et Hoste (concernant : la politique suivie à l'égard de la Corée du Nord et à l'égard de la Chine, le mouvement de réarmement moral, le problème des matières premières, la coopération entre la Belgique, la Hollande et le Luxembourg et l'incidence de notre attitude sur le plan international), p. 959 à 977.

Reprise de la discussion générale (7 mars 1951).

Reprise de la discussion générale (7 mars 1951).

national), p. 959 à 977.

Reprise de la discussion générale (7 mars 1951).

Discours de MM. P. De Groote (concernant : les principes de base d'une politique constructive en matière d'échanges internationaux, la conférence de Torquay relative aux droits de douane, la coordination des investissements à l'échelon international, l'organisation des paiements intraeuropéens et les déficits allemands, l'évolution de notre commerce extérieur, la question du contrôle du commerce extérieur, les échanges internationaux de matières stratégiques entre partenaires du Pacte Atlantique et le danger d'une recartellisation des grandes industries allemandes); le comte d'Aspremont Lynden, rapporteur (concernant : l'activité de M. van Zeeland, les variations dans notre balance commerciale, nos prix de revient, nos relations commerciales avec la colonie, les événements en Extrême-Orient, le danger de guerre, la nécessité de prendre des précautions en Europe sur le plan économique, sur le plan politique et sur le plan militaire et les relations avec l'Espagne); van Zeeland, m. a. é. (concernant : l'agression de la Corée du Nord et l'agression des communistes chinois, le problème relatif au plein emploi, l'application du Pacte Atlantique, la situation dans le cadre du Pacte de Bruxelles, les problèmes se rapportant à l'organisation de l'Europe, tant sur le plan politique que sur le plan économique, la répartition des matières premières, le recrutement du personnel diplomatique, nos relations avec la Hollande relatives au problème des voies d'eau, le problème du réarmement allemand, la question espagnole et notre position politique); Leynen (concernant le problème des voies d'eau) et Taillard (concernant : la situation de la Belgique au sein de l'O. E. C. E. et de l'Union des paiements européens, la réalisation de l'Union économique avec la Hollande, l'incidence du plan Schuman sur l'industrie charbonnière belge et sur les salaires, le réarmement de l'Allemagne et le programme de paix présenté par M. Vichinsky), p. 981 à 997.

Reprise

Reprise de la discussion générale (8 mars 1951). Discours de MM. Vos (concernant : les obligations interna-tionales de la Belgique, la défense de la civilisation occidentale, l'attitude de la Belgique au sein des Nations Unies, la poli-tique suivie en Asie orientale, l'agression de la Corée du Nord et de la Chine communiste et le problème des voies d'enn); Mulier (concernant les dangers qui menacent n' re commerce Budgets. — Exercice 1 EXTÉRIEUR (suite) Exercice 1951. — Affaires etrangères et commerce | Budgets. — Exercice 1951. — Agriculture (suite)

extérieur en rapport avec le réarmement et concernant le contrôle sur les matières premières); Warnant (concernant l'incidence du plan Schuman sur la vie économique de la Belgique); Godin (concernant les rectifications de frontière entre la Belgique et l'Allemagne); Meurice, m. c. é. (qui répond aux questions qui lui ont été posées); Van Remoortel (concernant : l'aide accordée à la colonie en vertu du plan Marshall, la représentation de la colonie dans ses relations avec les puissances étrangères, le respect des droits de l'homme dans les territoires non métropolitains, la ratification de conventions, la suppression des peines corporelles au Congo, la répartition des matières premières et le pouvoir d'achat des habitants de la colonie); Kluyskens (concernant le retard apporté à la ratification des conventions internationales de la Croix-Rouge et concernant les pourparlers en Amérique au sujet des livraisons de radium); Ronse (concernant ! Paction de l'Union interparlementaire et les résolutions votées par la Conférence de Dublin) et van Zeeland, m. a. é. (concernant les négociations relatives à l'uranium et concernant les conventions internationales de la Croix-Rouge), pp. 999 à 1010.

Observations de MM. Tobback et Meurice, m. c. é., p. 1010. extérieur en rapport avec le réarmement et concernant le

Observations de MM. Tobback et Meurice, m. c. é., p. 1010.

Reprise de la discussion genérale (8 mars 1951). Discours de M. de la Vallée Poussin (concernant la convention européenne des droits de l'homme et concernant le statut du Conseil de l'Europe), pp. 1012 et 1013.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (8 mars 1951).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, p. 1013.

Vote (13 mars 1951). L'ensemble du projet est adopté par 101 voix contre 53, p. 1042. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

AGRICULTURE.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1951.

- Nº 5-XIII. Projet du gouvernement et tableaux.

N° 41. Rapport du comte d'Aspremont Lynden. N° 56. Amendement de MM. De Block et Jespers.

Nº 59. Amendement de MM. Bouilly et Doutrepont.

- Dépôt du rapport par le comte d'Arbremont Lynden, p. 162 (7 décembre 1950). Ann.

Discussion générale (12 décembre 1950).

A cette discussion est jointe la discussion du budget de l'agri-culture pour l'exercice 1950.

A cette discussion est jointe la discussion du budget de l'agriculture pour l'exercice 1950.

Discours de MM. Bouilly (concernant : le retard dans la discussion du budget, l'utilisation des crédits Marshall, la situation des paysans belges, les prix de revient de l'agriculture, la rentabilité de l'agriculture, l'importance de l'agriculture en Wallonie, le service des moniteurs laitiers, la création d'une caséinerie coopérative, la culture de la betterave, du froment, du lin et des pommes de terre, l'octroi de licences d'importation, le système coopératif, le prix du beurre, l'Office national du lait, l'agriculture dans le cadre de Benelux, la taxe de transmission sur les céréales indigènes, les gaspillages de la F. A. O. et l'électrification des écarts); Sobry (concernant : la rentabilité de l'agriculture, Benelux et le protocol de Luxembourg, le plan quinquennal pour la réforme interne et structurelle de l'agriculture, l'amélioration du bétail et les tracteurs agricoles); et Vreven (concernant : le problème des petites exploitations, l'exportation d'œufs, la rentabilité des cultures intensives, l'importance de la fructiculture, les possibilités d'avenir pour les cultivateurs de La Hesbaye, le crédit agricole, l'enseignement agricole, la coordination des recherches agronomiques, les cultures intensives et Benelux), pp. 197 à 206.

Reprise de la discussion générale (12 décembre 1950).

Reprise de la discussion générale (12 décembre 1950).

Reprise de la discussion générale (12 décembre 1950).

Discours de M. Adam (concernant : le projet d'union économique avec la Hollande et le grand-duché de Luxembourg);
Mondelaers (concernant : les primes à la production laitière, l'élevage de bétail, la fraude de bétail à la frontière hollandaise, les unions provinciales des syndicats d'élevage, l'achat de machines agricoles, les sociétés coopératives, l'enseignement agricole postscolaire et la culture fruitière); le baron de Dorlodot (concernant la négligence du gouvernement à l'égard de l'agriculture et les motifs de son abstention); Sledsens (concernant : l'agriculture dans le cadre de Benelux, le secteur horticole dans l'économie générale du pays, la culture des fleurs, la fixation des prix minima et le système de distribution), et Derbaix (concernant le crédit agricole et le remembrement des biens ruraux), pp. 209 à 218.

Reprise de la discussion générale (13 décembre 1950).

Reprise de la discussion générale (13 décembre 1950).

Discours de MM. Leysen (concernant l'industrie des conserves de légumes et concernant l'importance de l'apiculture belge); De Block (concernant : la sécurité d'existence des agriculteurs et horticulteurs, la crise sévissant dans l'agriculture et l'horticulture, l'octroi de subsides, la situation déplorable

des cultures du houblon, du tabac et de la chicorée, la consommation de légumes, la production laitière, les inondations dans la région de Lokeren, les travaux nécessaires à l'assainissement des terres, l'enseignement agricole, les coopératives agricoles et la consommation de margarine); Boulanger (concernant : les attachés agricoles, le remembrement des cultures, Benelux, la taxe sur les aliments composés, le bail à ferme, le plan Marshall et l'exportation de betteraves sucrières); Coulonvaux (concernant : la crise sévissant dans l'agriculture, les investissements agricoles, l'appauvrissement de l'agriculteur, les charges sociales pesant sur l'agriculture, les accords internationaux, la lutte contre les maladies du bétail, le protocole de Luxembourg, le plan Marshall et les mesures qui doivent être prises à l'égard des trusts), pp. 220 à 228.

mesures qui doivent etre prises a l'egard des trusts), pp. 220 à 228.

Discours du comte d'Aspremont Lynden (concernant : les attachés agricoles, le retard dans la discussion du budget pour 1950, le plan Marshall, la loi définitive sur le bail à ferme, la rentabilité de l'agriculture, la fiscalité grevant la culture du tabac, l'incorporation de froment indigène dans la panification belge et l'application de la loi organique de la Cour des Comptes); Jadot (concernant : la rentabilité du lait, la coopération agricole, la situation des exploitants forestiers et la production insuffisante de bois de mine); Schot (concernant : l'approvisionnement du pays, les réserves de froment, la question du sucre et Benelux); Moulin (concernant les planteurs de tabac); Van Peteghem (concernant : la situation des petits agriculteurs, l'influence exercée par l'importation sur les prix des produits agricoles et horticoles, les crédits Marshall, l'exportation des œufs, le mauvais entretien de la Durme et les crédits à la construction d'exploitations agricoles); Holvoet (concernant : la crise que subit l'agriculture, la vente du lait à la ferme, le contrôle laitier et la situation des éleveurs de la race pie de la Flandre occidentale); Uselding (concernant le rempoissonnement de nos rivières, les dégâts causés par le gibier et l'exode rural dans les campagnes luxembourgeoises); Massonnet (concernant la mise en vigueur de l'Union économique), pp. 231 à 241.

Reprise de la discussion générale (14 décembre 1950).

Reprise de la discussion générale (14 décembre 1950).

Reprise de la discussion générale (14 décembre 1950).

Discours de Mme Vandervelde (concernant : les dépenses consacrées au service médical du personnel, la question du lait et la protection des animaux); R. Desmedt, rapporteur, (concernant : le prix de revient des produits agricoles, l'importation de chicorées polonaises, l'index pour les produits agricoles, la sécurité d'existence des agriculteurs, la consonmation de beurre, le remembrement, la question du sucre, la culture du froment, les crédits Marshall), pp. 245 à 248.

Discours de M. R. Desmedt, rapporteur (concernant : l'exportation des produits horticoles, les attachés agricoles, Benelux, le contrôle sur les produits de viande, la sylviculture, l'électrification des écarts, la fixation des prix des produits agricoles, les licences d'importation et d'exportation, les produits alimentaires industriels, l'enseignement agricole, et le service pêcherie) et Héger, m. a. (concernant : la productivité de l'agriculture, la sécurité d'existence des agriculteurs, les emblavures de froment, le stock de céréales, la convention douanière signée à Genève en 1947 et relative à l'incorporation de froment dans la panification, la taxe sur les céréales fourragères, les cultures industrielles, la culture maraîchère, la culture fruitière, la question des prairies, le cheptel, la question laitière, l'aviculture, l'électrification des écarts, l'assainissement des terres, l'apiculture, l'utilisation des crédits Marshall, l'activité de la F. A. O., la pêche et la chasse, l'enseignement agricole, le remembrement, les fermes-modèles, le mauvais entretien de la Durme, le problème de Benelux et le protocole de Luxembourg), pp. 250 à 259.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 décembre 1950).

Tableau.

Art. 1 à 6.

Art. 7.

Cet article ainsi que l'amendement qui s'y rattache sont réservés, p. 263.

Art. 8 à 23.

Adoptés, p. 263.

Adoptés, p. 263.

Art. 24.

Amendement de M. De Block et Jespers : Intervention de MM. Héger, m. a. et De Block, p. 264. L'amendement et l'article sont réservés, p. 264.

Art. 25 à la fin. Adoptés p. 264.

Projet de lei. Art. 1.

Adoptés, p. 264.

Art. 2 et &

Adoptés, p. 264.

Budgets. - Exercice 1951. - AGRICULTURE (suite)

Vote des amendements et articles réservés (19 décembre 1950). Tableau.

Art. 7.

'amendement de MM. Bouilly et Doutrepont est rejeté, p. 274. L'article 7 est adopté, p. 273.

Art. 24-8.

L'amendement de MM. De Block et Jespers n'est pas adopté, p. 273. L'article 24 est adopté, p. 273.

Projet de loi.

L'article 1° du projet de loi est adopté, p. 273.

Communication du gouvernement (19 décembre 1950).

M. Héger, m. a., fait remarquer que seules les clauses de l'accord de Genève signé en 1947, apportant des modifications à notre tarif douanier, ont reçu l'approbation du parlement, p. 274.

Vote (22 décembre 1950).

Le baron de Dorlodot motive son vote, p. 496. L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 42 et l abstenu: le baron de Dorlodot. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951.

Doc. — N° 5-XII. Projet du gouvernement et tableaux.
 N° 43. Rapport de M. Estienne.
 N° 5-XIIbis. Projet amendé par la Chambre des représentations.

tants. N° 156. Rapport de M. Estienne.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 170 (7 décembre 1950).

Discussion générale (19 décembre 1950).

Discussion générale (19 décembre 1950).

A cette discussion est jointe:

1º La discussion des projets coloniaux se rapportant aux exercices 1937, 1938, 1939, 1947, 1949 et 1950;

2º La discussion du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1950;

3º L'interpellation de M. Buisseret à M. le ministre des colonies « 1º sur la convention qui a été conclue au sujet de l'Institut d'Instruction supérieure « Lovanium »; 2º sur la position que prend le gouvernement en matière d'enseignement supérieur destiné aux noirs de la colonie ».

Discours de MM. Buisseret (concernant : l'enseignement des enfants noirs et blancs, la circulaire du 5 juin 1950 contenant des menaces pour les fonctionnaires, la décentralisation administrative, l'insuffisance numérique du personnel territorial, l'organisation clinique, les conditions matérielles d'existence dans la colonie, l'urbanisation des grands centres, la projection du film « l'Equateur aux cent visages », les institutions parétatiques coloniales, les conséquences des avantages et privilèges accordés aux missions dénommées nationales, l'activité de M. Godding. — Développe son interpellation); Edg. De Bruyne (concernant : les emprunts coloniaux, le plan décennal, le régime linguistique au Congo, la réforme du ministère des colonies, l'enseignement universitaire au Congo); Van Remoortel (concernant : la décentralisation et l'utilité d'un enseignement supérieur pour les autochtones); Boulanger (concernant : le domaine social, les mines d'uranium et l'organisation administrative de la colonie); Schot (concernant : la politique coloniale, la base de Kamina, le développement du Congo, la décentralisation au Congo et le plan décennal), et Dequae, m. c. (concernant : les aspects budgétaire et financier des projets coloniaux, les emprunts coloniaux, le problème de la décentralisation du Fonds du bien-être indigène, les organismes parastataux, le rôle des missions, l'enseignement supérieur au Congo, la question linguistique à la colonie, l'exécution et le financement dans la colonie

Discussion des articles (19 décembre 1950).

Les articles du tableau et les articles du projet de loi sont adoptés, p. 293.

Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 41 et 1 abstention, p. 497.

S'est abstenue : Mme Ciselet.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet amendé.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 754 (6 février 1951).
 Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 828 (15 février 1951).

SÉNAT. - TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1950-1951.

Budgets. — Exercice 1951. — COLONIES (suite)

Discussion générale et vote des articles du projet amendé.
(21 février 1951).

Observation de M. Van Remoortel, p. 849.
La discussion générale est close.
Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés,

Vote (21 février 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 80 voix contre 64 et 2 abstentions, p. 851.

Se sont abstenus : MM. Gillon et Vinois.

Le projet est soumis à la sanction du Prince royal.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1951. Doc. — N° 5-XV. Projet du gouvernement et tableaux. N° 57. Rapport du comte de la Barre d'Erquelinnes.

Ann. — Dépôt du rapport par le comte de la Barre d'Erquelinnes, p. 229 (13 décembre 1950).

Discussion générale (20 décembre 1950).

Discussion générale (20 décembre 1950).

A cette discussion est jointe la discussion du budget du ministère des communications pour l'exercice 1950.

Discours de MM. De Haeck (concernant : le problème financier de la S. N. C. F. B., l'arriéré en matière d'électrification, le transport des voyageurs aux heures de pointe, les agents temporaires de la S. N. C. F. B., le service médical de la Société nationale et la coordination des transports); De Block (concernant : la politique des transports, les nominations politiques, le dépôt des comptes, les déficits de la Société nationale, le problème des pensionnés, l'électrification du réseau ferroviaire, la gestion de la S. N. C. F. B., les tunnels anversois, les imprimés, l'émission de timbres, l'organisation de la poste, la flotte marchande, la pêche maritime, le tourisme, les vacances ouvrières, la radio et la télévision); Gillon (concernant les retards constatés sur une partie du réseau et concernant la suppression éventuelle des trains de voyageurs sur la ligne Aarschot-Herentals-Turnhout); Massonnet (concernant la suppression de lignes ferroviaires dans le Luxembourg); le baron Nothomb (concernant les relations ferroviaires avec Bru-xelles et concernant la suppression des petites lignes); Boulanger (concernant : le travail fourni par le personnel de la Société nationale, l'entretien des voies, l'éclairage des quais, les autos mises à la disposition de certains fonctionnaires, le projet d'électrification du trajet Liège-Ans, la reconstruction des gares, l'exécution des travaux à charge de la S. N. C. F. B. et la situation des commissionnaires des gares), et Spreutel (concernant la question des hangars à marchandises de Mons et de Tournai et concernant l'évacuation des locaux de l'arsenal de Cuesmes), pp. 319 à 331.

Reprise de la discussion générale (20 décembre 1950).

Reprise de la discussion générale (20 décembre 1950).

Reprise de la discussion générale (20 décembre 1950).

Discours du comte de la Barre d'Erquelinnes, rapporteur (concernant : la situation financière de la S. N. C. F. B., l'augmentation des tarifs, les réformes de structure, les mesures pour la compression des dépenses, la création d'un musée des chemins de fer, la coordination des transports et la S. N. C. F. V.); MM. Warnant (concernant : le statut des transports urbains de l'agglomération bruxelloise et concernant la gestion et l'électrification des chemins de fer); Delport (concernant : la coordination des moyens de transport, l'électrification du réseau ferroviaire, le nouveau statut de l'I. N. R. et le problème de la télévision), et Segers, m. com. (concernant : la situation financière de la S. N. C. F. B., le plan d'assainissment, l'électrification du réseau, la modernisation du matériel roulant, le personnel des chemins de fer, l'organisation des transports en commun dans l'agglomération bruxelloise, la Sabena, les lignes maritimes, la pèche maritime, la régie des postes, l'I. N. R., le problème de la télévision et le tourisme), pp. 333 à 346.

Discours de MM. Pontus (concernant le personnel de la région

le problème de la télévision et le fourisme), pp. 333 à 346. Discours de MM. Pontus (concernant le personnel de la région de l'est); Devriendt (concernant les intérêts touristiques de la côte); Godin (concernant : la lenteur des trains sur les lignes secondaires, la suppression des frains de voyageurs dans les cantons de Malmédy et de Saint-Vith, et la révocation de fonctionnaires dans les cantons de l'est); Yernaux (concernant le problème des pensions du personnel de l'ex-Compagnie du Nord-Belge); Van Peteghem (concernant la taxe sur le passage dans les tunnels anversois); Verbaet (concernant la marine), et Doutrepont (concernant le transfert de crédits et concernant le paiement des jetons de présence aux magistrats), pp. 347 à 351.

M. Segers, m. com., répond aux différents orateurs, p. 351.

Reprise de la discussion générale (21 décembre 1950).

Discours de MM. Meunier (concernant : l'augmentation des crédits sollicités, le contrôle financier des institutions parastatales, le domaine du personnel, le budget extraordinaire des communications, les expropriations, la reconstruction du

Budgets. — Exercice 1951. — COMMUNICATIONS (suite)

réseau de la S. N. C. F. B. et du réseau de la R. T. T., le déficit de la Société nationale des Chemins de Fer vicinaux, l'administration de l'aéronautique, la marine, les postes, la gestion des œuvres sociales, les secours accordés à des inciviques réintégrés, le service des malles Ostende-Douvres et la suppression de lignes ferroviaires), et Segers (qui répond à M. Meunier), pp. 372 à 378.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 décembre 1950). Les articles sont adoptés sans observations, p. 379.

Vote (22 décembre 1950):

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 41 et 1 abstention, p. 497. C'est abstenue : Mme Ciselet.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. Doc. - Nº 5-X. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Nº 266. Rapport du baron Nothomb.

Transmis par la Chambre des représentants.
 Renvoi en commission, p. 1298 (2 mai 1951).

Discussion générale (22 mai 1951).

Discours de MM. le baron Nothomb, rapp. (qui fait remarquer que l'effort militaire de la Belgique est un devoir absolu et que l'intérêt que les Chambres et le gouvernement témoignent à l'organisation de notre force d'intervention en Allemagne ne doit en rien diminuer celui qu'il nous faut apporter à l'organisation de nos forces de l'intérieur, et qui attire l'attention sur l'importance du problème du moral de l'armée); Rassart (qui déclare que le département établit des discriminations entre les prisonniers de guerre, notamment en matière d'apprentissage professionnel, aborde le problème de la coordination des forces de l'intérieur et le problème de la sélection des officiers et sous-officiers de réserve et attire l'attention sur les grèves éclatées après le vote des vingt-quatre mois de service); Flamme (qui établit un parallèle entre l'effort de réarmement accompli par la Grande-Bretagne et celui accompli par la Belgique, et aborde les problèmes ci-après : instruction militaire des jeunes soldats, recrutement des cadres de réserve, l'armement, la mission des forces de l'intérieur, le volontariat pour certaines unités de G. T. A.); Gabriel (concernant : les pensions accordées aux veuves de guerre); Taillard (qui souligne les sacrifices imposés à la classe ouvrière et les conséquences de la prolongation de la durée du service militaire et qui déclare que la politique du gouvernement mêne à la faillité économique et à la régression sociale), et de la Vallée Poussin (concernant : le problème de l'avancement des officiers et l'importance du corps des commandos et du corps des parachutistes), pp. 1334 à 1340.

Reprise de la discussion générale (23 mai 1951).

Reprise de la discussion générale (23 mai 1951).

Discours de MM. Missiaen (concernant : le problème des exemptions, les achats de terrain effectués par le département en vue de la construction d'établissements militaires, la réquisition d'écoles officielles pour caserner les soldats, le respect des secrets militaires, les tests psychologiques et l'enseignement professionnel dans les cantonnements de soldats); Coulonvaux (qui rappelle les motifs qui ont inspiré la position prise par son parti à l'égard de la prolongation de la durée du service militaire, donne la raison pour laquelle ce parti votera le budget et invite le gouvernement à modifier sa politique en matière de nominations); Van Hooveld (concernant : le projet de construction de bâtiments militaires à Etterbeek), pp. 1342 à 1346.

Discours de MM. Hoste (concernant : la signification du mouvement pour le réarmement moral, le principe de la sécurité collective et l'organisation de la sécurité civile); Rolin (concernant : le réarmement moral, le danger d'exagérer la situation internationale et le problème des objections de conscience); le baron de Dorlodot (qui déclare être adversaire de l'organisation de l'armée de conscription telle qu'elle est prévue dans le budget, mais au contraire être partisan résolu du volontariat et de l'armée de métier); Vreven (qui déclare avoir l'impression que la charge militaire qui pèse sur le pays est trop lourde par rapport à d'autres pays et qui critique l'attitude du gouvernement à l'égard du problème militaire); Baert (qui souligne la nécessité des vingt-quatre mois de service militaire et qui refute les critiques); le colonel De Greef, m. d. n. (qui répond aux questions posées au sujet de la politique de son département); le baron Nothomb, rapp, (concernant : les conclusions du

Budgets. - Exercice 1951. - Défense NATIONALE (suite)

Conseil supérieur de la famille relatives aux aspects familiaux de la prolongation du service militaire), pp. 1347 à 1354.

Observations de M. Flamme et du colonel De Greef, m. d. n., p. 1354. La discussion générale est close.

Discussion des articles (23 mai 1951).

Les articles du tableau et du projet sont adoptés, pp. 1354 et 1355.

Vote (29 mai 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 95 voix contre 52 et 2 abstentions, p. 1380.

Se sont abstenus : le baron de Dorlodot et M. Moulin.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

DETTE PUBLIQUE.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1951. Doc. — N° 5-II. Projet transmis par la Chambre des représen-

N° 238. Rapport de M. Schot.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1125 (15 mars 1951).

Discussion générale (2 mai 1951).

Voir : discussion du budget des finances pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (2 mai 1951).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, p. 1326.

Vote (23 mai 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 68 et 3 abstentions, p. 1346.

Se sont abstenus : Mme Ciselet, MM. Hoste et Moulin.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Budget des dotations pour l'exercice 1951.

Doc. — N° 5-IV. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 401. Rapport de M. Servais (L.).

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).

Dépôt du rapport par M. L. Servais, p. 1810 (10 juillet 1951).

Discussion générale (11 juillet 1951).

A cette discussion est jointe la discussion du budget des dotations pour l'exercice 1950.

Discours de MM. Buisseret (qui demande d'établir une liste civile adéquate aux besoins du Chef de l'Etat, tout en ne permettant pas qu'elle encourage la continuation de certains abus); Van Houtte, m. f. (concernant: la charge qui incombe à la liste civile), et Glineur (qui justifie le vote négatif de son groupe), pp. 1860 à 1863.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (11 juillet 1951).

Tableau. Art. 101 à 103bis.

Adoptés, p. 1863.

Art. 104.

Art. 104.

Discours du baron Nothomb (qui demande de renforcer le service du compte rendu sténographique, ainsi que le service du Compte rendu analytique, estime que le travail parlementaire devrait être mieux distribué, demande d'envisager l'instauration de machines à voter, estime que les sénateurs devraient être escortés quand ils se rendent à des cérémonies publiques et regrette que les sénateurs ne soient pas plus nombreux à certaines grandes cérémonies officielles, traite de la question du costume des sénateurs et demande que le décret de messidor établissant un protocole pour tous les personnages de l'Etat, soit revu), pp. 1863 à 1866.

M. le président répond aux questions posées par le baron Nothomb, p. 1866.

Discours de M. Doutrepont (qui déclare que seule la possession d'une imprimerie nationale pourrait activer la publication des discours parlementaires et aborde la question du dépôt des budgets), pp. 1866 à 1867.

L'article 104 est adopté, p. 1367.

Art. 105 à 111.

Art. 105 à 111.

Adoptés, p. 1867.

Projet de loi.

L'article unique est adopté, p. 1867.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1942.
S'est abstenu : M. Buisseret.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Budgets. - Exercice 1951 (suite)

FINANCES.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1951.

Doc. — Nº 5-XXI. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Nº 235. Rapport de M. Ronse.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1125 (15 mars 1951).
 Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1228 (19 avril 1951).

Discussion générale (2 mai 1951).

Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1228 (19 avril 1951).

Discussion générale (2 mai 1951).

A ceite discussion est jointe la discussion du budget de la dette publique pour l'exercice 1951.

Discours de MM. Doutrepont (qui demande que les comptes soient soumis sans retard à l'approbation des Chambres législatives, explique en quoi consiste le contrôle parlementaire, critique certains crédits inscrits, examine le problème de l'importation du beurre hollandais, ainsi que celui des avoirs belges en dépôt dans les banques hollandaises. — En ce qui concerne le budget de la dette publique, il aborde le problème des fonds revenant à la Caisse autonome des dommages de guerre); Ronse, rapp. du budget des finances (qui fait remarquer que le ministre suit la politique financière de son prédécesseur, parle de la tâche du ministre des finances, souligne le progrès réalisé en matière de taxe professionnelle et de contribution foncière, estime qu'une rationalisation de l'administration peut seule améliorer la situation actuelle et souligne les causes ayant entraîné les arriérés fiscaux); Harmegnies (concernant les retenues faites à la source sur les salaires et traitements des femmes mariées); Taillard (concernant : l'arriéré des impôts, le paiement anticipatif des impôts, moyennant une réduction de 10 p. c., la taxe forfaitaire frappant les rémunérations allouées aux femmes mariées); Van Houtte, m. f. (concernant : la retenue de l'impôt sur les rémunérations de la femme mariée, le paiement anticipatif des impôts, les prélèvements effectués sur le beurre provenant de la Hollande, la convention monétaire belgo-néerlandaise du 21 octobre 1943, les arriérés fiscaux et l'emprunt pour la Caisse autonome des dommages de guerre); Schot, rapp. du budget de la dette publique, le marché de la rente en Belgique, le rôle que jouent les banques dans la dette de 1 Etat, la dette à court terme et la ratification de conventions conclues avec la Hollande); Clynmans (concernant : les recettes fiscales, le paiement anticipatif d'impôts et la néc

Discussion des articles (2 mai 1951).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, pp. 1325-1326.

Vote (23 mai 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 68 et 3 abstentions, p. 1346.

Se sont abstenus: Mme Ciselet, MM. Hoste et Moulin.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

GENDARMERIE.

Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1951. Doc. — Nº 5-XI. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Nº 185. Rapport de M. Baert.

La discussion générale est close.

— Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 590 (23 janvier 1951).

Discussion générale (14 mars 1951).

Discours de MM. Buisseret (concernant : les traitements et les iscours de MM. Buisseret (concernant : les traitements et les indemnités des gendarmes, le statut des petits gradés de la gendarmerie, les secours médicaux accordés aux membres de la gendarmerie et la structure administrative du département); Baert, rapporteur (concernant : les cours de police scientifique, les indemnités des gendarmes, la discipline du corps de la gendarmerie, les mariages des gendarmes et l'agrandissement du cadre des officiers) et le colonel De Greef (qui répond aux questions posées), pp. 1099 à 1102.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 mars 1951).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, p. 1102.

Budgets. - Exercice 1951. - GENDARMERIE (suite)

Vote (21 mars 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix contre 75. et 3 abstentions, p. 1219.

sont abstenus : M. Ronse, Mme Ciselet et M. Edg. De

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1951 Doc. — N° 5-XIX. Projet du gouvernement et tableaux.
N° 91. Rapport de M. Hanquet.
N° 101. Amendement du baron de Dorlodot.
N° 102. Amendement de M. Bouweraerts.
N° 104. Amendement de M. Yernaux.
N° 107. Amendement du baron Nothomb et consorts.

N° 108. Amendements du gouvernement. N° 119. Rapport complémentaire de M. Leynen.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Hanquet, p. 402 (21 décembre 1950).

Discussion générale (16 janvier 1951).

A cette discussion, est jointe la discussion :

1º Du budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1950;

De l'interpellation de M. Crommen à M. le ministre de l'instruction publique « sur le retard que subit la revision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires, après la déclaration de M. Harmel, faite à la Chambre des représentants, en séance du 18 octobre 1950, et la décision prise par le conseil des ministres, en date du 8 décembre 1950, de rattacher cette revision à l'examen du nouveau statut du personnel communal ».

Discours de MM. Harmel, m. i. p. (qui expose l'action politique du gouvernement : d'abord, autour de l'éducation populaire; ensuite, autour de l'enseignement des enfants âgés de 12 à 15 ans et qui expose tous les actes du gouvernement en matière d'enseignement primaire, d'enseignement moyen et d'enseignement technique); Missiaen (concernant : l'aspect général de l'éducation populaire, les divergences de vues en matière d'enseignement, l'école officielle, les subsides à l'enseignement libre, certaines formes de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, les garanties à fournir aux parents qui désirent donner à leurs enfants un enseignement neutre, l'extension de l'enseignement moyen de l'Etat, les effets de la loi Marck-Heyman et de la loi Vanderpoorten, l'application de la loi relative à la construction de bâtiments scolaires, l'enseignement technique et la paix scolaire); Crommen (qui développe son interpellation) et Leysen (concernant les barèmes du personnel enseignant), pp. 515 à 528.

Reprise de la discussion générale (17 janvier 1951).

Reprise de la discussion générale (17 janvier 1951).

Reprise de la discussion générale (17 janvier 1951).

Discours de MM. Rel'and (concernant : les mesures étroites qui empêchent le développement de l'enseignement primaire, le manque d'écoles gardiennes en Belgique, l'enseignement normal, l'enseignement professionnel féminin, la structure de l'enseignement technique); Catteau (concernant : la revision des traitements des instituteurs, la prolongation de la scolarité, l'agréation de nouvelles écoles techniques, les subsides à l'enseignement moyen libre et les subventions au théâtre lyrique et au théâtre parlé); Edg. De Bruyne (concernant : les principes doctrinaires du socialisme, la formation générale de l'esprit, les plaintes au sujet de l'éducation physique des enfants, la liberté dans les écoles libres et l'utilité d'un statut réglant l'enseignement en Belgique); Matagne (concernant ; la guerre scolaire, le reclassement des instituteurs, les nominations, l'école officielle, le développement de l'enseignement moyen public depuis 1947, la création de nouvelles écoles, l'inspection de l'enseignement normal, l'enseignement moyen public depuis 1947, la création de nouvelles écoles, l'inspection de l'enseignement normal, l'enseignement technique et la prolongation de la scolarité, la nécessité de la rationalisation des écoles et les modus vivendi au point de vue des subsides-traitements payés au personnel enseignant des écoles techniques); le baron Nothomb (concernant la création de l'intergroupe des intérêts intellectuels et concernant les subsides aux théâtres parlés de Belgique); Glineun (concernant : les conséquences de la politique étrangère, le personnel enseignant primaire, les œuvres de jeunesse, la refonte du statut des agents communaux, les difficultés créées à l'enseignement technique, les crédits pour l'enseignement supérieur et scientifique et l'octroi de subsides aux théâtres); Mme Lambotte (concernant la nécessité de l'égalité financière entre les deux formes d'enseignement et concernant l'enseignement moyen, l'enseignement à prévoir pour les enfants

Budgets. — Exercice 1951. — INSTRUCTION PUBLIQUE (suite)

écoles communales de musique et les subsides accordés aux théâtres lyriques); le baron de Dorlodot (qui demande d'établir l'égalité des subsides et défend ses amendements); Delor concernant les changements qu'il faudrait réaliser et concernant les revendications matérielles du personnel enseignant communal) et Massonnet (concernant la question des traitements et des pensions des instituteurs et concernant la campagne violente faite contre l'enseignement public), pp. 530 à 555.

Reprise de la discussion générale (18 janvier 1951).

pagne violente faite contre l'enseignement public), pp. 530 à 555.

Reprise de la discussion générale (18 janvier 1951).

Discours de MM. Vos (qui donne les raisons pour lesquelles il ne peut être d'accord avec la politique scolaire du ministre, expose comment il voudrait voir résoudre l'égalité en matière scolaire et parle des anomalies figurant dans la structure de l'enseignement, de la question des théâtres et du concours littéraire organisé par le conseil provincial d'Anvers); Hanquet (concernant : l'augmentation du nombre des classes dans les écoles libres, l'inspection scolaire, la création des écoles préparatoires, la construction d'écoles moyennes, les nominations dans le corps professoral, les subventions à accorder à l'enseignement moyen libre, le sort des universités libres, le régime de la liberté subsidiée, l'utilité de créer un comité d'arbitrage restreint en matière d'enseignement); George (concernant : la question des subventions, les sections préparatoires annexées aux établissements d'enseignement moyen, l'intérêt que représente l'enseignement public); Bouweraerts (concernant : l'orientation professionnelle, l'inspection de l'enseignement normal et de l'enseignement moyen, l'intérêt que représente l'enseignement technique et l'égalité en matière d'enseignement); Harmegnies (concernant le placement des élèves des écoles industrielles du soir); Hoste (concernant : la lutte scolaire, la prolongation de l'enseignement moyen jusqu'à l'âge de 15 ans, la création de sections préparatoires dans l'agglomération bruxelloise pour les enfants d'expression flamande et l'aide à accorder aux artistes); Leysen (concernant ! les indemnités accordées aux artistes peintres, le libre choix d'une seconde langue dans l'enseignement moyen, l'inspection médicale scolaire, la protection des artistes peintres, le libre choix d'une seconde langue dans l'enseignement moyen, l'inspection médicale scolaire, la neutralité de l'enseignement romains par l'Etat et le problème scolaire sur le plan des subsides); Boulanger (qui

Discussion des articles (18 janvier 1951).

Tableau.

Section I. Art. 1 à 21.

Adoptés, p. 584,

Art 22

L'article est adopté avec l'amendement du gouvernement, p. 584.

Adoptés, p. 584.

Art. 23 à 310.

Adoptés, p. 584.

Section II.

Section III. Art. 22.

Amendement de M. Bouweraerts : Intervention de MM. Harmel, m. i. p., et Bouweraerts, p. 585. L'amendement est retiré, p. 585. L'article est adopté, p. 585.

Autres articles.

Adoptés, p. 585.

Section IV.

Les articles sont adoptés jusqu'à l'art. 19 inclus, p. 585,

Art. 22.

Adopté, p. 585,

Budgets. — Exercice 1951. — INSTRUCTION PUBLIQUE (suite)

Sections IV à VII.

Les articles 28 (section IV) à 18 inclus (section VII) sont adoptés, p. 585.

Section VII.

Art. 19.

Intervention de M. Harmel, m. i. p., p. 586.

L'article est adopté avec l'amendement du gouvernement, p. 586.

Autres articles.

Adoptés, p. 586.

Section VIII.

Les articles sont adoptés jusqu'à l'art. 19 inclus, p. 586.

Art. 22.

L'amendement du baron Nothomb et l'article sont réservés,

Art. 28.

Intervention de M. Harmel, m. i. p., p. 586.

L'amendement de M. Yernaux et l'article sont réservés, p. 586. Art. 29 à la fin du tableau.

Adoptés, p. 586.

Projet de loi.

Art. 1.

Réservé, p. 586.

Art. 2 à 6.

Adoptés, pp. 586 et 587.

Art. 7 (nouveau).

Réservé, p. 587.

M. Leynen dépose le rapport complémentaire et en donne lecture dans les deux langues nationales, p. 593 (23 janvier 1951).

Discussion et vote des amendements et articles réservés (23 janvier 1951).

Tableau.

Section VIII.

Art. 22.

Amendement du baron Nothomb et consorts : Intervention de MM. Harmel, m. i. p., le baron Nothomb, Vermeylen, Mme Ciselet et M. Gillon, pp. 594 et 595.

L'amendement est retiré et l'article est adopté, p. 596.

Art. 28.

Intervention de MM. Harmel, m. i. p., et Yernaux, p. 596. L'amendement de M. Yernaux est retiré et l'article est adopté. p. 596.

Projet de loi. Art. 1.

Adopté, p. 596.

Art. 7 (nouveau).

Intervention de MM. Doutrepont et Harmel, m. i. p., p. 596. L'article 7 est adopté, p. 596.

Vote (23 janvier 1951).

Le baron de Dorlodot justifie son vote affirmatif, p. 597. L'ensemble du projet est adopté par 85 voix contre 68 et 4 abstentions, p. 597.

Se sont abstenus : M. Bouilly, Mme Ciselet, MM. Dehousse et Hoste. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1951.

Doc. — N° 5-VIII. Projet du gouvernement et tableaux.
 N° 35. Amendement du gouvernement.
 N° 113. Rapport de M. R. De Man.

Nº 145. Amendement de MM. Allard et consorts.

Ann. — Dépôt du rapport par M. De Man, p. 646 (25 jan-vier 1951).

Discussion générale (6 février 1951).

Discussion générale (6 février 1951).

A cette discussion est jointe la discussion du budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1950.

Discours de MM. Harmegnies (concernant : le blocage des projets communaux et provinciaux, la création d'intercommunales, le problème des finances communales et provinciales et le problème des quatre grandes villes); Sledsens (concernant : l'autonomie communale, le problème des grandes agglomérations, la répartition du Fonds des communes, les dépenses communales relatives au chômage, la comptabilité des communes, la situation des receveurs régionaux, la perception d'impôts et le problème de l'épuration); Hoste (concernant : le problème de la sécurité civile, la situation de la ville le Bruxelles et la nécessité d'une décentralisation adminisrative); Yernaux (concernant : la présentation des budgets,

Budgets. - Exercice 1951. - Intérieur (suite).

les finances communales, la sécurité civile, le paiement des indemnités aux chômeurs, l'élaboration d'un rapport écrit sur l'administration de la commune, le vote de travaux communaux, l'ordre et la sécurité intérieure); Bouweraerts (concernant : les dépenses pour l'enseignement à charge des communes, la non-application des lois linguistiques dans les administrations publiques et les arrêtés royaux pris en 1933 en application de la loi de 1932); V. De Bruyne (concernant : les dépenses dites « anormales de guerre » résultant de la création de grandes agglomérations, les finances communales, l'activité des députations permanentes et l'indépendance communes); Allard (concernant : le rôle des provinces et des communes dans l'esprit de notre Constitution, les finances communes dans l'esprit de notre Constitution, les finances communes decentralisation administrative, l'activité du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes en régions wallonne et flamande, la circulaire relative aux travaux communaux, le personnel enseignant communal, le futur statut du personnel communal, le scandale des marchands d'imprimés administratifs, le problème des intercommunales et la situation de la province de Liège par rapport à la répartition du Fonds des provinces); Lagae (concernant l'adaptation de la dotation au Fonds des provinces et concernant les critères établis pour la répartition des subventions de l'Etat entre les provinces) et Mme Lambotte (concernant les dépenses exceptionnelles faites par les communes par suite de la guerre), pp. 754 à 775.

Reprise de la discussion générale (7 février 1951).

Reprise de la discussion générale (7 février 1951).

Discours de MM. De Man, rapporteur (concernant : la répartition du Fonds des communes, le problème des quatre grandiles, les barèmes du personnel communal, la nécessité d'augmenter la dotation de l'État aux provinces, l'avant-projet de statut du personnel communal, l'application des lois linguistiques, les caisses de chômage, l'indemnité de déplacement accordée aux membres des députations permanentes, les frais de représentation à accorder aux commissaires d'arrondissement, la commission chargée d'étudier la réforme de l'administration communale et de l'administration provinciale, le problème de la sécurité civile, la réorganisation du corps de pompiers et la sécurité intérieure); Taillard (concernant : l'attitude et les déplacements du ministre de l'intérieur, le rôle de la garde territoriale et des bataillons de sécurité); Crommen (concernant : les pourboires donnés aux fonctionnaires pour services rendus et le scandale des imprimeries administratives); Warnant (concernant les conséquences de la loi du 24 décembre 1948 sur les ressources financières de la province de Brabant et concernant la nécessité d'une refonte des textes de la loi organique provinciale); Moulin (concernant : le soutien des chômeurs involontaires et les remboursements à faire aux communes pour les dépenses anormales de guerre); M. Servais (concernant : la circulaire du 6 janvier 1950 relative aux travaux et emprunts communaux, la nécessité de revoir certains critères de la répartition du fonds des communes et l'utilité d'une réforme des institutions communales et provinciales); Brasseur, m. i. (qui parle de la situation financière des provinces et des communes et de la mise en application de la loi Vermeylen, répond à certaines questions posées par les orateurs et aborde le problème de la sécurité civile des populations en temps de guerre); Harmegnies (concernant un discours prononcé le 21 décembre 1950 à la Chambre, par le ministre, et relatif aux crédits accordés aux communes et les a

La discussion générale est close.

Discussion des articles (7 février 1951). Observation du baron de Dorlodot, p. 801.

> Tableau. Art. 1 à 24.

Adoptés, p. 801.

Art. 25.

Amendement de MM. Allard et consorts :

Intervention de MM. Vermeylen, Brasseur, m. i., et Allard, p. 802. L'amendement est réservé, p. 802.

Art. 26 à 328.

Adoptés avec l'amendement du gouvernement, p. 802.

Budgets. — Exercice 1951. — INTÉRIEUR (suite)

Projet de loi. Art. 1.

Réservé, p. 802.

Autres articles.

Adoptés, p. 802.

Vote sur l'amendement et l'article réservé (15 février 1951). Art. 25 (tableau).

Amendement de M. Allard et consorts :

L'amendement est rejeté par 86 voix contre 64 et 4 abstentions. p. 820.

Se sont abstenus: Mme Ciselet, MM. Glineur, Troclet et Vinois.

Art. 1er (projet de loi).

Adopté, p. 820.

Vote (15 février 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 86 voix contre 65 et 3 abstentions, p. 821.
Se sont abstenus : Mme Ciselet, MM. Troclet et Vinois. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1951.

... -- N° 5-VII. Projet du gouvernement et tableaux. N° 14. Amendement du gouvernement. (Pour le rapport de M. Clynmans, voir n° 155 (sess. extr. 1950).

Discussion générale (14 novembre 1950).

Discussion générale (14 novembre 1950).

A cette discussion est jointe la discussion du budget du ministère de la justcie pour l'exercice 1950.

Discours de MM. Clynmans, rapp. (concernant : la diminution progressive des crédits sollicités, la diminution du nombre de détenus, les réformes urgentes qui devraient être apportées à l'organisation judiciaire, la réforme de la législation relative au registre du commerce, la loi de cadenas, la protection de l'enfance, la régie du travail pénitentiaire, l'application de la sécurité sociale en faveur des détenus et le problème de la répression); Verbaet (concernant la situation des huissiers); Moyersoen, m. j. (concernant : l'aspect financier des deux budgets, la criminalité, l'organisation judiciaire, l'alimentation et l'entretien des détenus, la protection de l'enfance, le travail législatif qui doit encore être accompli et le problème de la répression); Mme Vandervelde (concernant : les réformes pénitentiaires, l'importance du rapport anthropologique des prisons, la rééducation civique, l'application de la libération conditionnelle, les établissements de défense sociale, la police féminine et l'application de la loi sur l'alcool) et M. De Block (concernant les rapports entre la presse et la justice et concernant la concurrence déloyale de la régie du travail pénitentiaire), pp. 6 à 18.

Reprise de la discussion générale (16 novembre 1950).

(concernant les rapports entre la presse et la justice et concernant la concurrence déloyale de la régie du travail pénitentiaire), pp. 6 à 18.

Reprise de la discussion générale (16 novembre 1950).

Discours de MM. Taillard (concernant : la répression de l'incivisme, les crimes restés impunis et l'assassinat du député Lahaut); Mme Ciselet (concernant : la réorganisation du casier judiciaire, la situation des huissiers, celle de certains juges de paix suppléants et celle des magistrats émérites, la délinquance juvénile, la question du cadre de l'Office de la protection de l'enfance, le personnel chargé de la surveillance des mineurs, l'organisation d'une police féminine, la répression de l'incivisme); Rolin (concernant : la rémunération des huissiers, la réforme de la protection de l'enfance, le régime de la probation, les nominations, le problème de la répression et le problème des exécutions); Hanquet (concernant la publication du compte rendu sténographique du congrès de la défense sociale); Gabriel (concernant les enfants de justice placés dans les instituts libres et concernant la protection de l'enfance en général); Crommen (concernant le droit syndical du personnel de la police judiciaire); Jespers (concernant : les traitements des huissiers, la protection de la jeunesse, le problème de la répression, les peines capitales, les libérations, les sanctions administratives, la rééducation et le reclassement des détenus et le problème de l'amnistie); De Stobbeleir (concernant les recours en grâce et les actra posés par les résistants après la libération); MIle Baers (concernant 1 les problèmes traités par les différents orateurs : réforme de l'exécution de la peine, examen anthropologique, comité de coordination relatif aux instituts pour débiles mentaux, application de la loi sur l'alcool, rapports entre le pouvoir judiciaire et la presse, travail pénitentiaire, apprication de l'assurance sociale en faveur des détenus casier judiciaire, juges de paix suppléants, magistrats émérites, police féminine, majorati

Budgets. - Exercice 1951. - JUSTICE (suite)

Discussion des articles (16 novembre 1950).

Tableau.

Art. 1 à 20.

Adoptés, p. 37.

Art. 21.

Réservé, p. 37.

Art. 22 à la fin du tableau.

Adoptés, p. 37.

Projet de loi.

Art. 1 à 6 et art. 8.

Adoptés, pp. 37 et 38.

Art. 7.

Réservé, p. 37.

Vote des amendements et articles réservés (28 novembre 1950).

Tableau.

Art. 21.

Observations de M. Lagae, p. 48. L'article 21 est adopté, p. 48.

Art. 305. Un amendement du gouvernement est déclaré recevable et est adopté, p. 48.

Proiet de loi.

Art. 7.

Observation de M. Moyersoen, p. 48. L'amendement du gouvernement n'est pas adopté, p. 48. L'article 7 est adopté, p. 48. Les articles amendés sont définitivement adoptés, p. 48.

Vote (28 novembre 1950).

M. Buisseret proteste contre la politique de faiblesse pratiquée par le gouvernement à l'égard des traîtres, p. 48.

M. M. Servais fait remarquer que le vote d'un budget n'implique pas nécessairement l'approbation des mesures prises par un gouvernement et qui ne sont pas connues au préalable, p. 49.

L'ensemble du projet est adopté par 84 voix contre 71 et 2 abstentions, p. 49.

Se sont abstenus : M. Hoste et Mme Ciselet. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exer-cice 1951.

- N° 5-V. Projet transmis par la Chambre des représentants. Doc.

Nº 302. Rapport de M. Van Laeys.

Ann. Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1397 (5 juin 1951).
 Dépôt du rapport par M. Van Laeys, p. 1418 (6 juin 1951).
 Pas de discussion générale.

Vote des articles (19 juin 1951).

Les articles du tableau et l'article unique du projet de loi sont adoptés, p. 1538.

Vote (21 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 60 et 2 abstentions, p. 1594.
Se sont abstenus : M. Marien et Mme Ciselet.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

PENSIONS.

Budget des pensions pour l'exercice 1951.

Doc. — Nº 5-III. Projet transmis par la Chambre des représentants. Nº 304. Rapport de M. Adam.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1367 (29 mai 1951).
 Dépôt du rapport par M. Adam, p. 1454 (7 juin 1951).

Discussion générale (19 juin 1951).

Discussion générale (19 juin 1951).

Discours de MM. Adam, rapp. (concernant la charge des pensions pour les finances publiques); Briot (qui estime que les pensionnés des administrations publiques sont sérieusement lésés et que la charge des pensions est supportable, déclare que les prisonniers politiques et les prisonniers de guerre ne sont pas traités par l'Office médico-légal avec toute la considération voulue), pp. 1539 à 1541.

Discours de MM. Taillard (qui demande que le gouvernement donne satisfaction aux pensionnés, et notamment aux revendications des grandes organisations patriotiques et qu'il assure une pension décente aux veuves, aux orphelins et aux ascendants de ceux qui sont morts pour le pays); Gabriel (concernant : les pensions de réparation aux veuves remariées de

Budgets. — Exercice 1951. — PENSIONS (suite)

victimes de la guerre); Allard (qui rappelle qu'en matière de pensions il est deux principes dont on ne peut s'écarter : le respect des droits acquis et la nécessité de l'adaptation automatique des pensions aux variations du coût de la vie et des barèmes, et qui aborde le problème des agents du Nordbelge, et celui des membres du personnel enseignant qui ont abandonné leur poste en 1940); Duvieusart (concernant : l'évolution future de notre sécurité sociale, l'octroi d'une pension aux compatriotes exerçant une profession indépendante et le problème des pensionnés de la Caisse de Retraite); Buisseret (concernant : la nécessité d'accélérer la liquidation des pensions, la péréquation des pensions, les pensions des chemins de fer du Nord belge, la question des éméritats, les petits rentiers de la Caisse de Retraite et les pensions des cinstituteurs); de la Vallée Poussin (qui aborde le problème des pensions doit être étudiée en liaison avec la réforme des pensions doit être étudiée en liaison avec la réforme administrative et propose d'admettre qu'à partir de l'âge de 65 ans certains fonctionnaires puissent continuer de travailler à mi-temps) et Van Houtte, m. f. (concernant : la charge des pensions, la composition et l'activité de la commission mixte des pensions, la situation des veuves de victimes de la guerre qui se remarient, les agents du Nord belge, les pensions de certains membres de l'enseignement et la situation pénible des petits rentiers de la Caisse de Retraite), pp. 1543 à 1548.

a discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 juin 1951).

Les articles du tableau et l'article unique du projet sont adop-tés, p. 1548.

Vote (21 juin 1951). L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 60 et 2 abstentions, p. 1594. Se sont abstenus : M. Marien et Mme Ciselet.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1951. Doc. — N° 5-VI. Projet du gouvernement et tableaux. N° 63. Rapport de M. Ronse.

Nº 69. Amendement du gouvernement.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 220 (13 décembre 1950). Discussion générale (20 décembre 1950).

Discours de M. Pholien, premier ministre, (concernant la section législative du Conseil d'Etat et concernant les fonctions proprement dites du premier ministre), p. 352. La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 décembre 1950).

Tableau.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 353.

Projet de loi.

Article unique.

Observations de MM. Pholien, p. m., et Doutrepont, p. 353. L'article unique est adopté avec l'amendement du gouvernement, p. 353.

Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 41 et 1 abstention, p. 497.

S'est abstenue : Mme Ciselet.

Le projet est transmis à la Chambre and representants.

RECETTES ET DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exer-cice 1951.

- Nº 5-XXII. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 365. Rapport de M. Van Buggenhout.
N° 377. Amendement de MM. Harmegnies et consorts.
N° 379. Amendement de MM. Van Hooveld et consorts.
n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1534 (19 juin 1951).

Discussion générale (3, 4 et 5 juillet 1951). Voir la discussion du budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (5 juillet 1951).

Tableau. Art. 401 à 420.

Adoptés, p. 1803.

Art. 421.

Réservé avec l'amendement de MM. Van Hooveld et consorts.

Budgets. — Exercic NAIRES (suite) - Exercice 1951. - RECETTES ET DÉPENSES EXTRAORDI-

Art. 422 à 483.

Adoptés, p. 1803.

Art. 484.

Observations de MM. Godin, Behogne, m. tr. p., et Lapaille,

L'article est adopté, p. 1804.

Art. 485 à 495.

Adoptés, p. 1804.

Art. 496.

Réservé avec l'amendement de M. Harmegnies.

Art. 492 à la fin du tableau.

Adoptés, p. 1805.

Projet de loi.

Réservé.

Art 1er.

Adoptés, p. 1805.

Autres articles.

Discussion et vote des amendements et articles réservés (10 juillet 1951).

Tableau.

Art. 421.

L'amendement de MM. Van Hooveld et consorts est rejeté, p. 1815.

L'article est adopté, p. 1815.

Art. 496.

Amendement de MM. Harmegnies et consorts.

Intervention de MM. Harmegnies et Behogne, m. tr. p., p. 1815

L'amendement est rejeté par 82 voix contre 68 et 1 abstention,

S'est abstenue : Mme Ciselet.

Projet de loi.

L'article 1er est adopté, p. 1817.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté pa. 81 voix contre 62 et 2 abstentions, p. 1934.
Se sont abstenus : Mme Ciselet et M. Descampe.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exer-cice 1951.

Doc. — Nº 5-XXIII. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Nº 332. Rapport de M. Van Loenhout.

m. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1397 (5 juin 1951).
 Dépôt du rapport par M. Van Loenhout, p. 1517 (14 juin 1951).

Pas de discussion générale.

Discussion et vote des articles (21 juin 1951).

Les articles du tableau et l'article unique du projet de loi sont adoptés, p. 1596.

Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 73 voix contre 55 et 1 abstention, p. 1619.
S'est abstenu : le baron de Dorlodot.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. Bilager dit ministere de la reconstruction pour l'exercice 1951.

Doc. — N° 5-XVII. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 170. Rapport de M. Derbaix.
N° 191. Amendement de M. Godin.
N° 199. Amendement du baron de Dorlodot.
N° 200. Amendement de M. De Stobbeleir.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 830 (15 février 1951).

Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 944 (1er mars 1951).

Discussion générale (8 mars 1951). Discours de MM. Derbaix, rapp. (concernant : les lenteurs apportées à la liquidation des dommages de guerre, la situation des sinistrés à l'égard des organismes parastataux de prêts, la situation du contribuable sinistré à l'égard de l'administration fiscale, les critères pour la reconnaissance du titre

Budgets. - Exercice 1951. - RECONSTRUCTION (suite)

de prisonnier politique, le statut des déportés et l'activité des coopératives des sinistrés); Pincé (concernant : la liquidation trop lente des dossiers relatifs aux dommages de guerre, la nécessité d'assouplir la procédure en matière de dommages de guerre, la nécessité d'assouplir la procédure en matière de dommages de guerre, la nécessité d'assouplir la procédure en matière de dommages de guerre, la nécessité de rouvrir les délais pour l'introduction des demandes d'indemnisation de dommages de guerre); Sobry (concernant : les dommages de guerre provoqués par les inondations, les charges fiscales pesant sur les sinistrés et les dommages occasionnés en 1914-1918 au clocher et aux voies publiques de la ville de Nieuport); Gillon (concernant les retards dans l'indemnisation des dommages de guerre et concernant l'inégalité qui existe au sujet de la réparation accordée aux sinistrés); Sledsens (concernant : la reconstruction de la Tour de l'Yser, la priorité accordée aux sinistrés àgés de plus de 65 ans, la question des experts et les dommages occasionnés par l'Offensive von Runsted et la nécessité de revoir la loi sur les dommages de guerre); Meunier (concernant : les dépenses qui entraine la loi sur les dommages de guerre, les difficultés dans les relations des sinistrés avec l'administration, les subventions accordées aux associations patriotiques, des déportés et des réfractaires, le problème des victimes civiles de la guerre [1914-1918); De Man (concernant : les dépenses qui entraine la loi sur les dommages de guerre, la nécessité de implicité la procédure relative aux dommages de guerre, la régularisation des agents temporaires, la letteur dans le recrutement du personnel, le problème linguistique, les dommages occasionnés à Tessen

Reprise de la discussion générale (13 mars 1951).

Reprise de la discussion générale (13 mars 1951).

Discours de Mme Lehouck (concernant les demandes de régularisation formulées par les prisonniers politiques et concernant les camps douteux); MM. Jadot (concernant : les intérêts à payer par les sinistrés, les cultivateurs sinistrés, l'indemnisation de dommages aux marchandises et à l'outillage et la tâche des coopératives des sinistrés); M. Servais (concernant la lenteur dans la liquidation des indemnités pour dommages de guerre et concernant la réparation des dommages de guerre dans le Luxembourg, les avantages du système des avances, le rôle des coopératives des sinistrés, la priorité accordée aux personnes âgées et la réparation des dommages aux personnes àgées et la réparation des dommages aux personnes àgées et la réparation des dommages aux personnes); Hanquet (concernant le problème des victimes civiles de la guerre et la lenteur administrative lors de l'examen des dossiers); Gillon (concernant la réduction des sommes demandées par les sinistrés); Doutrepont (concernant la demande de crédit en vue de la reconstruction de la Tour de l'Yser, la liquidation des dossiers des sinistrés, les dommages occasionnés à l'agriculture et l'horticulture, les intérêts à payer par les sinistrés, la priorité accordée aux personnes âgées, l'introduction tardive de demandes d'indemnisation, les paiements effectués par la Caisse autonome des dommages de guerre, les priorités exceptionnelles, les dommages occasionnés en 1914-1918 à la ville de Nieuport, le problème des déportés, la vente de maisons construites par les chantiers nationaux, le problème linguistique et le problème des victimes civiles de la guerre), pp. 1037 à 1047.

La discussion générale est close.

Budgets. - Exercice 1951. - RECONSTRUCTION (suite)

Discussion des articles (13 mars 1951).

Tableau.

Intervention de MM. De Boodt, m. r., De Stobbeleir et Gillon, p. 1047.

Le vote sur le 4° est réservé.

Les 1°, 2° et 3° sont adoptés, p. 1047.

Les autres articles sont adoptés, p. 1047.

Projet de loi. Art. 1er.

Réservé.

Art. 2 à 4.

Adoptés, p. 1048.

Vote sur les articles réservés (14 mars 1951).

Art. 324-4 (tableau).

L'article est adopté par 82 voix contre 57 et 3 abstentions, p. 1096.

Se sont abstenus: MM. Doutrepont, Vos et Ancot.

Art. 1er (projet).

Adopté, p. 1097.

Vote (21 mars 1951).

Le baron de Dorlodot justifie son vote, p. 1219.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix contre 75 et 3 abstentions p. 1219. Se sont abstenus : M. Ronse, Mme Ciselet et M. Edg. De

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

SANTÉ PUBLIQUE ET FAMILLE.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951.

- Nº 5-XX. Projet du gouvernement et tableaux.

N° 12. Rapport de M. Van Hemelrijck.

Nº 12. Amendement de la commission : Annexe au rapport.

N° 19. Amendements de MM. Marien et Machtens. N° 21. Amendement de MM. Verbert et consorts.

N° 25. Amendements de M. Glineur. N° 40. Amendements de MM. Machtens et Buisseret.

- Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck, p. 54 (28 novembre 1950).

Discussion générale (29 novembre 1950).

A cette discussion est jointe la discussion du budget de la santé publique pour l'exercice 1950.

A cette discussion est jointe la discussion du budget de la santé publique pour l'exercice 1950.

Discours de MM. Van Hemelrijck, rapp. (concernant : les allocations et dépenses du service social du personnel du département, les colonies pour enfants débiles, les subsides aux organismes sanitaires ou prophylactiques, la pollution des eaux de surface, les subsides aux associations sportives et les allocations au personnel de l'Etat blessé en service); Harmegnies (concernant le problème du logement et concernant les travaux de distribution d'eau); Mme Ciselet (concernant le travaux de distribution d'eau); Mme Ciselet (concernant le travaux de distribution d'eau); Mme Ciselet (concernant le la question hospitalière, la médecine préventive, l'inspection médicale scolaire, l'emploi de sulfite de soude en boucherie et charcuterie, la création d'un fonds contre la poliomyélite, le lupus tuberculeux et la politique du gouvernement à l'égard de l'Œuvre nationale de l'Enfance); M. Boulanger (concernant les distributions d'eau alimentaire et concernant le traitement de la maladie bleue); Mlle Baers (concernant : le plan décennal du gouvernement, la solution de la crise du logement, l'hygiène publique, l'approvisionnement en eau potable, le domaine de l'hospitalisation, la rationalisation de la médecine préventive, l'indemnisation des accidents du travail, le service social du département et la création d'un comité ministériel de la famille); MM. Moulin (concernant : le retard apporté à la discussion du budget de 1950, les transferts de crédits, l'activité bienfaisante de l'Œuvre nationale de l'Enfance, la revision de la loi relative à l'O. N. E., le nombre insuffisant de preventoria et de sanatoria, la pénurie de logement, les subsides pour la distribution d'eau, la réorganisation des établissements hospitaliers et l'organisation de l'aide à la famille); Jacobs (concernant : le contrôle des produits alimentaires, le problème du logement, la distribution d'eau, la protection des eaux et la générosité de l'Œuvre nationale d

Budgets. - Exercice 1951. - SANTÉ PUBLIQUE ET FAMILLE (suite)

familiales et l'utilité d'une réforme du système électoral);
Massonnet (concernant : les projets de travaux de distribution
d'eau, la construction ou l'aménagement et l'équipement de
centres de santé et les mesures restrictives prises par la
Caisse générale d'Epargne dans la distribution de ses
avances aux sociétés de crédit pour habitations à bon marché);
Van Hooveld (concernant : certains dangers de la loi De
Taeye, le fonds de compensation Brunfaut, les commissions
d'assistance publique ayant la charge d'un hôpital, et la
lourde charge pesant sur les budgets des ouvriers ou
employés ayant dû séjourner dans des hôpitaux) et Gabriel
(concernant : les enfants indigents abandonnés et les orphelins nécessiteux, la construction d'asiles pour les vieillards
et l'Institut pour pêcheurs à Bredene), p. 56 à 73.

Reprise de la discussion générale (30 novembre 1950).

Discours de M. De Taeye, m. s. p. f. (concernant : le problème du logement, les distributions d'eau, les stations pour l'épuration des eaux usées, les installations pour l'élimination des produits résiduaires, les abattoirs publics, les subsides aux associations sportives, la modernisation des hôpitaux, la politique familiale, le problème des établissements de soins, les institutions pour la lutte contre la tuberculose, la médecine préventive, les colonies modèles pour enfants, le problème des centres de santé, le système des primes à la construction, la législation relative aux commissions d'assistance publique, l'emploi de sulfides, l'entretien des nécessiteux, la lutte contre la poliomyélite et le service social du département), pp. 82 à 93.

Reprise de la discussion générale (6 décembre 1950).

siteux, la lutte contre la poliomyélite et le service social du département), pp. 82 à 93.

Reprise de la discussion générale (6 décembre 1950).

Discours de MM. Verbert (concernant : la politique de la liberté subsidée, la réforme de l'assistance publique, l'éducation des enfants anormaux, les subsides au service d'aide familiale, les subsides aux organismes destinés à l'amélioration de la famille, les infirmières visiteuses, l'Œuvre nationale des orphelins, veuves et ascendants des victimes de la guerre, l'Œuvre nationale de l'Enfance, l'activité des services médicaux et paramédicaux, les mutualités, les habitations pour vieillards et l'adaptation des loyers); Allewaert (concernant : les conséquences de la réduction du nombre de naissances et du vieillissement de la population, le manque d'habitations et les moyens propres à suivre une politique familiale); Mme Vandervelde (concernant : la propagande contre l'alcoodisme, l'hommage rendu au bactéréologue Bordet, le problème du lait, le contrôle sur les denrées almentaires, les subsides aux asiles d'aliénés, l'inspection des asiles d'aliénés, l'intervention du département dans le supplément de frais résultant pour les hôpitaux universitaires de l'enseignement qui s'y donne, les rapports entre le corps médical et l'organisation de la médecine sociale, les commissions d'assistance publique, les subsides aux organismes sportifs, l'impossibilité pour les personnes ayant subi une condamnation de bénéficier de la loi De Taeye, l'appellation du département, l'intervention de l'Etat en faveur de l'enfant et l'emploi des subsides); Mile Driessen (concer..ant : les établissements de médecine préventive du Limbourg, l'agrégation des hôpitaux, l'inspection médicale scolaire, l'Œuvre nationale de l'Enfance, les marché par des familles d'inciviques, l'hygiène mentale, les centres d'hygiène et le service d'aide familiale); Mme Spaak (concernant : les subsides aux dries par l'Office médico-légal, les veux exprimés par la Conféderation nationale des prisonniers politiques et ay

La discussion générale est close.

Budgets. - Exercice 1951. - SANTÉ PUBLIQUE ET FAMILLE (suite)

Discussion des articles (6 décembre 1950).

Tableau Art. 1 à 7.

Adoptés, p. 150.

Amendement de la commission. Observation de M. De Taeye, m. s. p. f., p. 150. L'amendement est réservé.

Art. 9 à 20.

Adoptés, p. 150.

Art 21.

MM. Marien et Machtess défendent leurs amendements, p. 151. Observation de M. De Taeye, m. s. p. f., p. 153. Les amendements concernant l'article 21 sont réservés.

Art. 22 à 24.

Adoptés, p. 153.

Art. 25.

Le vote sur l'amendement de MM. Marien et Machtens est réservé, p. 153.

Art 26 et 27

Adoptés, p. 153.

Art. 28 à la fin du tableau. Adoptés, p. 154.

Projet de loi.

Art. 1.

Réservé, p. 154.

Art. 2.

Adopté, p. 154.

'ote des amendements et articles réservés (7 décembre 1950).

Tableau.

Art. 8.

L'amendement de la commission est rejeté et l'article 8 est adopté, p. 164.

Art. 21.

10.

L'amendement de M. Glineur est rejeté, p. 164. L'amendement de M. Verbert est rejeté par 85 voix contre 69 et 2 abstentions, p. 164. Se sont abstenus: Mme Ciselet et M. Struye.

80

Amendement de MM. Machtens et Buisseret. L'amendement est rejeté par 85 voix contre 67 et 2 abstentions, p. 164. Se sont abstenus: Mme Vandervelde et M. Struye. L'amendement de M. Glineur est rejeté, p. 165.

Amendement de MM. Marien et Machtens.

Intervention de MM. De Taeye, m. s. p. f., Van Hemelrijck, rapporteur, Machtens et Marien, pp. 165 à 167.

L'amendement de M. Marien est rejeté, p. 167.

L'amendement de la commission est rejeté, p. 165.

La modification de libellé proposée par le ministre est adoptée, p. 167.

p. 167. L'article 21 amendé est adopté, p. 167.

Art. 25.

Les amendements sont retirés et l'article est adopté dans son texte originaire, p. 167.

Art. 328.

L'article est adopté avec l'amendement du gouvernement, p. 168. Projet de loi.

Art. 1.

Adopté, p. 168.

Vote (7 décembre 1950).

M. Ronse motive son vote, p. 168.
L'ensemble du projet est adopté par 82 voix contre 61 et
5 abstentions, p. 168.
Se sont abstenus: MM. Harmegnies, Ronse, Catteau, Mme Cise-

let et M. Struye, Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour

udget du ministère du travau et de la preroyance sociale l'exercice 1951.

c. — N° 5-XVIII. Projet du gouvernement et tableaux.

N° 98. Amendement du gouvernement.

N° 111. Rapport de M. Jespers.

N° 127. Amendements de M. Troclet et consorts.

N° 131. Amendement de MM. Moulin et Troclet.

N° 132. Amendement de MM. Troclet et Moulin.

" Dépât du rapport par M. Jespers, p. 515 (16 janvier)

Ann. - Dépôt du rapport par M. Jespers, p. 515 (16 janvier 1951).

SÉNAT. - TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1950-1951.

Budgets. - Exercice 1951. - TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE (suite)

Discussion générale (23 janvier 1951).

A cette discussion est jointe la discussion du budget du minis-tère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exertère du t cice 1950.

Discours de MM. Broekx (concernant : l'importance et le volume du budget, l'esprit dans lequel le budget a été présenté, la cogestion dans le domaine social et économique, les réalisations faites sur le plan social, l'activité du Conseil central de l'économie, la nécessité d'une coordination entre l'économique et le social et la généralisation de la propriété privée); Moulin (concernant : le sort des agriculteurs et des classes moyennes, l'évolution du progrès social dans notre pays, la question des pensions de vieillesse, le rôle des mutualités de retraite, les ouvriers mineurs pensionnés sous le régime de la convention franco-belge, la situation des frontaliers, l'application de la sécurité sociale et la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles), et Wallays (concernant les cotisations des ouvriers frontaliers), pp. 598 à 603.

Reprise de la discussion générale (24 janvier 1951).

Reprise de la discussion générale (24 janvier 1951).

liers), pp. 598 à 603.

Reprise de la discussion générale (24 janvier 1951).

Discours de MM. Troclet (concernant : les conséquences graves du projet de loi adopté en décembre 1950 et relatif aux pensions de vieillesse, les indemnités légales accordées aux victimes d'accidents du travail, le régime des estropiés et mutilés, l'assurance-maladie, le paiement de la prime compensatoire résultant de l'accroissement du coût de la vie, le problème des allocations familiales, l'allocation spéciale dite de « la mère au foyer », le financement des allocations familiales aux salariés, les abus existant dans les caisses et mutuelles chargées d'appliquer les lois sur les allocations familiales, les conséquences sociales du chômage, la gestion de la sécurité sociale, le secteur des allocations familiales, les abus en matière d'assurance maladie-invalidité, le problème de l'assurance libre contre la maladie et l'assurance complémentaire de l'assurance obligatoire); Motz (concernant le déséquilibre permanent des caisses d'allocations de chômage); Uselding (qui demande la création de conseils de prud'hommes dans la province de Luxembourg); Remson (concernant la réglementation de l'assurance maladie-invalidité et concernant la situation des invalides malades); Neels (concernant : l'assurance contre le chômage involontaire, le problème des militaires de carrière et l'indemnité de chômage, les fonctionnement des commissions de réclamation en matière de chômage, les pensions accordées aux veuves des assurés obligatoires et le manque d'équilibre en matière linguistique); Warnant (concernant : le déséquilibre financier dans le secteur des allocations familiales, la distribution d'allocations complémentaires, le rôle des caisses de compensation et la réforme de la sécurité sociale); MIL Driessen (concernant la place de la femme dans la vie économique); MM. Lapaille (concernant : la main-d'œuvre dans les carrières, l'inspection des mines, la mécessité de créer des conseils de prud'hommes dans le Luxembourg en matière de pension), et l'

Reprise de la discussion générale (25 janvier 1951).

Reprise de la discussion générale (25 janvier 1951).

Discours de MM. Verbert (concernant: l'émancipation de l'ouvrier, le secteur maladie-invalidité, l'assurance libre et obligatoire, l'adaptation des indemnités d'invalidité, la rééducation professionnelle, les mutualités de retraite et la prime compensatoire); Jespers, rapp. (concernant les abus reprochés aux services des allocations familiales); Van den Daele, m. tr. pr. s. (concernant : le rapport du commissariat pour la réforme de la sécurité sociale, l'activité du département durant les cinq derniers mois, la paix sociale et le progrès social, le rattachement des salaires à l'index-number, la législation relative aux pensions de vieillesse, l'indemnité aux caisses de pensions et le problème des frontaliers); Beulers (concernant les pensions des ouvriers mineurs); Gabriel (concernant : les allocations familiales, les mutualités, les indemnités d'invalidité, la nécessité de simplifier les formalités en matière de sécurité sociale et le reclassement des estropiés et mutilés); Versieren (concernant : les pensions et indemnités pour 1914-1918, les pensions de vieillesse, la mise à la pension prématurée, les pensions militaires d'invalidité et l'indemnité de vie chère); Van den Daele, m. tr. pr. s. (concernant : les allocations familiales, le problème des pensions, la réglementation des accidents du travail, les abus en matière des caisses de compensation, l'utilisation efficiente de la main-d'œuvre, la création de conseils de prud'hommes pour le Luxembourg, les indemnités de chòmage, les pensions des veuves, l'application des lois linguistiques dans le département et dans les organismes parastataux, l'utilisation de main-d'œuvre étrangère et l'assurance

Exercice 1951. — TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE Budgets.

maladie-invalidité); Mlle Baers (concernant : la question des allocations familiales, le problème des frontaliers, les allocations d'orphelins, la mise à la pension des agents féminins, l'extension de la sécurité sociale au personnel domestique et la réglementation des accidents du travail survenus au personnel de l'Etat); M. Glineur (concernant : le problème des pensions de vieillesse, l'hygiène dans les mines, la situation des estropiés et mutilés, le problème des allocations familiales, le problème du chômage, les maladies professionnelles, les accidents du travail et l'assurance maladie-invalidité); Mme Vandervelde (concernant : la question des allocations familiales, l'octroi de l'allocation compensatoire, le travail féminin et le détournement de fonds destinés au rééquipement ménager); MM. Van ln (concernant la situation des moins-doués à l'égard de la sécurité sociale); Pontus (concernant la suppression des allocations familiales aux familles habitant les cantons de l'est, durant la période de 1940 à 1945), et Van den Daele, m. tr. pr. s. (qui répond aux différentes observations), pp. 636 à 661.

La discussion générale est close. Discussion des articles (30 janvier 1951).

Tableau.

Art. 1er à 20.

Adoptés, p. 665.

Amendement de MM. Moulin et Troclet :

Observations de MM. Moulin, Van den Daele, m. tr. pr. s., Dou-trepont, Troclet, Schot et Van Buggenhout (au sujet de l'inscription des crédits pour le chômage), pp. 666 à 668.

L'amendement n'est pas adopté, p. 668.

Amendement de MM. Troclet et consorts:

Observations de MM. Troclet et Van den Daele, m. tr. pr. s. (concernant les allocations familiales), p. 668.

L'amendement de MM. Troclet et consorts n'est pas adopté,

Observations de MM. Verbert et Van den Daele, m. tr. pr. s. (concernant l'assurance maladie-invalidité), p. 669.

L'amendement n'est pas adopté, p. 669.

Amendement de MM. Troclet et Moulin:

Dbservations de MM. Troclet et Van den Daele, m. tr. pr. s.,

'amendement n'est pas adopté, p. 669. l'article 21 est adopté, p. 669.

Art. 22 à 27.

Adoptés, p. 669.

Art. 28.

Amendement de MM. Troclet et consorts :

Observations de MM. Troclet et Consorts:

Observations de MM. Troclet et Van den Daele, m. tr. pr. s. (concernant les crédits prévus en faveur de l'organisation de la propagande pour la lutte contre les accidents du travail), pp. 670 et 671.

L'amendement est rejeté par 82 voix contre 58 et 2 abstentions, p. 671.

Se sont abstenus: Mme Ciselet et le baron de Dorlodot.

L'article 28 est adopté, p. 671.

Art. 29 à la fin du tableau.

Projet de loi.

Les articles sont adoptés, p. 671.

Vote (30 janvier 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 81 voix contre 65 et 1 abstention, p. 672. S'est abstenue : Mme Ciselet,

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

TRAVAUX PUBLICS.

Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. Doc. - N° 366. Rapport de M. Van den Storme.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 514 (16 janvier 1951). Dépôt du rapport par M. Van den Storme, p. 1641 (27 juin 1951).

Discussion générale (3 juillet 1951).

A cette discussion est jointe la discussion des budgets des recettes et des dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951.

Discours de MM. Van den Storme (qui attire l'attention sur le manque de continuité dans l'adjudication des travaux et sur l'intérêt économique que présente le réseau routier) et Mondelaers (concernant : l'amélioration des routes communales dans la province de Limbourg), pp. 1719 et 1720.

Budgets. - Exercice 1951. - TRAVAUX PUBLICS (suite)

Reprise de la discussion générale (3 juillet 1951).

Reprise de la discussion générale (3 juillet 1951).

Discours de MM. Mondelaers (concernant la nécessité d'un reclassement des routes), Bouilly (qui déclare que les travaux publics ont été sacrifiés aux besoins militaires, estime que le personnel qualifié devrait être mieux rémunéré et que les règles administratives devraient être simplifiées, insiste sur la nécessité d'améliorer les routes et estime que le gouvernement pratique une politique partisane en ce qui concerne les projets de travaux); Van Belle (qui déclare être adversaire de la construction d'un grand barrage sur l'Ourthe et être partisan de la réalisation d'un canal Meuse-Moselle et qui examine le problème des pavés et celui des autoroutes); Marien (qui insiste pour que les matériaux belges soient utilisés lors de l'exécution de travaux publics, parle du financement des travaux publics et attire l'attention sur la nécessité de créer un fonds des routes et d'assurer la sécurité de la circulation et sur la nécessité d'un reclassement de la voirie); Van Hooveld (concernant : la lenteur dans l'examen des dossiers relatifs aux travaux publics, la nécessité de créer un fonds des routes, l'éclairage des routes le système des priorités, les peines qui devraient être 'édictées contre les chauffards criminels et les crédits prévus pour la construction d'habitations à bon marché dans le cadre de la loi Brunfaut et Doutrepont (concernant : la question des organismes paraétatiques et l'état délabré de certains bâtiments administratifs), pp. 1724 à 1732. tifs), pp. 1724 à 1732

Reprise de la discussion générale (4 juillet 1951).

Reprise de la discussion générale (4 juillet 1951).

Discours de MM. Sledsens (concernant : la lenteur administrative des services de l'urbanisme, la lenteur dans la réfection de la route nationale Anvers-Gand, le manque de coordination lors de l'établissement de grand-routes, la reconstruction des ponts en pays flamand et les possibilités de travail des entrepreneurs qui jouissent à nouveau de leurs droits civils); Buisseret (concernant : la résorption du chômage par l'exécution de travaux publics, la réalisation du plan décennal, les travaux nécessaires pour moderniser les réseaux routiers et ceux des voies navigables, la question de l'urbanisme et la rémunération des ingénieurs) et Allewaert (concernant : la nécessité de simplifier les services du département des travaux publics, et les travaux à exécuter dans le centre de la Flandre orientale), pp. 1750 à 1754.

Discours de MM. Lapaille (concernant : les revêtements des routes, l'utilisation de la pierre de taille, la construction du bâtardeau du Hérou, la nécessité de reconstruire le pont de Huy et la rémunération du personnel des carrières); Uselding (concernant : le problème routier sous l'angle de la sécurité routière et du tourisme et concernant les travaux de exécuter dans l'agglomération liégeoise, la reconstruction de l'école sinistrée de Lodomez, et le rôle de l'administration de l'urbanisme); Van Peteghem (concernant : la situation catastrophique de la région de la Durme et les travaux à exécuter dy la reconstruction de l'urbanisme); Devriendt (concernant : le désensablement de la côte près de Heist et Knokke, la reconstruction dez carrefours situés sur les voies principales dans les villes du Luxembourg); Devriendt (concernant : le grand intérêt que présente la bonne tenue des routes rurales et voncernant l'état lamentable des chemins de halage le long de l'Yser et du canal de Lo); Glineur (qui parle du retard dans la discussion des budgets et des travaux à effectuer dans la commune de Roux et qui déclare que le budget extraordinaire est caractér

Reprise de la discussion générale (5 juillet 1951).

Reprise de la discussion générale (5 juillet 1951).

Discours de MM. Petit (concernant l'état déplorable de la voirie communale dans la province de Namur); Harmegnies (concernant : le retard dans la discussion des budgets, la nécessité de frapper les bénéfices exceptionnels, la lenteur des travaux en cours au canal Nimy-Blaton, la construction du bâtiment destiné au gouvernement provincial du Hainaut et l'embouteillage des projets communaux); P. De Smet (concernant la situation des ingénieurs des ponts et chaussées); Van Buggenhout, rapp. du budget extraordinaire (concernant : l'introduction des comptes et le contrôle parlementaire, le financement du budget extraordinaire, l'utilisation des crédits Marshall, les charges militaires, l'amélioration et la rationalisation de nos moyens de transport et de l'équinement de nos industries, la reconstruction des bâtiments sinistrés et la création d'un fonds des routes); Mme Vandervelde (concernant la publicité le long des routes); MM. Dierckx (concernant : les possibilités de trésorerie et les emprunts effectués par le gouvernement); Van Houtte, m. f. (concernant : la charge militaire, la présentation du

Budgets. - Exercice 1951. - TRAVAUX PUBLICS (suite)

budget extraordinaire, et l'introduction des comptes, le financement du budget extraordinaire, le paiement anticipatif d'impôts et la résorption des arrières d'impôts); Taillard (qui déclare que le gouvernement suit une politique de préparation à la guerre et que la construction du budget présente des anomalies, parle du problème du chômage et des crédits relatifs aux immobilisations et critique les dépenses prévues); Behogne, m. tr. p. (concernant : le financement du budget extraordinaire, les prévisions contenues dans le plan décennal, les travaux routiers, les problèmes qui touchent aux voies hydrauliques, le projet de construction d'un barrage de l'Ourthe et la question de l'urbanisme. Répond à diverses questions qui lui ont été posées par les orateurs); Hanquet (concernant : la question du barrage de l'Ourthe); Gabriel (concernant l'écluse de Terneuzen, les travaux à effectuer dans la région gantoise et l'incidence de l'ensablement de la purme sur le travail et l'industrie); et Godin (concernant : la reprise des chemins de grande communication, le financement de travaux relevant du département de la santé publique, et le projet de construction d'un barrage de l'Ourthe), pp. 1780 à 1801.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (5 juillet 1951).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, p. 1802.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 62 et 2 abstentions, p. 1934. Se sont abstenus : Mme Ciselet et M. Descampe.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

VOIES ET MOYENS.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951.

Doc. — N° 5-I. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 64. Rapport de M. P. De Smet.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 196 (12 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. P. De Smet, p. 274 (19 décembre 1950).

Discussion générale (21 décembre 1950).

Discussion générale (21 décembre 1950).

Discours de MM. P. De Smet, rapporteur (concernant : les économies réalisables, les dépenses ex ssives de l'Etat, l'usage fait de la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque Nationale, la solution à apporter au problème du chômage, les aspects actuels de la sécurité sociale et l'avenir financier du pays); et Doutrepont (concernant : l'anarchie régnant dans les finances de l'Etat, le recours à la détestable pratique des avances du Trésor, la loi organique de la comptabilité de l'Etat, l'autorisation de dépenses non prévues aux budgets, et le contrôle parlementaire), pp. 391 à 395.

Observations du baron de Dorlodot et de M. Harmegnies, pp. 395-396.

Reprise de la discussion générale (21 décembre 1950)

pp. 395-396.

Reprise de la discussion générale (21 décembre 1950).

Discours de MM. Doutrepont (concernant : la part d'intérêt comprise dans les annuités à payer au Trésor par la Sabena, la part réservée dans les bénéfices de la compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi, la liquidation du commissariat belge au rapatriement, le protocole établi par la Belgique, le grand-duché de Luxembourg et la Hollande en ce qui concerne les « heffingen » opérées sur le beurre, l'achat de semences suisses par le nommé Vandemoortele, les acquisitions faites par le ministère de la défense nationale et le contrôle à effectuer sur l'activité de l'Office des séquestres); Dierckx (concernant l'action du gouvernement Eyskens-Liebaert et les dépenses auxquelles le gouvernement Pholien a dû faire face); Allewaert (concernant le déblocage éventuel des 60 p. c. bloqués); Harmegnies (concernant : les finances communales et provinciales, l'opportunité d'une revision cadastrale, la prime de l'Etat pour la construction de maisons, la perception de la contribution foncière, les arriérés d'impôts de guerre, le remboursement des dépenses anormales de guerre, la faxation des revenus des conjoints et le marché de l'argent); Schot (concernant : la situation de la trésorerie au moment où M. Van Houtte a été chargé du département des finances, la perception d'arriérés d'impôts, la caisse autonome des dommages de guerre, les accords avec la Hollande, l'estimation des recettes et le déséquilibre entre les différentes catégories de contributions); De Stobbeleir (concernant les crédits en faveur des sociétés de crédits agréées dans l'industrie de la construction); Godin (concernant : la charge des impôts, l'équilibre de nos exportations et de nos importations, la stabilité de notre monnaie, la question des salaires et traitements, la dette contractée à l'égard des sinistrés, les dépenses de nature militaire et les subsides accordés aux pouvoirs subordonnés); Verbert (concernant la limitation des crédits octroyés aux institutions de crédit pour l

Budgets. - Exercice 1951. - Voies et moyens (suite)

marché) et Vreven (concernant : l'arriéré de taxation et spécialement l'évolution de contentieux, la nécessité d'une compression des dépenses et d'une réforme de certains secteurs de la sécurité sociale, les économies à réaliser dans l'ordre administratif, le projet de réforme fiscale, la liquidation des dommages de guerre et des organismes de guerre, le contrôle et le statut des organismes parastataux, le financement du chômage et les dépassements de crédits), pp. 398 à 414.

Reprise de la discussion générale (22 décembre 1950).

Reprise de la discussion générale (22 décembre 1950).

Discours de MM. Taillard (concernant : la forte augmentation des dépenses militaires, la diminution des dépenses prévues pour la sécurité sociale et pour la construction d'écoles, l'augmentation de la dette publique résultant des crédits Marshall, la politique fiscale); le baron de Dorlodot (qui justifie son abstention); Vermeylen (concernant : la réduction des subsides, les investissements réalisés grâce à la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque Nationale, l'évaluation des impôts, les prévisions budgétaires, la politique de taxation du gouvernement, la question du réarmement et de la réorganisation de l'armée, les effectifs du personnel administratif et les crédits Marshall); Van Houtte, m. f. (concernant : la situation de la trésorerie, l'équilibre budgétaire, l'évolution de la dette publique, la politique fiscale, la ligne de conduite suivie par l'Etat pour ses investissements, la production industrielle belge, la construction d'habitations, le problème des avances de trésorerie, les dépenses prévues pour les allocations de chômage, les fonds de la caisse autonome des dommages de guerre, les emprunts coloniaux, l'augmentation du nombre de fonctionnaires, les travaux relatifs à la péréquation cadastrale, les 60 p. c. bloqués et les arriérés d'impôts); De Stobbeleir (concernant les crédits alloués pour la construction d'habitations à bon marché); Dierckx (concernant : les dépenses extraordinaires, la circulation monétaire, la caisse autonome des dommages de guerre et les emprunts coloniaux) et Van Houtte, m. f. (concernant le financement des dépenses extraordinaires et les possibilités d'emprunt), pp. 456 à 468.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 décembre 1950).

Tableau.

Art. 1 à 302.

Adoptés, p. 468.

Art. 303.

Observations de M. Doutrepont, p. 469. L'article est adopté, p. 469.

Art. 304 à la fin du tableau. Adoptés, p. 469.

Projet de loi.

Les articles sont adoptés, pp. 469 et 470.

Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 80 contre 41 et 2 abstene tions, p. 497.

Se sont abstenus : Mme Ciselet et le baron de Dorlodot.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Budgets coloniaux. — V. Colonies.

C

Caisse générale de retraite.

— Transmission du compte rendu des opérations et de la situation de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite de Belgique pour l'année 1949, p. 754 (6 tévrier 1951).

aisse nationale de crédit professionnel. — V. Commerce et Industrie : Crédit professionnel.

Cassation (arrêts de la juridiction militaire). — V. Armée : Juridictions militaires.

atastrophes et Accidents.

CATASTROPHE MINIÈRE DE BOUFFIOULX.

— M. le président rend hommage aux victimes de la catastrophe minière de Bouffioulx, p. 960 (6 mars 1951).

EXPLOSION DE TESSENDERLO.

Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessenderlo. Doc. — N° 373. Projet transmis par la Chambre des représen-

tants. N° 381. Rapport de M. Custers.

Catastrophes et accidents. — EXPLOSION DE TESSENDERLO (suite)

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1706 (3 juillet 1951).

Dépôt du rapport par M. Custers, p. 1771 (4 juillet 1951).

Discussion générale (12 juillet 1951).

Discursion générale (12 juillet 1951).

Discours de MM. Custers, rapp. (qui souligne que l'intervention de l'Etat ne constitue pas une indemnité intégrale, mais simplement une assimilation fictive des sinistrés de Tessenderlo aux victimes de guerre et qui expose le problème des responsabilités en ce qui concerne l'explosion de Tessenderlo); Troclet (qui se déclare d'accord du point de vue moral et sentimental, mais qui estime que la question de la responsabilité civile doit être résolue avant que l'Etat puisse intervenir et qui demande le renvoi du projet en commission); Custers (qui invite le Sénat à voter le projet immédiatement); Leynen et De Stobbeleir (qui s'opposent au renvoi en commission); Troclet (qui fait remarquer que du point de vue civil rien n'a été fait); et De Boodt, m. r. (qui demande de voter le projet à l'unanimité), pp. 1907 à 1910.

La demande de renvoi est rejetée.

La demande de renvoi est rejetée.

La discussion générale est close

Discussion des articles (12 juillet 1951).

Art. 1er.

Intervention de MM. De Man et De Boodt, m. r., (concernant : l'exécution de la loi), p. 1910. L'article est adopté, p. 1910.

Art. 2 à 11.

Adoptés, pp. 1910 à 1912.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet es adopté par 123 voix contre 3 et 4 abstentions, p. 1943. Se sont abstenus : MM. Doutrepont Moulin, Troclet et Yer-

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

POIX SAINT-HUBERT ET KONTICH.

Ann. — M. le président rend hommage aux victimes des catastrophes de chemin de fer de Poix-Saint-Hubert et Kontich, p. 244. — M. Segers, m. c., s'associe à l'hommage rendu par M. le président, p. 244 (14 décembre 1.50).

Centre de recherche pour la solution des problèmes en régions wallonnes et flamandes. — V. Enquêtes

Chambres législatives.

PROJETS CADUCS.

Projet de loi portant dérogation à l'article 1er de la loi du 1er juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement

Nº 10. Rapport de M. Lagae.

Discussion générale et vote des articles (28 novembre 1950).

— Discours de M. Lagae, rapp. (qui demande que les propositions d'initiative parlementaire puissent également échapper à la cadacité), p. 43.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 44.

Vote (28 novembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 149 membres présents, p. 50. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Chambres législatives. — Sénat.

A JOURNEMENT.

MM. Rolin et Ronse ainsi que Mme Ciselet remercient le président pour la remarquable façon dont il a conduit les débats. Ils remercient également le personnel du Sénat, pp. 1957 et 1958.

BUREAU DÉFINITIF.

Nomination du bureau définitif (14 novembre 1950).

— Président. — M. Edg. De Bruyne présente la candidature de M. Struye, p. 4. — M. Matagne motive les raisons pour lesquelles le groupe socialiste s'abstiendra, p. 4. — M. P. Struye est proclamé président du Sénat, p. 4.

Premier vice-président. — M. Rolin présente la candidature de M. Matagne, p. 4. — M. Matagne est proclamé premier vice-président du Sénat, p. 4.

Deuxième vice-président. — M. Edg. De Bruyne présente la candidature de M. Mullie, p. 4. — M. Mullie est proclamé deuxième vice-président du Sénat, p. 4.

Chambres législatives. — Sénat. — BUREAU DÉFINITIF (suite)

Troisième vice-président. — Mme Ciselet présente la candidature de M. Catteau, p. 4. — M. Catteau est proclamé troisième vice-président du Sénat, p. 4.

Secrétaires. — M. Edg. De Bruyne propose de réélire les secrétaires sortants, p. 4. — MM. Hanquet, Bouilly, Mile Baers, MM. Van Eydonck, Massonnet et Jespers sont réélus secrétaires du Sénat, p. 4.

Questeurs. — M. Edg. De Bruyne propose de réélire les questeurs sortants, p. 5. — MM. Van Belle, le comte de la Barre d'Erquelinnes, Doutrepont, Van Buggenhout et De Man sont réélus questeurs du Sénat, p. 5.

COMMISSIONS PERMANENTES.

Ann. — Modification dans la composition de la commission des communications et de la commission de la justice, p. 18 (14 novembre 1950).

Modification dans la composition de la commission des finances, p. 50 (28 novembre 1950).

Modification dans la composition de la commission de la justice et de la commission des affaires économiques, p. 772 (6 février 1951).

DÉCÈS.

Ann. — Annonce du décès de M. Cassian Lohest, sénateur de l'arrondissement de Liège, p. 512.
 Annonce du décès de MM. Guinotte, R. Bernard et Demarrez, anciens sénateurs, p. 513.

M. le président annonce le décès de M. V. De Wals, ancien sénateur, p. 664.

M. le président annonce le décès de M. Corneille Mertens, ancien sénateur, p. 1156. M. le président annonce le décès de M. E. Temmerman, ancien sénateur, p. 1810.

INAUGURATION DE PLAQUES COMMÉMORATIVES.

Ann. — Réinstallation solennelle des plaques de bronze à la mémoire des prisonniers politiques condamnés à mort dans la salle du Sénat, p. 1223 (19 avril 1951).

— Fait personnel du baron de Dorlodot. — Observations relatives à son activité parlementaire, p. 266 (14 décembre 1950).

Fait personnel de M. Dierckx. — Fait remarquer que lors de son discours relatif au budget des voies et moyens, il a cité les chiffres minima, p. 410 (20 décembre 1950).

Fait personnel de M. Harmegnies. — Proteste contre la politique suivie par le gouvernement, p. 170 (7 décembre 1950). L'incident est clos.

Rappel au règlement du baron de Dorlodot, p. 591 (23 janvier 1951). L'incident est clos.

Fait personnel de Mgr Broekx relatif à une affirmation émise par M. Verbert, p. 641 (25 janvier 1951).

L'incident est clos.

L'incident est clos.

Rappel au règlement du baron de Dorlodot qui demande de renvoyer le vote des amendements et des articles du budget du travail et de la prévoyance sociale à une prochaine séance, p. 661 (25 janvier 1951).

Fait personnel de M. Allard relatif à une déclaration faite au sujet des finances provinciales, p. 792 (7 février 1951).

Rappel au règlement par le baron de Dorlodot en ce qui concerne un amendement qui n'a pas été pris en considération, p. 1058 (13 mars 1951).

Fait personnel du baron Nothomb en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé lors de la discussion du projet de loi relatif à la durée du service actif, p. 1195 (21 mars 1951).

Rappel au règlement par le baron de Dorlodot, qui demande que lorsqu'un orateur parle à la tribune, il ne s'adresse qu'au président ou à l'assemblée, p. 1703 (27 juin 1951).

LISTES.

N° 1. Liste alphabétique des membres du Sénat.
N° 2. Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants,
N° 3. Liste des projets de loi dont le Sénat est saisi.
N° 4. Liste des commissions permanentes.

OUVERTURE DE LA SESSION.

M. Van Overbergh, doyen d'âge, déclare ouverte la session ordinaire de 1950-1951, p. 4 (14 novembre 1950).

PÉTITIONS.

Doc. — N° 340. Pétitions sur lesquelles la commission a statué (feuilleton n° 1).

Chambres législatives. — Sénat (suite)

Proposition de modification de l'article 57 du règlement.

Doc. - Nº 34. Proposition de M. Doutrepont.

Proposition de modification des articles 22 et 53 du règlement.

Doc. - Nº 76. Proposition de M. Crommen.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Crommen, p. 274 (19 décembre 1950).

Proposition de modification des articles 15, 42, 56, 57, 63 et 65 du règlement.

Doc. - Nº 276. Rapport de M. Vermeylen.

Discussion et vote des modifications (21 juin 1951).

Art. 15.

Ann. — Le texte de l'article 15 est adopté tel qu'il a été proposé par la commission, p. 1592.

La proposition de modification de l'article 42 a été retirée.

Art. 56.

2º alinéa : adopté, p. 1592. 3º alinéa : adopté, p. 1592. 4º alinéa : adopté, p. 1592.

Art. 57.

Intervention de M. Vermeylen, le vicomte Cossée de Maulde, MM. De Block et Bouilly (concernant les déplacements des commissions), p. 1593.

La proposition de modification est renvoyée en commission, p. 1593.

Art. 63.

La proposition de modification est adoptée, p. 1593.

La proposition de modification est adoptée, p. 1594. Les modifications entreront en vigueur à partir de la session

VALIDATION DES POUVOIRS.

Vérification des pouvoirs de M. Hody, premier sénateur sup-pléant, en remplacement de M. Lohest, décédé.

Ann. — M. Maurice Servais donne lecture en français et M. Jespers en flamand du rapport concluant à l'admission de M. Hody, p. 530. Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 530 (17 jan-

vier 1951).

M. Hody prête serment, p. 530 (17 janvier 1951).
M. Ancot, rapp., propose l'admission de M. Nihoul, deuxième suppléant de la liste n° 3 de l'arrondissement de Liège, pour achever le mandat de M. Hody, démissionnaire, p. 1228.

Champs de manœuvres. - V. Armée.

Charbon (plan Schuman). - V. Affaires étrangères : Plan Schuman.

Chasse (droit de timbre). - V. Impôts : Impôts indirects.

Chemin de fer Malines-Terneuzen. - V. Interpellations : Doutre-

Chemins de fer. - V. Affaires étrangères.

V. aussi: Transports.

Chèques. — V. Affaires étrangères : Droit commercial. V. aussi : Droit commercial.

Chevrons de front. — V. Guerre.

Cinémas. - V. Enfance.

Classes moyennes (Constructions d'habitations). - V. Habitations.

Classification des tribunaux. - V. Organisation judiciaire.

Code civil du travail. - V. Travail.

Code de commerce. — V. Droit commercial.

Code pénal. - V. Droit pénal.

Colonies.

Projet de loi abrogeant l'article 4 de l'arrêté-loi du 29 avril 1942, relatif au gouvernement du Congo belge.

Doc. — N. 263. Rapport de M. Lilar.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 196 (12 décembre 1950).

Pas de discussion générale.

Vote des articles (29 mai 1951).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1368.

Vote (7 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 139 voix contre 3,

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

BUDGETS COLONIAUX 1937, 1938 ET 1939...

Projets de loi : a) arrêtant les comples généraux de la colonie des années 1938 et 1939 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1937 et 1938; b) arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1938 et 1939 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1937 et 1938.

Doc. - Nº 51. Rapport de M. De Bruyne (E).

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 96 (5 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. Edg. De Bruyne, p. 173 (7 décembre 1950).

Discussion générale (19 décembre 1950). Voir discussion du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (19 décembre 1950).

Les articles du premier projet sont adoptés, pp. 293 à 295. Les articles du second projet sont adoptés, pp. 295 et 296. Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble des projets est adopté par 116 voix contre 2, p. 498. Les projets sont soumis à la sanction du Prince Royal.

BUDGETS COLONIAUX 1947.

Crédits supplémentaires,

Projet de loi rattachant des recettes supplémentaires, réduisant certains crédits ouverts et ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1947.

Doc. - N° 31. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 50. Rapport de M. De Bruyne (E).

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 96 (5 décembre 1950).
 Dépôt du rapport par M. Edg. De Bruyne, p. 173 (7 décembre 1950).

Discussion générale (19 décembre 1950). Voir discussion du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (19 décembre 1950). Les articles sont adoptés, pp. 296 à 298.

Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 109 voix contre 8 et I abstention, p. 498.
S'est abstenue : Mme Ciselet.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

BUDGETS COLONIAUX 1948.

Crédits supplémentaires.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires et exceptionnelles du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour, l'exercice 1948.

Doc. - Nº 272. Rapport de M. Pincé.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 754 (6 février 1951).
 Dépôt du rapport par M. Pince, p. 1333 (22 mai 1951).

Discussion générale et vote des articles (19 juin 1951).

Observation de M. Van Remoortel, p. 1559. La discussion générale est close. Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, p. 1559. Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 74 voix contre 55, Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Colonies (suite)

BUDGETS COLONIAUX 1949.

Budget ordinaire.

Budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1949.

Doc. - Nº 49. Rapport de M. E. De Bruyne.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 96 (5 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. E. De Bruyne, p. 173 (7 décembre 1950).

Discussion générale (19 décembre 1950).

V. discussion du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (19 décembre 1950).

Les articles sont adoptés, pp. 298 et 299.

Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 81 voix contre 41 et 1 abstention, p. 497.
S'est abstenue : Mme Ciselet.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

BUDGETS COLONIAUX 1949.

Crédits supplémentaires.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires et exceptionnelles du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1949.

Doc. - Nº 48. Rapport de M. E. De Bruyne.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 96 (5 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. E. De Bruyne, p. 173 (7 décembre 1950).

Discussion générale (19 décembre 1950). V. discussion générale du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (19 décembre 1950).

Les articles sont adoptés, p. 302.

Vote (20 décembre 1950,

L'ensemble du projet est adopté par 81 voix contre 41 et 1 abstention, p. 497. S'est abstenue : Mme Ciselet.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

BUDGETS COLONIAUX 1949.

Recciles et dépenses extraordinaires.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1949.

Doc. - Nº 49. Rapport de M. E. De Bruyne.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 96 (5 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. E. De Bruyne, p. 173 (7 décembre 1950).

Discussion générale (19 décembre 1950).

V. discussion générale du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (19 décembre 1950).

Les articles sont adoptés, pp. 299 à 302.

Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 81 voix contre 41 et 1 abstention, p. 497.
S'est abstenue: Mme Ciselet.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

AUDGETS COLONIAUX 1950.

Budget ordinaire.

Budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1950.

Doc. - Nº 52. Rapport de M. E. De Bruyne.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 96 (5 décembre 1950).
 Dépôt du rapport par M. E. De Bruyne, p. 173 (7 décembre 1950).

Discussion générale (19 décembre 1950).

V. discussion générale du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951.

Colonies. — BUDGETS COLONIAUX 1950. — Budget ordinaire

Discussion des articles (19 décembre 1950).

Les articles sont adoptés, pp. 303 et 304. *Vote* (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 81 voix contre 41 et 1 abstention, p. 497.
S'est abstenue : Mme Ciselet.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

BUDGETS COLONIAUX 1950.

Recettes et dépenses extraordinaires.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundt pour l'exercice 1950.

c. — N° 33. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 52. Rapport de M. De Bruyne (E.).

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 96 (5 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. Edg. De Bruyne, p. 173 (7 décembre 1950).

Discussion générale (19 décembre 1950).

Voir discussion du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (19 décembre 1950).

Les articles sont adoptés, p. 304 à 308.

Vote (20 décembre 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 81 voix contre 41 et 1 abstention, p. 497.
S'est abstenue : Mme Ciselet.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

BUDGETS COLONIAUX 1951.

Budget ordinaire.

Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951.

Doc. — N° 73. Projet du gouvernement et tableaux.
 N° 287. Amendement du gouvernement.
 N° 305. Rapport de M. Estienne.

Ann - Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 1531 (14 juin 1951).

Discussion générale et vote des articles (19 juin 1951).

Discussion générale et vote des articles (19 juin 1951).

Discours de MM. Estienne, rap; orteur (concernant : le contrôle des recettes budgétaires et l'importance des prévisions des dépenses du budget ordinaire) et Dequae, m. c. (concernant : les prévisions de recettes de droits de sortie et concernant le service territorial), pp. 1553 et 1554.

La discussion générale est close.

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, pp. 1554 et 1555.

Vote (21 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 60 et 2 abstentions, p. 1594.
Se sont abstenus : M. Marien et Mme Ciselet.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

BUDGETS COLONIAUX 1951.

Recettes et dépenses extraordinaires.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951.

Doc. — N° 135. Projet du gouvernement et tableaux. N° 303. Rapport de M. Estienne.

Ann. - Dépôt du projet par M. Dequae, m. c., p. 653 (25 janvier 1951).
Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 1465 (7 juin 1951).

Depot au rapport par M. Estienne, p. 1465 (7 juin 1951).

Discussion générale et vote des articles (19 juin 1951).

Discours de MM. Van Remoortel (concernant : le projet portant approbation d'un ensemble de travaux et de mesures sociales concrétisées dans le plan décennal, le standing juridique et politique des habitants indigènes de la colonie, la nécessité de créer des industries de transformation dans la colonie) et Dequae, m. c. (concernant : le standing de vie des populations indigènes, le problème des salaires, l'industrialisation au Congo et le travail à effectuer dans le domaine législatif et dans le domaine social), pp. 1555 à 1557.

La discussion générale est close

La discussion générale est close. Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, pp. 1557 à 1559.

Vote (21 juin 1951). L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 60 et 2 abstentions, p. 1594.
Se sont abstenus : M. Marien et Mme Ciselet.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Colonies (suite)

CONSEIL COLONIAL.

Remplacement d'un membre du Conseil colonial.

M. le président annonce qu'il devra être pourvu au remplacement de M. Deraedt qui demande le renouvellement de son mandat, p. 121 (5 décembre 1950).
 M. Deraedt est réélu membre du Conseil colonial, p. 337 (20 décembre 1950).

DÉCRETS.

Projet de décret approuvant une convention conclue le 25 avril 1950 entre la colonie et la Société des Chemins de Fer de Léopoldville-Katanga-Dilolo, « Léokali ».

Cette convention a pour objet la concession d'un droit de super-ficie sur dix blocs de terrains forestiers d'une contenance totale de 28,120 hectares situés le long de la ligne du chemin de fer de Tenke à Dilolo (territoire de Malonga).

- Transmis par le ministre des colonies, p. 269 (19 décembre 1950).

Projets de décret :

1º Octroyant un permis d'exploitation à la « Compagnie minière de l'Urega », pour le polygone dénommé « Bila »;
2º Octroyant un permis d'exploitation à la société « Symétain », pour le polygone dénommé « Biamaka-Nord »;
3º Octroyant un permis d'exploitation à la « Société minière de Bajwaboli », pour le polygone dénommé « Tipy »;
4º Octroyant des permis d'exploitation à la « Société minière de Bajwaboli », pour les polygones dénommés « Samuda » et « Dunga »;

« Dunga »;

**Octroyant un permis d'exploitation à la société « Les Mines d'Or Belgika », pour le polygone dénommé « Kibenge 1 »;
6° Octroyant un permis d'exploitation à la société « Les Mines d'Or Belgika », pour le polygone dénommé « Belametsho 2 »;
7° Modifiant le permis d'exploitation délivré à la société « Sominel », pour le polygone « Mai-Dombe » et transféré à la société « Belgikaétain »;
8° Octroyant un permis d'exploitation à M. Antonia Lopès, pour le polygone dénommé « Matala »;
9° Accordant des concessions minières qu Pranda-Urundi à

9° Accordant des concessions minières au Ruanda-Urundi, à MM. Schmid, C., Alhadeff, S. et Chantrenne, M.

Ann. - Transmis par le ministre des colonies, p. 778 (7 fé-

Projet de décret approuvant une convention conclue le 15 sep-tembre 1950, entre la colonie du Congo belge et la Société congolaise de Banque et relative à l'octroi d'un droit de choix, à une société à constituer par la Société congolaise de Banque, de 80,000 hectares de terres de pacage à con-céder dans le territoire de Mushie.

- Transmis par le ministre des colonies, p. 869 (27 février 1951).

Approuvant deux conventions, conclues le 3 novembre 1950, entre le Comité spécial du Katanga et la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs afri-

Ces conventions ont pour objet la concession de deux terrains d'une superficie respective de 110 ha, sis à Kiabo (territoire de Bukama);

2º Approuvant une convention conclue le 1ºr décembre 1950, entre

la colonie et la Compagnie du Kasai. Cette convention a pour objet la concession en occupation pro-visoire d'un terrain de 440 ha, situé à Lubue (territoire d'Idiofa);

3º Approuvant une convention conclue le 17 octobre 1950 entre le Comité spécial du Katanga et la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains. Cette convention a pour objet la location par le Comité spécial à la Compagnie d'un terrain de 8 ha 75 a, situé à Kalombo (territoire de Bukama);

Approuvant une convention minière conclue le 20 novem-bre 1950 entre la colonie et divers groupements coloniaux, en vue d'entreprendre l'étude géologique et minière de la cuvette centrale et des régions qui l'entourent immédiatement;

5° Réservant une zone dénommée « Réserve minière du Lualaba », du domaine minier du Comité spécial du Katanga; 6° Prorogeant de deux ans les droits de recherches dont bénéficie la Société Sominor, par les décrets du 28 août 1937 et du 12 avril 1940;

7º Renouvelant pour deux ans les droits exclusifs de recherches minières de la Société minière de Nyangwe, dans les blocs Kabundi, Kitete, Lubile, Musobe, Kalume et Lubondoie;

Octroyant un permis d'exploitation à la Société minière du Lualaba (Miluba), pour le polygone dénommé « Aka »; Octroyant un permis d'exploitation à la Société minière Vic-toria, pour le polygone dénommé « Kamudu »;

Colonies. — Décrets (suite)

10° Octroyant un permis d'exploitation au Comité national du Kivu, pour le polygone dénommé « Bloc Ona-Aka »;
 11° Octroyant un permis d'exploitation à la Société des Mines d'Or et d'Etain de Kindu (« Kinorétain »), pour le polygone dénommé « Wamanga ».

— Transmis par le ministre des Colonies, p. 1227 (19 avril 1951).

Projets de décret :

1º Renouvelant et prorogeant de deux ans les droits miniers de M. Marchal, R., dérivant de la convention du 16 novem-bre 1939, approuvée par ordonnance législative nº 207/AE/M du 1^{er} août 1940;

2° Fixant les limites du domaine minier de la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs afri-cains, ouvert à la prospection publique.

Transmis par le ministre des colonies, p. 1332 (22 mai 1951).

Projets de décret :

1º Approuvant une convention conclue le 3 novembre 1950 entre le Comité spécial du Katanga et la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains. Cette convention a pour objet la concession en location d'un terrain de 102 hectares, situé à Kiabo (territoire de Bukama);

Octroyant un permis d'exploitation à la Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi (Minétain) pour le polygone dénommé « Mine de Shaki ».

— Transmis par le ministre des colonies, p. 1416 (6 juin 1951).

Projet de décret approuvant une convention conclue le 15 fé-vrier 1951 entre la colonie du Congo belge et la Société d'Elevage au Kasai, Elkasai.

Cette convention a pour objet l'octroi d'un droit de choisir 56,500 hectares de terres de pacage dans les limites de la province du Kasai.

— Transmis par le ministre des colonies, p. 1535 (19 juin 1951).

Projet de décret octroyant un permis d'exploitation à la Société des Mines d'Or et d'Etain de Kindu (Kinorétain), pour le polygone dénommé « Kaseka ».

— Transmis par le ministre des colonies, p. 1707 (3 juillet 1951).

MAGISTRATS.

Projet de loi modifiant la loi du 18 octobre 1908 sur le gouver-nement du Congo belge, en ce qui concerne la carrière des magistrats.

c. — N° 54. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 337. Rapport de M. Lilar.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 196 (12 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. Lilar, p. 1528 (14 juin 1951). Discussion générale et vote des articles (19 juin 1951).

Observation de M. Van Remoortel, p. 1559.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés avec les amendements de la commission, p. 1560.

Vote (26 juin 1951). L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix et 1 abstention, p. 1619.

S'est abstenu : M. Leynen.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

OFFICE D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS COLONIAUX.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux.

- Nº 115. Projet transmis par la Chambre des représen-Doc. tants

tants.

N° 300. Rapport de M. Van Eyndonck.

N° 320. Amendements de M. Buisseret.

N° 324. Amendement de M. Van Eyndonck.

N° 355. Rapport complémentaire de M. Van Eyndonck.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 590 (23 janvier 1951). Dépôt du rapport par M. Van Eyndonck, p. 1402 (5 juin 1951). Renvoi en commission, p. 1562 (20 juin 1951).

Discussion générale (3 juillet 1951).

M. Buisseret indique les raisons qui justifiaient l'introduction de divers amendements et celles pour lesquelles certains amen-dements ont été abandonnés, p. 1716.

La discussion générale est close.

OFFICE D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS COLONIAUX Colonies. (suite)

Discussion des articles (3 juillet 1951).

Texte modifié par la commission.

Les articles sont adoptés, pp. 1716 à 1721.

Vote (3 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 141 voix contre 2, p. 1722.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

PLAN DÉCENNAL

Projet de loi autorisant le ministre des colonies à exécuter, sur ressources extraordinaires, un plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge.

Doc. - Nº 32. Projet transmis par la Chambre des représentants. Transmis par la Chambre des représentants.
 Renvoi en commission, p. 96 (5 décembre 1950).

Colonies (Examens). — V. Administrations publiques.

Commandant militaire du Palais de la nation (avancement). -

Commerce et industrie.

ARMES.

Proposition de loi relative à la fabrication et au commerce des armes et des munitions et au port d'armes.

Doc. - Nº 423. Proposition de M. Rassart.

- Dépôt de la proposition par M. Rassart, p. 1812 (10 juillet 1951).

Proposition de loi instituant le contrôle général des firmes se livrant à la fabrication ou au commerce d'armes de guerre ou d'armes à feu de défense, ou de munitions destinées à ces

Doc. - Nº 424. Proposition de M. Rassart.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Rassart, p. 1812 (10 juil-let 1951).

Proposition de loi instituant le contrôle du prix de revient des fournitures d'armements faites au ministère de la défense nationale et le contrôle des bénéfices réalisés par les entre-prises privées à l'occasion de ces fournitures.

Doc. - Nº 425. Proposition de M. Rassart.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Rassart, p. 1812 (10 juillet 1951).

COMPTABILITÉ.

Proposition de loi relative à la comptabilité des commerçants.

Doc. - Nº 105. Proposition de M. Servais (L.).

— Dépôt de la proposition par M. Servais (L.), p. 515 (16 janvier 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 591 (23 janvier 1951).

CRÉDIT PROFESSIONNEL.

Proposition de loi portant élévation de la limite des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

Doc. - Nº 225. Proposition de M. Flamme.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Flamme, p. 1189. (21 mars 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1228 (19 avril 1951).

FERMETURE DES MAGASINS.

Proposition de loi relative au repos dominical et à la fermeture

Ann. — Renvoyée à l'examen de la commission des affaires économiques et des classes moyennes, p. 591 (23 janvier 1951).

INDÚSTRIE DIAMANTAIRE.

Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. Doc. - Nº 30. Amendements de M. Clynmans.

Discussion générale (7 décembre 1950).

Ann. — Discours de M. Wyn, rapporteur (qui expose la portée du projet, p. 176. Observations de M. De Block, p. 177.

Commerce et industrie. - INDUSTRIE DIAMANTAIRE (suite)

Discussion générale (20 décembre 1950).

Discussion générale (20 décembre 1950).

Discours de MM. Clynmans (qui déclare que la distribution du diamant brut du Congo ne se fait pas d'une façon équitable et que le projet enlève aux travailleurs la possibilité d'exercer leur métier à domicile); De Block (qui fait remarquer qu'il faut mettre fin aux difficultés d'ordre intérieur de l'industrie diamantaire et qui estime que le projet constitue un progrès); Van den Daele, m. tr. pr. s. (qui déclare qu'il faut empêcher les abus du travail à domicile et que l'amendement de M. Clynmans est inopportun); Verbaet (qui souligne les causes de la crise locale dans l'industrie diamantaire et propose de renvoyer le texte aux commissions des affaires économiques et du travail et de la prévoyance sociale); Wijn, rapp. (concernant la nécessité du projet), et Lilar (qui souligne le but du projet et invite M. Clynmans à retirer ses amendements), pp. 353 à 359.

Observations de MM. Van den Daele, m. tr. pr. s., et Clyn1 mans, p. 359.

Discussion des articles (20 décembre 1950).

Discussion des articles (20 décembre 1950).

Art. 1.

Adopté, p. 359.

Art. 2.

Amendement de M. Clynmans : Observations de MM. Lilar, Clynmans et De Block, p. 360.

Amendement de M. Clynmans : Observations de MM. Clynmans, De Block et Jespers, pp. 360

L'amendement et l'article 3 sont réservés.

L'amendement et l'article sont réservés.

Art. 4 à 13.

La proposition de renvoi en commission n'est pas adoptée, p. 395 (21 décembre 1950).

Vote sur les amendements et articles réservés (22 décembre 1950). Discours de MM. Van den Daele (qui déclare que le gouver-nement veillera à ce que la répartition du diamant brut se fasse d'une façon équitable), p. 491, et Clynmans (qui retire ses amendements), p. 491. Les articles 2 à 13 sont adoptés, pp. 491 à 493.

Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 124 voix contre 2 et 10 abstentions, p. 494.

Se sont abstenus : MM. Van Loenhout, Verbaet, Ancot, baron de Dorlodot, Estienne, Godin, baron Nothomb, Santens, Slegten et Sobry.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

INSTITUT DE RÉESCOMPTE ET DE GARANTIE.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal nº 175 du 13 juin 1935 portant création d'un institut de réescompte et de garantie.

Doc. - N° 390. Rapport de M. Schot.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).

Discussion générale et vote des articles (11 juillet 1951).

Discours de MM. Van Remoortel et Schot (concernant l'activité et le rôle de l'Institut de réescompte), pp. 1857-1858.

La discussion générale est close. Les articles sont adoptés, p. 1859.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 127 voix contre 3,

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Comptabilité de l'Etat. - V. Finances.

Comptabilité des commerçants. — V. Commerce et industrie. Voir aussi: Droit commercial.

Comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones. — V. Télégraphes et téléphones.

Condamnation conditionnelle. — V. Droit pénal.

Conseil de l'Europe. - V. Affaires étrangères. Voir aussi : Interpellation de la Vallée Poussin.

Conseil d'Etat. - V. Droit public.

Construction d'habitations à bon marché. — V. Habitations.

Contingent. — V. Armée.

Contrôle des entreprises financières. — V. Finances.

Contrôle des prix. — V. Commerce et industrie : Armes.

Corps expédionnaire pour la Corée. - V. Droit public : Incompa-

Cour de cassation. — V. Organisation judiciaire.

Cour des comptes.

n. — Transmission: 1° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 24 octobre 1950, sous le n° 423, et relative à des dépenses nouvelles non encore autorisées par les Chambres législatives; 2° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 24 octobre 1950, sous le n° 421, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère du commerce extérieur.

Renvoi à la commission des finances, p. 6 (14 novembre 1950).

Renvoi à la commission des finances, p. 6 (14 novembre 1950).

Transmission: 1° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 24 octobre 1950, sous le n° 426, et relative à des dépenses nouvelles non encore autorisées par les Chambres législatives; 2° des délibérations prises par le conseil des ministres les 3 et 10 novembre 1950, sous les n° 424, 428 et 430, et relatives à des dépenses faites en marge des budgets pour compte des ministères du travail et de la prévoyance sociale, des finances, et de la défense nationale; 3° d'une ampliation, accompagnée 4'une exposé, de la délibération n° 427, prise par le conseil des ministres sous la date du 3 novembre 1950, en vue d'accorder aux ascendants de victimes civiles de la guerre déportées pour le travail obligatoire, repris aux anacxes figurant à l'appui de la délibération précitée, les allocations prévues à l'article 5, 3°, des lois coordonnées par arrêté royal du 19 août 1921.

Renvoi à la commission des finances, p. 56 (29 novembre 1950).

Renvoi a la commission des finances, p. 56 (29 novembre 1950).

Transmission: 1° des délibérations prises par le conseil des ministres, le 10 novembre 1950, sous les n°s 429 et 431, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte des ministères du travail et de la prévoyance sociale et de la défense nationale; 2° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 24 novembre 1950, sous le n° 437, et relative à des dépenses faites en marge du budget, extraordinaire, pour compte du ministère des travaux publics; 3° des délibérations prises par le conseil des ministres les 10 et 17 novembre 1950, sous les n°s 432 et 436, et relatives à des dépenses nouvelles non encore autorisées par les Chambres législatives à l'exception de celle de 125,000,000 francs à effectuer au-delà du crédit prévu à l'article 423 du projet de budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1950.

Renvoi à la commission des finances. p. 96 (5 décembre 1950)

Renvoi à la commission des finances, p. 96 (5 décembre 1950)

Renvoi à la commission des finances, p. 96 (5 décembre 1950).

Transmission: 1° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 1° décembre 1950, sous le n° 438, et relative à des dépenses nouvelles effectuées en dehors du budget des recettes et des dépenses extraordinaires; 2° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 10 décembre 1950, sous le n° 433, et relative à des dépenses nouvelles non encore autorisées par les Chambres législatives; 3° d'un exposé du dissentiment qui s'est produit enire le collège et le département des finances à propos de la restitution à un entrepreneur de pénalités appliquées du chef de retard apporté dans l'exécution d'une fourniture, ainsi qu'une ampliation de la délibération du conseil des ministres, n° 408, du 25 août 1950, intervenue à ce sujet.

Renvoi à la commission des finances, p. 196 (12 décembre 1950).

Renvoi à la commission des finances, p. 196 (12 décembre 1950)

Transmission: 1° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 1° décembre 1950, sous le n° 439, et relative à des dépenses nouvelles pour compte du ministère du travail et de la prévoyance sociale; 2° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 1° décembre 1950, sous le n° 440, et relative à des dépenses faites en marge du budget des dotations; 3° d'un exposé complémentaire concernant le différend qui a surgi entre le collège et le département de l'instruction publique au sujet de la nécessité de faire régler par un arrêté royal l'organisation du service national de la jeunesse, préalablement à l'engagement des dépenses, ainsi qu'une ampliation d'une nouvelle délibération du conseil des ministres intervenue à ce propos, p. 269 (19 décembre 1950).

Renvoi à la commission des finances.

Cour des comptes (suite)

Transmission: 1° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 8 décembre 1950, sous le n° 441, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de la santé publique et de la famille; 2° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 8 décembre 1950, sous le n° 442, et relative à des dépenses nouvelles non encore autorisées par les Chambres législatives; 3° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 8 décembre 1950, sous le n° 443, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte des différents ministères. Renvoi à la commission des finances, p. 514 (16 janvier 1951).

Transmission: 1º d'une délibération prise par le conseil des ministres le 22 décembre 1950, sous le nº 445, et relative à des dépenses nouvelles non encore autorisées par les Chambres législatives; 2º d'une délibération prise par le conseil des ministres le 5 janvier 1951, sous le nº 446, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des affaires étrangères.

Renvoi à la commission des finances, p. 591 (23 janvier 1951).

Transmission d'une délibération prise par le conseil des ministres le 13 octobre 1950, sous le n° 419, et relative à des dépenses faites en marge du projet de budget et des crédits supplé-mentaires pour l'exercice 1950, ainsi qu'un expesé concernant les dépassements de crédits qu'elle autorise.

Renvoi à la commission des finances, p. 664 (30 janvier 1951).

Transmission d'une délibération prise par le conseil des ministres le 26 janvier 1951, sous le n° 448, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des finances

Renvoi à la commission des finances, p. 805 (15 février 1951).

Transmission al'une délibération prise par le conseil des ministres le 15 décembre 1950, sous le n° 444, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des travaux publics.

Renvoi à la commission des finances, p. 844 (21 février 1951).

Transmission du cent septième cahier d'observations.

Renvoi à la commission des finances, p. 869 (27 février 1951).

Transmission d'un exposé concernant les modifications apportées par le conseil des ministres en séance du 9 de ce mois, à sa délibération (du 13 octobre 1950, n° 419.

Renvoi à la commission des finances, p. 891 (28 février 1951).

Transmission d'un exposé complémentaire au sujet du différend qui a surgi entre le collège et le département de l'instruc-tion publique au sujet de la légalité des dépenses d'équipe-ment et de fonctionnement des écoles techniques de l'Etat, ainsi que d'une ampliation d'une nouvelle viélibération du conscil des ministres intervenue à ce propos.

Renvoi à la commission des finances, p. 960 (6 mars 1951).

Transmission d'un exposé ainsi que d'une délibération prise par le conseil des ministres le 2 février 1951, sous le n° 449, metant fin au différend survenu entre le collège et M le ministre des finances.

Renvoi à la commission des finances, p. 960 (6 mars 1951).

Transmission d'une délibération prise par le conseil des ministres, le 16 février 1951, sous le n° 451, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des communications.

Renvoi à la commission des finances, p. 1128 (20 mars 1951).

Transmission d'un exposé ainsi que d'un exemplaire de la délibération n° 418 du conseil des ministres du 13 octobre 1950, qui a mis fin au différend survenu entre le collège et M. le ministre des finances.

Renvoi à la commission des finances, p. 1156 (20 mars 1951).

Transmission de la délibération n° 452 prise par le conseil des ministres en date du 9 mars 1951 en vue d'accorder aux ascendants de victimes civiles de la guerre déportées pour le travail obligatoire, repris aux annexes figurant à l'appui de la délibération précitée, les allocations prévues à l'article 5, 3°, des lois coordonnées par arrêté royal du 19 août 1921.

Renvoi à la commission des finances, p. 1227 (19 avril 1951).

Transmission d'un exposé et de la délibération n° 450 du conseil des ministres du 9 février 1951, au sujet du dissentiment survenu entre le collège et M. le ministre des finances quant à la pension octroyée au sieur Fl. Schmitz, ex-instituteur à l'établissement central d'observation à Mol.

Renvoi à la commission des finances, p. 1227 (19 avril 1951).

Cour des comptes (suite)

Transmission: 1º de la délibération prise par le conseil des ministres le 9 mars 1951, sous le nº 454, et relative à des dépenses faites en marge (du budget pour compte du ministère des communications; 2º de la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et colté des dindétants par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et colté des dindétants par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et colté de de de de la destant par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et colté de la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et colté de la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et relative à des dépenses faites et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le 30 mars écoulé, sous le nº 456, et la délibération prise par le conseil des ministres le conseil des ministres le conseil des relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des affaires étrangères.

Renvoi à la commission des finances, p. 1227 (19 avril 1951).

Transmission d'un exposé complémentaire concernant le différend qui a surgi entre le collège et le département de l'instruction publique au sujet de la nécessité de faire régler par un arrête royal l'organisation du service national de la jeunesse, préalablement à l'engagement des dépenses, ainsi que d'une ampliation d'une nouvelle délibération du conseil des ministres, intervenue à ce propos.

Renvoi à la commission des finances, p. 1248 (24 avril 1951).

Transmission d'un exposé ainsi que d'une copie de la délibération n° 455 du conseil des ministres du 23 mars 1951, concernant le différend qui a surgi entre le collège et M. le ministre des

Renvei à la commission des finances, p. 1299 (2 mai 1951).

Transmission: 1° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 27 avril 1951, sous le n° 458, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des affaires économiques et des classes moyennes; 2° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 4 mai 1951, sous le n° 459, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de l'intérieur. - Renvoi à la commission des finances, p. 1332 (22 mai 1951)

Transmission: 1° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 20 avril 1951, sous le n° 457, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des travaux publics; 2° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 11 mai 1951, sous le n° 460, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des tingness. des finances.

Renvoi à la commission des finances, p. 1415 (6 juin 1951).

Transmission: 1° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 25 mai 1951, sous le n° 463, et relative à des dépenses faites en marge du budg. 1° pour compte du ministère des affaires étrangères; 2° d'une délibération prise par le conseil des ministres le 25 mai 1951, sous le n° 464, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de la défense nationale.

Renvoi à la commission des finances, p. 1469 (12 juin 1951).

Transmission d'un exposé, ainsi que d'une ampliation de la déli-bération du conseil des ministres, intervenue le 18 mai 1951, au sujet du dissentiment survenu entre le collège et M. le ministre des finances, concernant l'application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 aux fonctions accessoires qui ont été interrompues au cours de la carrière et auxquelles le bénéfice de l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844 a été attribué.

Renvoi à la commission des finances, p. 1469 (12 juin 1951).

Transmission d'un exposé, ainsi que d'une ampliation de la délibération n° 461 du conseil des ministres, intervenue le 18 mai 1951, au sujet du dissentiment survenu entre le collège et M. le ministre des finances en ce qui concerne l'application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934, visant les fonctions accessoires ayant cessé d'être rémunérées plus d'un an avant la mise à la retraite dans la fonction principale.

Renvoi à la commission des finances, p. 1535 (19 juin 1951).

Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres les 8 et 15 juin 1951, sous les n°s 466, 468, 469 et 470, et relatives respectivement à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des affaires économiques et des classes moyennes, du ministère des affaires étrangères et du ministère de la défense nationale.

Renvoi à la commission des finances, p. 1707 (3 juillet 1951).

Transmission d'une délibération prise par le conseil des ministres le 22 juin 1951, sous le n° 471, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des communications.

Renvoi à la commission des finances, p. 1809 (10 juillet 1951).

Transmission d'une délibération prise par le conseil des ministres le 28 juin dernier, sous le n° 473, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de l'instruction publique.

Renvoi à la commission des finances, p. 1945 (16 juillet 1951).

Cour des comptes (suite)

PENSIONS.

Projet de loi complétant la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des comptes, modifiée par les lois des 4 juin 1921, 20 juillet 1921 et 13 juillet 1930 et relative à la pension des membres de la dite Cour.

Doc. — N° 116. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 216. Rapport de M. P. De Smet.

 Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 590 (23 janvier 1951).
 Dépôt du rapport par M. P. De Smet, p. 1135 (20 mars 1951). Pas de discussion générale.

Discussion des articles (20 mars 1951).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1187.

Vote (21 mars 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 159 voix et 1 abstention, p. 1219.

S'est abstenu: M. Ronse.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Créances de dommages-intérêts des victimes de la guerre. - V. Guerre : Dommages de guerre.

Crédits aux sociétés de construction. — V. Interpellations : De Stob-

Crédits provisoires. — V. Finances : Comptabilité de l'Etat.

Croix de l'Yser. — V. Guerre : Distinctions honorifiques.

Déclaration de titres. — V. Finances.

Décorations (Croix de l'Yser). — V. Guerre : Distinctions hono-rifiques.

Défense mutuelle. - V. Affaires étrangères.

Dégâts miniers. - V. Interpellations : George.

Déportés pour le travail obligatoire 1940-1945. — V. Guerre : Résistance.

Détention préventive. — V. Droit pénal. V. aussi : Organisation judiciaire.

Dispositions exceptionnelles. — V. Guerre.

Dommages.

Proposition de loi tendant à assurer la réparation des dommages causés aux personnes et aux biens lors des troubles des mois de juillet et août 1950.

Doc. — Nº 148. Rapport de M. Ancot. Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 41 (28 novembre 1950).

Discussion générale et rejet (27 février 1951).

Discours du baron de Dorlodot (qui expose les principes qui l'ont guidé à déposer la proposition), et M. Ancot (qui fait remarquer que la responsabilité des dégâts causés incombe aux communes), pp. 869 à 872.

La discussion générale est close.

L'article 1° est rejeté, p. 872.

Dommages de guerre. — V. Guerre.

Dommages par faits de guerre. - V. Travail : Accidents de travail.

Dotations. - V. Roi et Famille royale.

Douanes et accises. — V. Affaires étrangères. — V. aussi : Impôts.

Droit civil.

ADULTÈRE.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil (livre I^{er}, titre VII, chapitre III), sur les enfants adultériens.

4nn. — Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 41 (28 novembre 1950).

Droit civil (suite)

BAIL A FERME.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

Doc. — N° 231. Projet réamendé par la Chambre des représentants.
 N° 293. Rapport de MM. Derbaix et Bouilly.
 N° 313. Amendement de M. Derbaix au texte des commissions

réunies. N° 314 314. Amendements de M. Kluyskens au texte des commis-

N° 315. Amendements de M. Boulanger au texte des commissions réunies.
N° 316. Amendements de M. Boulanger au texte des commissions réunies.
N° 316. Amendements de M. Van Oudenhove au texte des commissions réunies.
N° 317. Amendements de M. Van Laeys au texte des commissions réunies.
N° 318. Amendement de M. R. Desmedt au texte des com-

N° 318. Amendement de M. R. Desmedt au texte des commissions réunies.
N° 321. Amendement de M. C.

missions réunies.

N° 321. Amendement de M. Coulonvaux au texte des commissions réunies.

N° 323. Sous-amendement de M. Coulonvaux à l'amendement de M. Van Laeys.

N° 326. Amendement de M. Van Oudenhove au texte des commissions réunies.

N° 338. Amendement du baron de Dorlodot.

N° 343. Amendements de la commission de la justice.

Ann. — Projet amendé transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1226 (19 avril 1951).
 Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 1402 (5 juin 1951).

Discussion générale du projet amendé (12 juin 1951).

Discussion générale du projet amendé (12 juin 1951).

Discours de M. Bouilly, rapp. (qui donne les motifs justifiant la nécessité du projet et souligne les raisons pour lesquelles ce projet a été modifié à plusieurs reprises), pp. 1469 à 1471.

Observations de M. Derbaix, rapp., p. 1471.

Discours de MM. Godin (qui estime que le projet est injuste et qu'il va parfois à l'encontre de l'intérêt des cultivateurs);

Boulanger (qui estime que le projet présente des lacunes et qu'il provoque le démembrement et qui regrette que la protection des cultures contre les dégâts causés par le gibier n'ait pas été prévue), et R. Desmedt (qui invite l'assemblée à voter le projet), pp. 1471 à 1473.

Observation du baron de Dorlodot, p. 1473.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (12 juin 1951).

Art. 1er et 2.

Adoptés, p. 1474.

Art. 3.

Intervention du baron Nothomb et de MM. Derbaix, rapp., et Héger, m. a., pp. 1474-1475. L'article 3 est adopté, p. 1475.

Amendement de M. Boulanger:
Intervention de MM. Boulanger et Bouilly, rapp., p. 1476.
L'amendement n'est pas adopté, p. 1476.
Amendement de M. Van Oudenhove:
Intervention de MM. Van Oudenhove, Van Laeys et Derbaix, rapp., pp. 1476-1477.
L'amendement est reporté à l'article 20.
L'article 4 est adopté, p. 1477.

Art. 5.

Amendement de M. Boulanger tendant à supprimer l'article : Intervention de M. Boulanger. L'article 5 est adopté, p. 1478.

Art. 6.

Adopté, p. 1478.

Art. 7.

Réservé, p. 1478.

Art. 8, 9 et 10.

Adoptés, p. 1478.

Art. 11.

Amendement de M. Kluyskens. — Amendement subsidiaire de M. Kluyskens et amendement de M. R. Desmedt:
Intervention de MM. Kluyskens, R. Desmedt, Bouilly, rapp., Derbaix, rapp., et Héger, m. a., pp. 1479-1480.
L'amendement principal et l'amendement subsidiaire de M. Kluyskens ne sont pas adoptés, p. 1481.
L'amendement de M. R. Desmedt est réservé.

Reprise de la discussion des articles (13 juin 1951).

Art. 7 (réservé).

Amendement de M. Van Laeys et sous-amendement de M. Cou-

Intervention de MM. Van Laeys, Derbaix, rapp., Coulonvaux et Bouilly, rapp., p. 1490.
Les deux amendements sont adoptés.
L'article 7 amendé est adopté, p. 1491.

Droit civil. - BAIL A FERME (suite)

Art. 11 (réservé).

Amendement de M. Coulonvaux :
Intervention de MM. Derbaix, rapp., Coulonvaux, Héger, m. a.,
et Bouilly, rapp., pp. 1491 à 1494.
L'amendement n'est pas adopté, p. 1494.
Amendement de M. R. Desmedt :
Intervention de MM. R. Desmedt, Bouilly, rapp., Derbaix, rapp.,
le comte d'Aspremont Lynden et Rolin, pp. 1494 à 1497.
L'amendement et l'article sont réservés.

Art. 12 et 13.

Adoptés, p. 1497.

Art. 14.

Art. 14.

Amendement de M. Boulanger:
Intervention de MM. Boulanger, Bouilly, rapp., et Derbaix, rapp., pp. 1498 et 1499.
L'amendement n'est pas adopté, p. 1499.
Intervention du baron de Dorlodot, de MM. Derbaix, rapp., Héger, m. a., et Kluyskens, p. 1499.
Amendement de M. Coulonvaux:
Intervention de MM. Coulonvaux et Derbaix, rapp., p. 1500.
L'amendement n'est pas adopté, p. 1501.
Amendement de M. Van Laeys:
Intervention de MM. Van Laeys, Derbaix, rapp., Van Hemelryck et Rolin, pp. 1501-1502.
L'amendement n'est pas adopté, p. 1502.
Intervention de MM. Coulonvaux et Derbaix, p. 1502.
L'article 14 est adopté.

Art. 15, 16, 17, 18 et 19.

Adoptés, pp. 1503-1504.

Art. 20.

Amendement de M. Derbaix : Amendement de M. Derbaix; rapp., p. 1505.
L'amendement est adopté, p. 1506.
Premier amendement de M. Van Oudenhove:
L'amendement est adopté, p. 1506.
Deuxième amendement de M. Van Oudenhove:
Intervention de MM. Van Oudenhove, Derbaix, rapp., Rolin et Héger, m. a., pp. 1506 à 1508.
L'amendement est réservé et renvoyé en commission, p. 1508.

Renvoyé en commission, p. 1508.

Vote sur l'amendement de M. R. Desmedt à l'article 11 (14 juin 1951).

L'amendement de M. R. Desmedt est adopté par 111 voix contre 37 et 2 abstentions, p. 1516.
Se sont abstenus: MM. Orban et Derbaix.
L'amendement est adopté, p. 1516.

Reprise de la discussion des articles (19 juin 1951).

Art. 11.

L'article 11 amendé est adopté, p. 1535.

Art. 20.

Intervention de MM. Derbaix, rapp., et Van Oudenhove, pp. 1535 à 1538. Les amendements de M. Van Oudenhove sont retirés, p. 1538. Les deux amendements de la commission sont adoptés, p. 1538. L'article 20 amendé est adopté, p. 1538.

L'article est adopté avec l'amendement de la commission, p. 1538.

Vote (19 juin 1951).

MM. Coulonvaux et Petit justifient leur vote, p. 1541.
Le projet de loi est adopté par 117 voix contre 7 et 9 abstentions, p. 1542.
Se sont abstenus: MM. Ancot, Boulanger, vicomte Cossée de Maulde, baron de Dorlodot, comte de la Barre d'Erquelinnes, de la Vallée Poussin, Glineur, Lagae et Taillard.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

BAUX A LOYER.

Projet de loi interprétant, complétant et modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

- Nº 230. Projet transmis par la Chambre des représen-Doc. tants. N° 251. Rapport de M. Ancot.

— Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1226 (19 avril 1951). Ann. -

Discussion générale (2 mai 1951).

Observation de M. Ancot, rapporteur, p. 1306. La discussion générale est close.

Droit civil. - BAUX A LOYER (suite)

Discussion des articles (2 mai 1951).

Art. 1", 2 et 3.

· Adoptés, p. 1307.

Art 4

Intervention de MM. Ancot, Ronse, Doutrepont et Moyersoen, m. j., pp. 1307 et 1308. L'article 4 est adopté, p. 1308.

Adopté, p. 1308.

Vote (2 mai 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 128 voix et 2 abstentions, p. 1308. Se sont abstenus : MM. Glineur et Taillard. Le projet est renvoyé à la Chambre des représentants.

Proposition de loi complétant et interprétant la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès.

Doc. — N° 327. Rapport de M. Vermeylen.

Discussion générale et vote de l'article unique (26 juin 1951).

Observation de M. Vermeylen, rapp., p. 1611. La discussion générale est close. L'article unique est adopté tel qu'il a été présenté par la commission, p. 1612.

Vote (26 juin 1951).

L'ensemble de la proposition de loi a été adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1618. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

ETAT CIVIL.

Registres.

Projet de loi relatif à la transcription du seul dispositif de certains jugements.

— N° 234. Rapport de M. Kluyskens. Discussion générale du projet amendé (2 mai 1951).

Ann. — Discours de M. Kluyskens, rapp. (qui expose la portée du projet), p. 1300.
 La discussion générale est close.

Discussion des articles (2 mai 1951).

Art. 10.

Intervention de MM. Moyersoen, m. j., et Kluyskens, rapp.,

p. 1302. L'article 10 est adopté.

Autres articles.

Adoptés, pp. 1300 à 1302.

Vote (2 mai 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1308. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

FONDS DE COMMERCE.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

- Nº 169. Projet réamendé par la Chambre des représentants.
N° 233. Rapport de M. Derbaix.
N° 242. Amendements de M. Van Oudenhove.

Projet réamendé.

— Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 869 (27 février 1951).

Discussion générale (24 avril 1951).

Discussion générale (24 avril 1951).

Discours de MM. Derbaix, rapp. (qui expose les modifications apportées par la Chambre au projet), Hanquet, Derbaix, rapp., Moyersoen, m. j., et Ancot (qui examinent si la loi qui sera votée est ou bien d'ordre public ou bien de caractère impératif), pp. 1248 à 1253.

Discours de MM. Dierckx (qui estime que ce projet bouleverse toutes les notions morales et juridiques en matière immobilière, rappelle les griefs et les revendications formulées par les commerçants locataires, et aborde le problème des bureaux commerciaux et celui des transformations) et Moyersoen, m. j. (concernant le problème des transformations), pp. 1255 à 1250.

Observations de MM. Rolin et Derbaix, rapp., pp. 1259 et 1260. La discussion générale est close.

Discussion des articles (24 avril 1951).

Art. 1er.

Intervention de MM. Boulanger, Derbaix, Dierckx et le baron de Dorlodot, pp. 1260 et 1261.

L'article 1^{er} est adopté, p. 1261.

Droit civil. - FONDS DE COMMERCE (suite)

Adopté, p. 1261.

Art. 2. Art. 3.

Intervention de MM. Boulanger et Moyersoen, m. j., p. 1261. L'article 3 est adopté, p. 1261.

Intervention de MM. Boulanger, Derbaix et Rolin, p. 1262. L'article 4 est adopté, p. 1262.

Adopté, p. 1262.

Art. 5 Art. 6.

Intervention de MM. Boulanger, Derbaix et Moyersoen, m. j. L'article 6 est adopté, p. 1263.

Adopté, p. 1263.

Art. 7.

Art. 8. Intervention de MM. Boulanger et Derbaix, p. 1263. L'article 8 est adopté, p. 1263.

Art. 9, 10, 11, 12 et 13.

Adoptés, pp. 1263 à 1265.

Art. 14.

Intervention de MM. Boulanger, Derbaix et Moyersoen, m. j.

L'article 14 est adopté, p. 1265. Art. 15.

Adopté, p. 1265.

Intervention de MM. Boulanger, Derbaix et Rolin, pp. 1266 et

L'article 16 est adopté, p. 1267.

Art. 17, 18 et 19.

Adoptés, p. 1267.

Art. 20.

Intervention de M. Derbaix, p. 1267. L'article 20 est adopté, p. 1267.

Art. 21 et 22.

Adoptés, pp. 1267 et 1268.

Art. 23.

Intervention de M. Moyersoen, m. j., p. 1268. L'article 23 est adopté, p. 1268.

Art. 24.

Adopté, p. 1268.

Art. 25.

Intervention de MM. Boulanger, Derbaix et Moyersoen, m. j. p. 1269

L'article 25 est adopté, p. 1269.

Art. 26 à 32.

Adoptés, p. 1269.

Art. 33.

Intervention de MM. Van Oudenhove, Moyersoen, m. j., Derbaix et Boulanger, p. 1271. L'article 33 est adopté, p. 1271.

Art. 34, 35 et 36.

Adoptés, p. 1272.

Vote (26 avril 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 111 voix contre 3 et 28 abstentions, p. 1285.

Se sont abstenus : MM. Van Steenberge, Vinois, Warnant, Adam, Ancot, Binot, Buisseret, Mme Ciselet, MM. vicomte Cossée de Maulde, Coulonvaux, comte d'Aspremont Lynden, baron de Dorlodot, De Stobbeleir. George, Gillon, Gribomont, Hanquet, Hoste, Jadot, Lagae, Lilar, Marien, Massonnet, baron Nothomb, Orban, Ronse, Sobry et Van Oudenhove.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

Doc. - Nº 426. Proposition de M. Boulanger.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Boulanger, p. 1849 (11 juillet 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1950 (18 juillet 1951).

FUSION ET SCISSION D'ASSOCIATIONS.

Proposition de loi relative aux fusions et scissions d'associations sans but lucratif.

Doc. - Nº 434. Proposition de M. Schot.

Droit civil (suite)

INALIÉNABILITÉ DES BIENS.

Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens, prévue par l'article 214j du Code civil.

Doc. - Nº 27. Proposition de M. Tobback.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Tobback, p. 92 (30 novembre 1950).

Prise en considération. - Renvoi en commission, p. 197 (12 décembre 1950).

MARIAGES.

Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1947 sur la légitimation des enfants dont les parents ont contracté mariage à l'étranger pendant la guerre.

 Nº 143. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 331. Rapport de Mme Ciselet.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 754 (6 février 1951).

Dépôt du rapport par Mme Ciselet, p. 1517 (14 juin 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique (26 juin 1951).

Discours de M. Moyersoen, m. j. (concernant l'application du projet aux apatrides), p. 1614. La discussion générale est close.

L'article unique est adopté, p. 1614.

Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1617. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à l'administration du tuteur.

Doc. - Nº 120. Proposition de M. Schot.

 Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 664
 (30 janvier 1951). Ann.

VIDUITĖ.

Proposition de loi modifiant les articles 228, 296, 297 et 313 du Code civil, concernant le délai de viduité.

- Prise en considération. - Renvoi en commission, p. 41 (28 novembre 1950).

Droit commercial.

CHEQUES.

Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur.

Doc. - Nº 81. Rapport complémentaire de M. Ronse.

Ann. — Dépôt du rapport complémentaire par M. Ronse, p. 274 (19 décembre 1950).

Discussion générale (15 février 1951).

A cette discussion est jointe la discussion du projet de loi concernant l'approbation des trois conventions relatives au chèque, conclues à Genève le 19 mars 1951.

Discours de M. Ronse, rapp. (qui souligne l'importance des projets pour la vie économique du pays et qui regrette que le projet de loi relatif aux billets à ordre ne soit pas encore approuvé par la Chambre), p. 807.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (15 février 1951).

Art. 1er à 39.

Adoptés, pp. 808 à 813.

Art. 40.

Intervention de MM. Lilar et Moyersoen, m. j., p. 813. L'article 40 est adopté, p. 814.

Art. 41 à 64.

Adoptés, pp. 814 à 817.

Intervention de M. Moyersoen, m. j., p. 817.

Art. 66 et 67. Adoptés, p. 817.

Vote (21 février 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 152 membres présents, p. 850.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Droit commercial (suite)

COMPTABILITÉ.

Proposition de loi modifiant les articles 16, 17 et 18 du titre III du Code de commerce.

Doc. - Nº 306. Proposition de M. Buisseret.

Dépôt de la proposition par M. Buisseret, p. 1454

Dépôt de la proposition par M. Buisseret, p. 1454
 (7 juin 1951).
 rise en considération. — Renvoi aux commissions de la justice et des affaires économiques, p. 1535 (19 juin 1951).

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

Projet de loi relatif à la prorogation de plein droit des sociétés commerciales ou à forme commerciale dont le terme social est échu entre le 14 juin 1949 et le 15 septembre 1950.

Doc. — N° 67. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 189. Rapport de Mme Ciselet.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 269 (19 décembre 1950).

Dépôt du rapport par Mme Ciselet, p. 1022 (8 mars 1951).

Pas de discussion générale.

Vote des articles (13 mars 1951).

Les articles sont adoptés, p. 1060.

Vote (14 mars 1951).

Le projet est adopté à l'unanimité des 132 membres présents, p. 1099.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi relatif à la tenue d'un second registre des actions et obligations nominatives.

Doc. — N° 310. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1469 (12 juin 1951).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES. — RÉGIME FISCAL.

Proposition de loi instituant la possibilité de revision de la taxa-tion fiscale pour l'exercice 1946 des sociétés coopératives composées en ordre principal d'associés actifs.

Doc. - N° 389. Rapport de M. Ronse.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1812 (10 juillet 1951). Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (11 juillet 1951).

Adopté, p. 1859.

Vote (12 juiliet 1951).

L'ensemble de la proposition est adopté par 126 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1937.
S'est abstenu : le baron de Dorlodot,
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Droit constitutionnel.

Pouvoir exécutif.

Sanction et promulgation des lois.

Projet de loi concernant la sanction et la promulgation des lois. Doc. - Nº 431, Rapport de M. Lagae.

Transmis par la Chambre des représentants.
 Renvoi en commission, p. 1950 (18 juillet 1951).
 Lagae dépose le rapport et en donne lecture, p. 1950 (18 juillet 1951).

Discussion et vote des articles (18 juillet 1951).

Pas de discussion générale. Les articles sont adoptés, p. 1951.

Vote (18 juillet 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 134 voix et 3 abstentions, p. 1955. Se sont abstenus : MM. Taillard, Boulanger et Glineur. Le projet est soumis à la sanction royale.

Droit pénal.

AMENDES PÉNALES.

Projet de loi relatif aux décimes additionnels sur les amendes pénales.

Transmis par la Chambre des représentants.
 Renvoi en commission, p. 1367 (29 mai 1951).

AMNISTIE.

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 accordant amnistie pour certaines infractions.

Doc. - Nº 47. Proposition de M. De Stobbeleir.

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 270 (19 décembre 1950).

Droit pénal (suite)

CODE PÉNAL.

Projet de loi portant modification de l'article 123sexies du Code pėnal.

Doc. - Nº 198. Exposé des motifs et projet de loi.

 Dépôt du projet par M. Moyersoen, m. j., p. 1024 (8 mars 1951). Ann.

DÉTENTION PRÉVENTIVE.

Proposition de loi portant modification de l'article 20 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive.

Doc. — N° 95. Proposition de M. Rolin. N° 285. Rapport de M. Vermeylen.

Ann. - Dépôt de la proposition par M. Rolin, p. 483 (22 décembre 1950).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 515 (16 janvier 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique (7 juin 1951).

Discours de MM. Coulonvaux et Moyersoen, m. j. (sur le transfert des détenus des prisons vers les Chambres de mise en accusation), p. 1433.

La discussion générale est close.

L'article unique est adoptée sans observation, p. 1433.

Vote (7 juin 1951).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 139 voix contre 3, p. 1450.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

LIBÉRATION ET CONDAMNATION CONDITIONNELLES.

Proposition de loi apportant une nouvelle modification à l'arti-cle 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la con-damnation conditionnelles.

Doc. - Nº 87. Proposition de M. Rolin.

- Dépôt de la proposition par M. Rolin, p. 395 (21 décem-Ann. bre 1950).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 515 (16 janvier 1951).

Droit public.

CONSEIL D'ÉTAT.

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décem-bre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

Doc. — N° 93. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 387. Rapport de M. Vermeylen.
 Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 440 (22 décembre 1950).

Discussion générale (11 juillet 1951).

Discussion generale (11 juillet 1951).

Discours de MM. Van Remoortel (qui demande que l'examen du projet soit ajourné jusqu'au moment où les commissions réunies de l'intérieur et de la justice soient en possession du rapport sur le fonctionnement du Conseil d'Etat); Vermeylen (qui invite l'assemblée à voter la modification proposée sur le projet); Brasseur, m. i. (qui déclare que le rapport sur le fonctionnement du Conseil d'Etat sera déposé à la rentrée parlementaire) et Van Remoortel (qui déclare être partisan de la création d'un barreau spécialisé et insiste pour l'ajournement du projet), pp. 1838 à 1840.

Renvoi en commission (12 juillet 1951).

MM. Rolin, Vermeylen, Van Remoortel et Ronse invitent le président à solliciter l'avis du Conseil d'Etat, p. 1912. Le projet est renvoyé en commission.

Présidence.

Doc. — N° 202. Liste des candidats présentés par le Conseil d'Etat, le 6 mars 1951, aux fonctions de président de ce Conseil.

— Transmission de la liste des candidats présentés en vue de la nomination à la place de président, p. 1037 (13 mars 1951).

Scrutin pour la présentation de candidats aux fonctions de président du Conseil d'Etat (24 avril 1951).

MM. Devaux, Vauthier et Somerhausen sont proclamés respectivement premier, deuxième et troisième candidat, p. 1251.

Traitements.

Projet de loi portant fixation en unités monétaires des traitements, indemnités et majorations d'ancienneté du personnel du Conseil d'Etat.

Ann. — Pas de discussion générale.
Les articles sont adoptés sans observation, p. 42 (28 novembre 1950).

Droit public. - Conseil D'ÉTAT. - Traitements (suite)

Vote (28 novembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 149 membres présents, p. 50. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

INCOMPATIBILITÉ.

Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions élec-tives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée.

Doc. - N° 75. Rapport de M. Derbaix.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 269 (19 décembre 1950).
 Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 281 (19 décembre 1950).

Discussion générale et discussion des articles (20 décembre 1950).

Discours de MM. Taillard (qui déclare que son groupe ne pourra pas s'associer à l'envoi d'un corps expéditionnaire en Corée) et le comte Cossée de Maulde (qui proteste contre l'injure faite aux volontaires pour la Corée dans un article paru dans le Drapeau rouge), p. 333.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observation, p. 333.

Vote (22 décembre 1950).

M. Rolin motive son vote, p. 493.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 119 voix contre 6 et 11 abstentions, p. 493.

Se sont abstenus: MM. Vergeylen, Yernaux, Craeybeckx, Crommen, De Block, baron de Dorlodot, Doutrepont, Duray, Moulin, Rolin et Troclet.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Droit social.

LÉGISLATION SOCIALE.

Projet de loi relatif à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale.

Doc. - Nº 109. Rapport de M. M. Servais.

Ann. — Dépôt du rapport par M. M. Servais, p. 561 (18 janvier 1951).

Pas de discussion générale. Discussion des articles (23 janvier 1951).

Les articles sont adoptés, pp. 592 er 593.

Vote (23 janvier 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 149 membres présents, p. 597. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Droit syndical. — V. Affaires Crangères.

Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. — V. Impôts : Impôts indirects : Enregistrement.

Droits d'entrée. - V. Impôts : Douanes et accises.

Droits de timbre sur les fournitures de papier destinées aux journaux.

— V. Impôts : Impôts indirects.

E

Echanges d'immeubles. — V. Impôts : Impôts indirects : Enregistre-

Emprunts. — V. Finances: Dette publique et emprunts.

Enfance.

Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1226 (19 avril 1951).

CINÉMAS.

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1er septem-bre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle ciné-matographique aux mineurs âgés de moins de seize ans.

Doc. - Nº 7. Proposition de M. Jespers.

Ann. -

n. — Dépôt de la proposition par M. Jespers, p. 10 (14 novembre 1950).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 41 (28 novembre 1950).

Enfance (suite)

PUBLICATIONS.

Proposition de loi visant les publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Doc. - Nº 6. Proposition de M. Jespers.

Ann. — Depoi. bre 1950). - Dépôt de la proposition par M. Jespers, p. 10 (14 novem-

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 41 (28 novembre 1950).

Enquêtes.

CENTRE DE RECHERCHES.

Centre de Recherches pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques en régions wallonnes et flamandes.

Transmission du texte d'une motion concernant la télévision, votée par l'assemblée plénière du Centre, au cours de sa séance du 7 novembre 1950, p. 6 (14 novembre 1950).

Transmission du rapport concernant l'activité du Centre au cours du mois d'octobre 1950, p. 41 (28 novembre 1950).

Transmission du rapport concernant l'activité du Centre au cours du mois de novembre 1950, p. 514 (16 janvier 1951).

Transmission d'un rapport concernant l'activité du Centre au cours du mois de mars 1951, p. 1299 (2 mai 1951).

Projet de loi portant prorogation de l'existence du « Centre de recherches pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques ».

Doc. - Nº 357. Rapport de M. De Man.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1534 (19 juin 1951).
 Dépôt du rapport par M. De Man, p. 1617 (26 juin 1951).

Discussion générale (3 juillet 1951).

Discours du baron Nothomb (qui demande de modifier l'inti-tulé du projet) et MM. Dehousse et Buisseret (qui déclarent qu'ils ne voteront qu'une seule fois une prorogation de l'existence du Centre), pp. 1715 et 1716. La discussion générale est close.

Discussion des articles (3 juillat 1951).

Les articles sont adoptés, p. 1716.

Vote (3 juillet 1951).

Le projet de loi est adopté par 142 voix et 1 abstention, p. 1723.

S'est abstenu : M. Baur.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

OFFICE DES SÉQUESTRES.

Proposition d'enquête parlementaire sur certaines activités de l'Office des séquestres.

Doc. - N° 88. Proposition de M. Doutrepont.

Nº 158. Rapport de M. Adam.

Nº 176. Amendements de M. Adam au texte de la commission Nº 183. Résolution adoptée par le Sénat.

Dépôt de la proposition par M. Doutrepont, p. 402
 (21 décembre 1950).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 515 (16 janvier 1951).

Dépôt du rapport par M. Adam, p. 826 (15 février 1951).

Discussion générale (1er mars 1951).

Discussion générale (1° mars 1951).

Discours de MM. Adam, rapporteur (qui parle de l'envergure de l'Office des séquestres et du contrôle à effectuer sur cet organisme et qui expose les motifs pour lesquels la commission a décidé de remplacer les « développements » de la proposition); Ronse (qui souligne en quoi consiste une commission d'enquête parlementaire, déclare qu'il n'existait aucune base à une demande d'enquête, souligne à quel contrôle est soumis l'Office des séquestres, estime que le pouvoir législatif n'a pas rempli son devoir à l'égard de l'Office des séquestres et déclare que la tâche d'une commission d'enquête serait tellement vaste qu'on pourrait difficilement la mener à bonne fin); Allewaert (qui estime que la proposition d'enquête arrive trop tard et qu'il n'est plus possible de vérifier tous les abus); Doutrepont (qui fait remarquer que depuis 1945 plusieurs membres ont tout fait pour obtenir le contrôle sur les opérations des établissements sous séquestre); Rolin (qui déclare que la proposition n'a aucune portée politique partisane, parle des abus qui ont été constatés, justifie l'amendement qu'il a déposé et parle de la contre-attaque dirigée par l'Office des séquestres contre le parlement); Van Buggenhout (qui demande si le ministre a le droit d'intervenir sans nouvelle

Enquêtes. — OFFICE DES SÉQUESTRES (suite)

législation et demande des précisions au sujet de certaines ventes effectuées par l'office), et Van Houtte, m. f. (qui donne lecture d'une délibération du conseil d'administration de l'Office, expose les pouvoirs du ministre des finances à l'égard de cet office et aborde le problème de la liquidation des séquestres ennemis et des séquestres des biens des inciviques), p. 921 à 931.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (1er mars 1951).

Texte proposé par la commission :

Art. 1er.

L'article est adopté avec l'amendement de M. Rolin et de M. Vermeylen, p. 932.

Art. 2 et 3.

Adopté, p. 932.

Art. 4.

L'article est adopté avec l'amendement de M. Adam, p. 932.

Art. 5, 6 et 7.

Adopté, p. 932.

Vote (1er mars 1951).

Le projet de résolution est adopté, p. 942.

Nomination des membres de la commission d'enquête sur l'acti-vité de l'Office des séquestres (13 mars 1951).

— MM. Adam, Allewaert, Buisseret, Derbaix, De Smet, P., Doutrepont, Orban, Rolin et Vermeylen sont nommés mem-bres de la commission d'enquête, p. 1037.

Enseignement.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre.

Doc. — N° 384. Rapport de M. Hanquet. N° 385. Amendement de M. Mazereel et consorts.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1750 (4 juillet 1951).
 Dépôt du rapport par M. Hanquet, p. 1788 (5 juillet 1951).

Discussion générale (10 juillet 1951).

Discussion generale (10 juillet 1951).

Discours de MM. Rolland (concernant : les subsides à l'enseignement normal libre, la question des diplômes et les minima de population scolaire); Missiaen (concernant : la hâte apportée à la discussion du projet, la différence entre l'enseignement public et l'enseignement libre et les conditions requises pour l'obtention des subsides), pp. 1810 à 1814.

Reprise de la discussion générale (10 juillet 1951).

Discours de MM. Missiaen (qui souligne les griefs de son parti à l'égard du projet et déclare que le gouvernement agit uniquement en faveur de l'enseignement libre), pp. 1818

agit uniquement en faveur de l'enseignement libre), pp. 1818 à 1820.

Observation de M. Baur, p. 1820.

Discours de MM. Mazereel (qui déclare que le projet est en contradiction ayec l'article 17 de la Constitution et qui défend son amendement relatif aux diplômes des professeurs); Hanquet, rapp. (qui traite de la constitutionnalité du projet, fait remarquer que les subsides octroyés à l'enseignement public sont plus élevés que ceux octroyés à l'enseignement libre et souligne ce qui a été fait par le ministre Harmel en faveur de l'enseignement officiel); Catteau (qui déclare que la constitution ne prévoit pas de subsides pour l'enseignement libre, examine les conditions prévues par le projet pour l'octroi des subsides et parle de l'inspection pédagogique); Harmel, m. i. p. (concernant : les conditions requises pour l'octroi des subsides, les diplômes exigés des professeurs, les minima de population scolaire, l'application des lois linguistiques et la qualité des études); Glineur (qui déclare que le projet est anticonstitutionnel et qui examine la question des diplômes); Hoste (qui déclare qu'il est possible d'arriver à une solution satisfaisante dans le domaine scolaire et qui fait remarquer qu'en ce qui concerne l'enseignement officiel, il y a un certain déséquilibre entre les régions wallones et les régions flamandes); Buisseret (qui déclare que le subside est une chose exceptionnelle et critique le pluralisme tel qu'il est appliqué par le gouvernement); Bouweraerts (qui déclare que le projet constitue un pas vers la liberté de conscience et le respect des opinions de chacun), et Mazereel (qui insiste pour que son amendement soit voté), p. 1818 à 1834.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (10 juillet 1951).

Art. 1, 2 et 3.

Adoptés, p. 1834.

Enseignement. — ENSEIGNEMENT MOYEN (suite)

Art. 4.

L'amendement de M. Mazereel, ainsi que les §§ 2 et 3 sont Les autres paragraphes sont adoptés, p. 1835.

Art. 5 à 10.

Adoptés, p. 1835.

Vote sur les amendements et sur les §§ 2 et 3 de l'article 4 réservés (12 juillet 1951).

Les amendements de M. Mazereel sont rejetés par 84 voix contre 71 et 1 abstention, p. 1914.
S'est abstenue: Mme Ciselet.

Vote (12 juillet 1951).

Le projet est adopté par 81 voix contre 62 et 2 abstentions, p. 1934.

p. 1934. Se sont absterus : Mme Ciselet et M. Descampe. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

ENSEIGNEMENT MOYEN A L'ÉTRANGER.

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseigne-ment moyen à l'étranger.

Doc. - Nº 72. Rapport de M. Adam.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Adam, p. 285 (19 décembre 1950).

ENSEIGENEMENT PRIMAIRE.

Traitements.

Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

- Nº 309. Projet transmis par la Chambre des représen-

tants.
N° 333. Rapport de M. Jespers.
N° 336. Amendements de M. Vandermeulen et consorts.
N° 345. Amendements de M. Harmegnies et consorts.
N° 345. Amendements de M. Harmegnies et consorts. Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1469 (12 juin 1951).

Dépôt du rapport par M. Jespers, p. 1521 (14 juin 1951).

Ajournement (19 juin 1951).

Ajourné, p. 1552.

Discussion générale (20 juin 1951)

Discussion générale (20 juin 1951)

Discours de MM. Leysen (concernant : la suppression du supplément communal et concernant l'égalité des barèmes entre les différentes catégories d'enseignement), et Missiaen (qui déclare que la grande majorité de la population refuse de placer l'enseignement libre sur un pied d'égalité avec l'enseignement officiel, fait remarquer qu'en ce qui concerne les nominations, les destitutions et les sanctions, il n'y a pas d'égalisation, estime que le gouvernement s'est laissé guiuer par des moitis politiques et qu'il n'a pas tenu les promesses faites antérieurement par les ministres), pp. 1562 à 1568.

Observations de M. Craevbecky, p. 1568

a 1568.

Observations de M. Craeybeckx, p. 1568.

Discours de MM. Vandermeulen (qui demande au gouvernement de déposer un projet tendant à accorder automatiquement aux instituteurs les 8/10° du nouveau traitement des régents, parle de la suppression des suppléments communaux, déclare que l'équilibre est rompu en faveur de l'enseignement libre, attire l'attention sur la situation des écoles de musique communales et défend ses amendements); Glineur (qui déclare que le projet consacre le déclassement du personnel enseignant et fait remarquer que le rajustement des traitements devait avoir effet rétroactif au 1° juillet 1948), et Catteau (qui rappelle les circonstances dans lesquelles fut approuvé le rapport Jespers en commission, estime que le projet porte atteinte à l'autonomie communale et regrette que la rétroactivité du rajustement des traitements se limite au 1° janvier 1951), pp. 1568 à 1573.

à 1573.

Observation de M. Jespers, rapporteur, p. 1573.

Discours de MM. Harmel (qui fait remarquer que le gouvernement a voulu accomplir les promesses faites en 1947, qu'il a voulu maintenir une hiérarchie entre les diverses rémunérations du corps enseignant et qu'il a voulu égaliser les rémunérations accordées aux instituteurs de l'Etat et aux instituteurs des communes); Delor (concernant : la suppression des suppléments communaux, les traitements des instituteurs gardiennes et l'insuffisance de la rétroactivité du projet), et Bouweraerts (concernant le reclassement des instituteurs), pp. 1573 à 1579.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 juin 1951).

Art. 1er-2-3.

Adoptés, p. 1579.

Art. 4.

Intervention de M. Jespers, rapporteur, p. 1581. L'article 4 est réservé.

Enseignement. - Enseignement PRIMAIRE. - Traitements (suite)

Art. 5. Adoptés, p. 1581.

Art. 6.

Réservé, p. 1582.

Adoptés, p. 1582.

Art 7-8

Art. 9-10.

Réservés, pp. 1582-1583.

Discussion de l'article 9 (21 juin 1951).

Amendement de M. Harmegnies et consorts tendant à la suppression de cet article.

Intervention de MM. Harmegnies, Allard et Harmel, m. i. p. (concernant les prélèvements demandés au Fonds des communes), pp. 1586 à 1590.

L'article est réservé.

Vote des articles et amendements réservés (21 juin 1951)

Art. 4.

L'amendement Vandermeulen est rejeté et l'article 4 est adopté, p. 1594

Art. 6 et 10.

Les amendements Vandermeulen sont rejetés et les articles sont adoptés, p. 1594.

Art. 9.

L'article est adopté par 82 voix contre 59 et 2 abstentions, p. 1594. Se sont abstenus : M. Marien et Mme Ciselet.

Vote (21 juin 1951).

M. Vos justifie son vote, p. 1595.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 59 et 3 abstentions, p. 1595.
Se sont abstenus : M. Marien, Mme Ciselet et M. Coulonvaux.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Dentistes.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1° juillet 1929 pour l'obten-tion du diplôme de dentiste.

Doc. - Nº 157. Proposition de M. Uselding.

n. — Dépôt de la proposition par M. Uselding, p. 826 (15 février 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 892. (28 février 1951). Ann. -

Traitements.

Projet de loi modifiant la loi du 25 février 1948 concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat.

Doc. — N° 196. Projet amendé par la Chambre des représentants.

N° 214. Rapport de M. Catteau.

Ann. — Projet amendé transmis par la Chambre des représentants. Renvoi en commission, p. 1037 (13 mars 1951). Dépôt du rapport par M. Catteau, p. 1099 (14 mars 1951).

Discussion générale du projet amendé (20 mars 1951). Discussion generale du projet amende (20 mars 1951).

Discours de MM. Catteau, rapp. (qui demande de voter le texte amendé par la Chambre); Crommen (qui attire l'attention sur l'introduction tardive d'amendements par le gouvernement et sur les taxes à déduire des arriérés); Harmel, m. i. p. (qui donne le motif pour lequel le gouvernement à dû amender le projet); Orban et Jespers (concernant les retenues à opérer sur les arriérés dus aux professeurs), pp. 1129 et 1130.

Le discussion générale est close.

Discussion des articles (20 mars 1951).

Les articles sont adoptés, p. 1131.

Vote (21 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 157 voix et 3 abstentions,

p. 1221. Se sont abstenus : MM. Ronse, Dehousse et Kluyskens. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Enseignement supérieur dans la colonie. - V. Interpellations :

Entreprises familiales (sécurité sociale). — V. Assurances sociales.

Epuration civique.

Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration

c. — N° 147. Rapport complémentaire de M. Ancot. N° 160. Amendement de M. Kluyskens.

Epuration civique (suite)

Discussion générale et vote des articles (15 février 1951).

In. — Discours de MM. Ancot, rapp. (qui demande que la proposition déposée à la Chambre et traitant le même objet soit retirée et qui expose les améliorations apportées au projet initial) et Kluyskens (qui propose de modifier l'article 3), pp. 821 et 822.

La discussion générale est close.

Art. 1er.

Adopté, p. 823.

Art. 2.

Observation de M. Moyersoen, m. j., p. 823. L'article 2 est adopté, p. 823.

Amendement de M. Kluyskens: Observation de M. Rolin, p. 824.

L'article est adopté avec l'amendement de M. Kluyskens.

Adoptés, p. 824.

Art. 4 et 5. Art. 6.

Observations de MM. Custers et Moyersoen, m. j., pp. 824

L'article 6 amendé est adopté, p. 825.

Art. 7, 8, 9,

Adoptés, p. 825.

Vote (21 février 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 105 voix contre 42 et 2 abstentions, p. 851.
Se sont abstenus : MM. Gillon et Vinois.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Estropiés et mutilés. — V. Assurances sociales.

Etrangers.

Projet de loi sur la police des étrangers.

Doc. - Nº 194. Rapport de M. Ronse.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 963 (6 mars 1951). Discussion générale (14 mars 1951).

Discours de MM. Ronse, rapp. (qui souligne les principes fondamentaux sur lesquels est basé le projet) et Moyersoen, m. j. (concernant les garanties accordées aux étrangers), pp. 1065 à 1067.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 mars 1951).

Texte proposé par la commission.

Art. 1er, 2 et 3.

Adoptés, p. 1067.

Art. 4.

Intervention de MM. Ronse et Dehousse, p. 1068. L'article 4 est adopté, p. 1068.

Art. 5.

Intervention de M. Moyersoen, m. j., et de M. Ronse, p. 1068. L'article 5 est adopté, p. 1068.

Art. 6 à 14.

Adoptés, pp. 1068 à 1070.

Intervention de M. Ronse, p. 1070. L'article 15 est adopté, p. 1070.

Adopté, p. 1070.

Vote (14 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 132 membres présents, p. 1099.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers.

Doc. — N° 45. Exposé des motifs et projet de loi. N° 55. Rapport de M. Ronse.

Dépôt du projet par M. Moyersoen, m. j., p. 141 (6 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 202 (12 décembre 1950). M. Ronse demande la discussion d'urgence, p. 203 (12 décembre 1950).

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1950-1951.

Etrangers (suite)

Discussion générale (14 décembre 1950).

Discours de M. Ronse, rapp. (qui propose l'adoption du projet).

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (14 décembre 1950).

L'article unique est adopté sans observation, p. 245.

Vote (14 décembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 148 voix contre 2.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers.

Doc. — N° 406. Rapport de M. Rolin. N° 422. Amendement de M. Vermeylen.

— Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1706 (3 juillet 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique (12 juillet 1951).

Discours de MM. Vermeylen (qui propose de substituer à la date du 31 mars 1952 celle du 31 décembre 1951), Ronse et Moyersoen, m. j. (qui demandent de ne pas adopter l'amendement présenté par M. Vermeylen, p. 1893.

La discussion générale est close.

L'article unique est adopté sans observation, p. 1893.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1939. S'est abstenu : M. Troclet.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Etrangers prisonniers politiques. — V. Guerre : Résistance.

Evadés de guerre. — V. Guerre.

Examens. - V. Administrations publiques.

Explosion de Tessenderlo. — V. Catastrophes et accidents.

Expositions internationales. — V. Affaires étrangères.

Expropriation. - V. Procédure civile.

Faits et actes juridiques. - V Occupation àllemande.

Fermeture des magasins. — V. Commerce et industrie.

Finances.

AVOIRS BLOQUÉS.

Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles.

Nº 388. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 396. Rapport de M. Schot. N° 413. Amendement de M. Dierckx.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).

Discussion générale (11 juillet 1951).

Discours de MM. Glineur (qui demande de débloquer les comptes de moins de 50,000 francs); baron de Dorlodot (qui justifie son vote négatif); Dierckx (qui examine la question du paiement de l'impôt sur le capital et qui défend son amendement); Bouilly (qui justifie son abstention); Coulonvaux (qui estime qu'il y aurait lieu d'établir des distinctions, non seulement quant à l'âge des intéressés, mais également quant à l'importance et l'origine des fonds bloqués), et Van Houtte, m. f. (qui expose la portée du projet et ses principales dispositions), pp. 1851 à 1855.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (11 juillet 1951).

Art. 1er.

L'article, ainsi que l'amendement de M. Dierckx sont réservés, p. 1856.

Finances. - AVOIRS BLOQUÉS (suite)

Art. 2.

Adopté, p. 1856.

Vote sur l'amendement de M. Dierekx et sur l'article 1et réservé (12 jvillet 1951).

L'amendement n'est pas adopté, p. 1913.

L'article 1er est adopté, p. 1913.

Vote (12 juillet 1951).

M. Coulonvaux motive le vote négatif de son groupe, p. 1934. L'ensemble du projet de loi est adopté par 100 voix contre 42 et 3 abstentions, p. 1934.

Se sont abstenus : Mme Ciselet, MM. Descampe et Moulin. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

BILLETS DE BANQUE.

Proposition de loi relative aux billets de banque perdus ou volés. Doc. - Nº 122. Proposition de M. Schot.

- Prise en considération. - Renvoi en commission, p. 664 (30 janvier 1951).

COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT.

Ann. — Transmission des résultats apparaissant dans le compte général de l'administration des finances établi pour l'année 1941 et transmis à la Cour des comptes en date du 2 décembre 1950, p. 514 (16 janvier 1951).

Projet de loi de finances pour l'exercice 1951.

Doc. — N° 70. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 71. Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 308 (19 décembre 1950).
 Dépôt du rapport par M. Van Laeys, p. 337 (20 décembre 1950).

Discussion générale (21 décembre 1950).

Discours de MM. Doutrepont (concernant : l'intitulé du projet, la liquidation de dépenses effectuées par des missions économiques et la pratique malsaine des crédits provisoires) et Van Houtte, m. f. (qui répond à M. Doutrepont), pp. 379 et 380.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 décembre 1950).

Les articles sont adoptés sans observations.

Vote (22 décembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 41 et 2 abstentions, p. 497.

Se sont abstenus : Mme Ciselet et le baron de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1951, et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1950.

. Doc. - Nº 215. Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — Transmis par la Chambre des representants. — Renvoi en commission, p. 1125 (15 mars 1951).
 Dépôt du rapport par M. Van Laeys, p. 1136 (20 mars 1951).

Discussion générale (21 mars 1951). Discours de MM. Doutrepont (qui proteste contre la méthode consistant à faire appel aux douxièmes provisoires) et Van Houtte, m. f. (qui répond à M. Doutrepont), pp. 1184 et 1185. La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 mars 1951). Les articles sont adoptés, p. 1185.

Vote (21 mars 1951).

MM. Motz, Hoste et le baron de Dorlodot justifient leur vote, p. 1218.

L'ensemble du projet est adopté par 87 voix contre 75 et 4 abstentions, p. 1218.

Se sont abstenus: MM. Ronse, De Bruyne (Edg.), le baron de Dorlodot et Mme Ciselet.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1951.

Doc. - Nº 275. Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1367 (29 mai 1951).

Finances. — COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT (suite)

Discussion générale (29 mai 1951).

Discussion generate (29 mai 1951).

Discours de MM. Doutrepont (qui regrette que le gouvernement doive à nouveau demander des crédits provisoires) et Taillard (qui justifie le vote négatif de son groupe), p. 1368.

La discussion générale est close.

Vote des articles (29 mai 1951).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1368.

Vote (29 mai 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 67 et 2 abstentions, p. 1380.

Se sont abstenus: Mme Ciselet et M. Moulin.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et rédui-sant certains crédits ouverts pour l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs.

c. — N° 307. Projet transmis par la Chambre des représentants N° 347. Rapport de M. Clynmans. N° 364. Amendements de M. Doutrepont.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1469 (12 juin 1951).
 Dépôt du rapport par M. Clynmans, p. 1562 (20 juin 1951).

Discussion générale (27 juin 1951).

Discours de MM. Doutrepont (qui déclare que le parlement est mis dans l'impossibilité d'exercer convenablement son contrôle et qui demande la suppression de deux articles) et Van Houtte, m. f. (qui donne le motif pour lequel le gouvernement est forcé de faire appel aux avances de trésorerie), pp. 1641-1644;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (27 juin 1951). Tableau.

Adopté, p. 1644.

Projet de loi.

Art. 1 à 5.

Adoptés, pp. 1644-1654.

Art. 6.

Observations de MM. Doutrepont et Van Houtte, m. f., p. 1654. Art. 7 à 20.

Adoptés, pp. 1654-1668.

Vote (12 juillet 1951.)

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 62 et 2 abstentions, p. 1934.

Se sont abstenus : Mme Ciselet et M. Descampe.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et rédui-sant certains crédits auverts pour l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs.

Doc. — n° 308. Projet transmis par la Chambre des représentants N° 347. Rapport de M. Clynmans.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1469 (12 juin 1951).

Dépôt du rapport par M. Clynmans, p. 1562 (20 juin 1951).

Discussion générale (27 juin 1951).

Discours de MM. Doutrepont (qui déclare que le parlement est mis dans l'impossibilité d'exercer convenablement son contrôle et qui demande la suppression de deux articles) et Van Houtte, m. f. (qui donne le motif pour lequel le gouvernement est forcé de faire appel aux avances de trésorerie), pp. 1641-1644

La discussion générale est close.

Discussion des articles (27 juin 1951).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, pp. 1668-1687.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 62 et 2 abstentions, p. 1934.

Se sont abstenus : Mme Ciselet et M. Descampe.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royai.

CONTROLE DES ENTREPRISES FINANCIÈRES.

Proposition de loi sur le contrôle des entreprises financières. Doc. - Nº 8. Proposition de M. Ronse.

Ann. - Dépôt de la proposition par M. Ronse, p. 10 (14 novembre 1950).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 270 (19 décembre 1950).

Finances (suite)

DÉCLARATION DE TITRES.

Proposition de loi modifiant l'arrêté ministériel du 18 janvier 1949 relatif à la déclaration tardive des titres belges et congolais détenus en Belgique.

Doc. — N° 11. Proposition du baron de Dorlodot.

N° 267. Rapport de M. Ronse.

Ann. — Dépôt de la proposition par le baron de Dorlodot, p. 28

(16 novembre 1950).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 41

(28 novembre 1950).

Discussion générale et rejet de l'article unique (29 mai 1951)

Discussion générale et rejet de l'article unique (29 mai 1951).

Discours du baron de Dorlodot (qui donne lecture de plusieurs lettres dans lesquelles des détenteurs de titres tardivement déclarés exposent leur situation), et de MM. Ronse, rapp. (qui fait remarquer qu'il existe une jurisprudence appliquée par le ministère lors de la déclaration tardive d'effets et qu'il n'y a aucune raison qui justifierait l'adoption de la proposition); Van Houtte, m. f. (qui déclare que dans le cadre des règles générales, l'administration fait preuve du maximum d'humanité et de tolérance), et Ancot (qui demande au ministre d'être très tolérant lors de l'examen des titres tardivement déclarés), pp. 1376 à 1379.

La discussion générale est close.

L'article unique est rejeté, p. 1379.

DETTE PUBLIQUE ET EMPRUNTS.

Projet de loi autorisant le ministre des finances à mettre à la disposition du Congo belge le produit d'un emprunt de 15,500,000 dollars des Etats-Unis, à contracter par l'Etat

belge.

Doc. — N° 415. Rapport de M. Vos.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).

Dépôt du rapport par M. Vos, p. 1810 (10 juillet 1951).

Discussion et vote des articles (12 juillet 1951).

Pas de discussion générale. Les articles sont adoptés sans observation, p. 1873

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 127 voix contre 3,

p. 1938. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

FINANCEMENT DES MISSIONS A L'ÉTRANGER.

Ann. — Transmission du rapport établi au 30 septembre 1950 concernant les opérations effectuées au moyen des fonds prélevés sur le Trésor pour le financement des achats effectués à l'étranger par la mission économique belge, p. 5!4 (16 janvier 1950).

Transmission du rapport, établi au 31 décembre 1950, concernant les opérations effectuées au moyen des fonds prélevés sur le Trèsor pour le financement des achats effectués à l'étranger par la mission économique belge, p. 869 (27 février 1951).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Exécution de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales (articles 20, alinéa 2, et 33, alinéa 2).

Doc. — N° 416. Rapports du ministre de l'intérieur.

FONDS D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE.

Ann. — Transmission du compte des operations du l'ones d'auto-tissement de la dette publique pour l'année 1949, p. 1709 (3 juillet 1951). - Transmission du compte des opérations du Fonds d'amor-

O. M. A.

— Tranmission du rapport sur l'activité de l'Office d'aide mutuelle (en liquidation) au cours de l'année 1950, p. 1248 (24 avril 1951).

Fonds de commerce. - V. Droit civil.

Fonds spécial des grands travaux. - V. Travaux publics.

Force aérienne. - V. Armée.

Force navale. — V. Armée.

Forces d'occupation en Allemagne. - V. Affaires étrangères.

Froment. — V. Motions d'ordre : Bouilly. V. aussi : Motions d'ordre : d'Aspremont Lynden.

Fusion d'associations. - V. Droit civil.

Garantie des ouvrages en métaux précieux. — V. Affaires étrangères : Impôts.

Gardes assermentés. — V. Assurances sociales.

Gendarmerie. — V. Armée. V. aussi : Budgets.

Guerre.

Projet de 40i portant liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944.

Doc. - Nº 395. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 412. Rapport de M. De Smet (P.).

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).
 Dépôt du rapport par M. P. De Smet, p. 1810 (10 juillet 1951).

Discussion générale et vote des articles (12 juillet 1951). Discours du baron de Dorlodot (qui justifie son vote négatif),

p. 1874. La discussion générale est close. Les articles sont adoptés sans observations, p. 1874.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 121 voix contre 4 et 5 abstentions, p. 1939.

Se sont abstenus : MM. Custers, De Winter, Leemans, Van Hemelryck et Ancot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

AGENTS DE RENSEIGNEMENTS ET D'ACTION.

Proposition de loi complétant l'arrêté-loi du 16 février 1946 relatif aux agents de renseignements et d'action.

Ann. - Retrait de la proposition (21 juin 1951).

Projet de loi autorisant le cumul du traitement dû aux agents de renseignements et d'action avec les avantages découlant du statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit.

c. — N° 244. Exposé des motifs et projet de loi. N° 322. Rapport de M. Rassart

Ann. — Dépôt du projet par le colonel De Greef, m. d. n., p. 1248 (24 avril 1951).

Dépôt du rapport par M. Rassart, p. 1472 (12 juin 1951).

Discussion générale et vote des articles (21 juin 1951).

Discours de M. Allard (qui retire la proposition qu'il avait déposée pour régler la même question), p. 1592. La discussion générale est close. Les articles sont adoptés, p. 1592.

Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1617. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

CHEVRONS DE FRONT.

Proposition de loi tendant en matière d'octroi de rentes de chevrons de front, à permettre la liquidation d'arrièrés dus aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 des régions de l'est.

Doc. - Nº 187. Proposition de M. Pontus.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Pontus, p. 986 (7 mars 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1228 (19 avril 1951).

Proposition de loi accordant une rente aux anciens combattants ressortissants d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith.

Doc. — N° 188. Proposition de M. Pontus.

— Dépôt de la proposition par M. Pontus, p. 986 (7 mars 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1228 (19 avril 1951).

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de chevrons de front et des rentes y attachées.

Doc. — N° 245. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 360. Rapport de M. Godin.

Ann. — Dépôt du projet par le colonel De Greef, m. d. n., p. 1248 (24 avril 1951).

Dépôt du rapport par M. Godin, p. 1609 (26 juin 1951). Pas de discussion générale.

Discussion et vote de l'article unique (3 juillet 1951). L'article unique est adopté sans observations, p. 1709.

Guerre. - CHEVRONS DE FRONT (suite)

Vote (3 juillet 1951). L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 143 membres présents, p. 1722. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi complétant la loi du 25 août 1919 relative aux chevrons de front pour les militaires de la force publique du Congo belge pendant la période 1914-1918.

Doc. - Nº 356. Rapport de M. Machtens.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 590 (23 janvier 1951).

Pas de discussion générale.

Discussion et vote des articles (27 juin 1951). Les articles sont adoptés sans observations, p. 1638.

Vote (27 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents, p. 1690. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

DÉPORTÉS.

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

c. — N° 370. Rapport de M. Meunier. N° 383. Amendements de M. Custers. N° 418. Amendements de MM. Moulin et consorts.

Ann. - Ajournement, p. 1780 (5 juillet 1951).

Renvoi en commission (12 juillet 1951).

M. Meunier, rapp., propose le renvoi en commission, p. 1905.
Observations de MM. De Boodt, m. r., Moulin, Custers, Coulonvaux, Hanquet et Doutrepont (concernant la proposition de renvoi en commission), pp. 1905 et 1906.
La proposition de renvoi en commission est adoptée par 86 voix contre 68 et 2 abstentions, p. 1906.
Se sont abstenus: MM. Descampe et Struye.

DISPOSITIONS EXCEPTIONNELLES.

Proposition de loi concernant la suppression ou l'adaptation de diverses dispositions exceptionnelles prises depuis le 4 septembre 1944 à l'égard d'actes accomplis durant la guerre, ainsi qu'à la réduction des peines ou sanctions prises ou prononcées depuis cette date, à la peine qui était applicable dans le royaume au moment des faits.

Doc. - Nº 334. Proposition de M. De Winter.

m. — Dépôt de la proposition par M. De Winter, p. 1517 (14 juin 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1780. (5 juillet 1951). Observations de MM. Bouilly et Harmegnies, p. 1780.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES.

Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de l'Yser.

Doc. — N° 335. Exposé des motifs et projet de loi. N° 352. Rapport de M. Tobback.

Ann. — Dépôt du projet par le colonel De Greef, m. d. n., p. 1517 (14 juin 1951).
Dépôt du rapport par M. Tobback, p. 1590 (21 juin 1951).
Pas de discussion générale.

Discussion et vote de l'article unique (27 juin 1951). L'article unique est adopté sans observation, p. 1638.

Vote (27 juin 1951).
L'ensemble du projet de loi est adopté par 134 voix et 1 abstention, p. 1691.
S'est abstenu : M. Gillon.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

DOMMAGES DE GUERRE.

Projet de loi modifiant les dispositions en matières de procédure et de priorités de la loi du 1er octobre 1947, relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

Doc. - Nº 195. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 211. Rapport de M. Ronse.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1037 (13 mars 1951). Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1204 (21 mars 1951).

Discussion générale et vote des articles (19 avril 1951).

Discours de MM. Ronse, rapp. (qui expose la portée du projet et qui souligne les grandes modifications en ce qui concerne les attributions des directions provinciales); De Boodt, m. r.

Guerre. — Dommages de guerre (suite)

(qui fait remarquer que le projet tend à rendre la procédure plus simple, sans nuire aux intérêts des sinistrés, souligne les améliorations apportées à la législation sur les dommages de guerre et déclare qu'il déposera un second projet tendant à une réforme approfondie de la loi sur les dommages de guerre); Missiaen (qui demande d'appliquer le système mis en vigueur après 1914-1918); Van Steenberge (qui demande d'activer la liquidation des dossiers et demande s'il n'est pas possible de donner un statut aux agents temporaires du département de la reconstruction); et Gillon (qui espère que la loi sur les dommages de guerre sera remaniée profondément), pp. 1228 à 1231.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés avec les amendements de la commission aux articles 16 et 18 de l'article premier, pp. 1231 à 1237.

Vote (26 avril 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 141 voix et 1 abstention, p. 1286. S'est abstenu : M. Clynmans. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi établissant un privilège en faveur des créances de dommages-intérêts, des victimes de crimes de guerre et de leurs ayants droit.

Doc. — N° 229, 110,111 tants.
N° 299, Rapport de M. Kluyskens.
N° 299 (10 avril - Nº 229. Projet transmis par la Chambre des représen-

— Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1226 (19 avril 1951).

Discussion générale et vote des articles (26 juin 1951).

Discussion generate et vote des articles (20 Juni 1931).

Discours de M. Kluyskens, rapp. (qui souligne l'importance du projet), p. 1609.

Observations de MM. Coulonvaux, Kluyskens et Moyersoen, m. j. (concernant le principe de la non-rétroactivité), pp. 1609-1610.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés, p. 1610.

Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1617. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Proposition de loi établissant un statut des évadés de guerre. Doc. - Nº 182. Proposition de M. Allard.

n. — Dépôt de la proposition par M. Allard, p. 960 (6 mars 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1228 (19 avril 1951).

ŒUVRE NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS, DÉPORTÉS ET PRISON NIERS POLITIQUES.

Projet de loi étendant aux anciens combatiants, aux résistants, aux prisonniers politiques, aux réfractaires et aux déportes pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, l'application de la loi du 15 mars 1938, instituant l'Œuvre nationale des anciens combattants, déportés et prisonniers politiques de la guerre 1914-1918.

Doc. — N° 83. Projet amendé par la Chambre des représentants.
 N° 179. Rapport de M. M. Servais.

Ann. — Projet amendé transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 372 (21 décembre 1950).

Discussion générale (13 mars 1951). Discours de M. De Boodt, m. r. (concernant la mission de l'O. N. A. C.), p. 1048. La discussion générale est close.

Discussion des articles (13 mars 1951.) Les articles sont adoptés, pp. 1048 à 1051.

Vote (14 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 132 membres présents, p. 1099. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi relatif aux opérations de prêts à faire aux bénéficiaires de l'Œuvre nationale des invalides de guerre, de l'Œuvre nationale des orphelins, veuves et ascendants des victimes de la guerre et de l'Œuvre nationale des anciens combattants, déportés et prisonniers politiques.

Doc. — N° 61. Amendements du gouvernement. N° 152. Amendement du gouvernement. N° 184. Rapport de Mmc Lehoucq.

Ann. - Dépôt du rapport par Mme Lehoucq, p. 1007 (8 mars 1951).

Guerre. — O. N. I. G. (suite)

Discussion générale (13 mars 1951).

Discours de MM. De Boodt, m. r. (qui expose la portée du projet), p. 1051.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 mars 1951).

Les articles sont adoptés, pp. 1052 et 1053.

Vote (14 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 132 membres présents, p. 1099. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

O. R. A. F.

Projet de loi prorogeant l'existence de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires.

- Nº 114. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 159. Rapport de M. Godin.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 590 (23 janvier 1951).
 Dépôt du rapport par M. Godin, p. 805 (15 février 1951).

Discussion générale et vote de l'article unique.

(14 mars 1951).

Discours du baron de Dorlodot (qui demande sous quelle forme fonctionne l'Office d'aide et demande de remédier à certaines injustices commises à l'égard de femmes et d'enfants de militaires), p. 1093.

La discussion générale est close.

L'article unique est adopté, p. 1093.

Vote (14 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 132 membres présents, p. 1099. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

ORPHELINS DE GUERRE.

Projet de loi relatif à l'instruction gratuite des orphelins de guerre au sens des lois sur les pensions de réparation.

Doc. - Nº 419. Rapport de M. Vreven.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1706 (3 juillet 1951).
 Dépôt du rapport par M. Vreven, p. 1848 (11 juillet 1951).

Discussion générale et vote des articles (12 juillet 1951).

Observation de M. Missiaen, p. 1898. La discussion générale est close. Les articles sont adoptés, p. 1898.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix et 1 abstention, p. 1941.

S'est abstenu: M. Ancot.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

PRISONNIERS POLITIQUES.

Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1er, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.

Doc. - Nº 274. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet par M. De Boodt, m. r., p. 1336 (22 mai 1951).

RÉSISTANCE.

Projet de loi relatif à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine.

Doc. - Nº 15. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet par M. De Boodt, m. r., p. 41 (28 novembre 1950).

Projet de loi relatif à l'introduction des demandes pour le bénéfice des statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des étrangers prisonniers politiques, des résistants par la presse clandestine, des résistants civils, des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, et organisant la reconnaissance à titre posthume de la qualité de résistant par la presse clandestine, de résistant civil, de réfractaire et de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

Doc. — N° 255. Exposé des motifs et projet de loi. N° 342. Rapport de M. M. Servais.

Guerre. — RÉSISTANCE (suite)

n. — Dépôt du projet par M. De Boodt, m. r., p. 1299 (2 mai 1951).
 Dépôt du rapport par M. M. Servais, qui demande de discuter le projet d'urgence, p. 1542 (19 juin 1951).

Discussion générale et vote des articles (21 juin 1951).

Discours de M. De Boodt, m. r. (qui expose la portée du pro-jet), p. 1590.

La discussion générale est close. Les articles sont adoptés, p. 1591.

Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1617. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi modifiant l'article 2, 3°, de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946, organisant le statut des résistants civils et des réfractaires.

Doc. - Nº 427. Proposition de M. Uselding.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Uselding, p. 1820 (10 juil-let 1951).

SÉCURITÉ INTERNATIONALE.

Projet de loi autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation, aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Doc. — N° 82. Exposé des motifs et projet de loi.
 N° 239. Rapport de M. Godin.
 N° 252. Sous-amendements de M. Kluyskens aux amendements de la commission.
 N° 253. Amendement de M. Ancot.

Ann. — Dépôt du projet par M. le colonel De Greef, m. d. n., p. 346 (20 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. Godin, p. 1289 (26 avril 1951).

Discussion générale (2 mai 1951).

Discours de M. Godin, rapp. (qui fait remarquer que le projet vise à assimiler les militaires combattant sous les drapeaux des Nations unies, aux combattants de l'armée de 1940-1945), pp. 1302 et 1303. pp. 1302 et 1303. La discussion générale est cloce.

Discussion des articles (2 mai 1951).

Art. 1er.

Adopté, p. 1303.

Art. 2. Amendement de la commission et sous-amendement de M. Kluys-

Observations de MM. Kluyskens, Ancot et Van Remoortel, pp. 1303 et 1304.

L'amendement de la commission, sous-amendé par M. Kluyskens est adopté, p. 1305.

Amendement de M. Ancot:
Observations de MM. Ancot et Rolin, p. 1306.
L'amendement est adopté, p. 1306.
L'article 2 amendé est adopté, p. 1306.

Art. 3.

Adopté, p. 1305.

Art. 3bis (nouveau).

Observations de M. Kluyskens, pp. 1305 et 1306. L'amendement de la commission, sous-amendé par M. Kluys-kens, est adopté, p. 1306. L'article 3bis amendé est adopté, p. 1306.

Art. 3ter (nouveau).

L'amendement de la commission tendant à ajouter un arti-cle 3ter est adopté, ainsi que l'article 3ter, p. 1306.

Art. 4.

Adopté, p. 1306.

Vote (2 mai 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix contre 2, p. 1309.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

SÉQUESTRES.

Projet de loi relatif au sequestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands.

Doc. — N° 372. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 394. Rapport de M. Vermeylen.
 Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1706 (3 juillet 1951).

Guerre. - Séquestres (suite)

Discussion générale (11 juillet 1951).

Discours de M. Dehousse (qui propose d'ajourner le projet), p. 1842.

Discours de M. Dehousse (qui propose d'ajourner le projet), p. 1842.
Intervention de MM. Vermeylen, rapp., Van Houtte, m. f., Kluyskens, Buisseret et Rolin (concernant la proposition d'ajournement), pp. 1842 à 1844.
Discours de MM. Van Laeys (qui demande si ce qui est appliqué en vertu de cette loi en faveur de la veuve ou de la femme de l'ennemi, ne peut être opposé contre des tierces personnes); Vermeylen (qui répond à M. Kluyskens); Kluyskens (qui déclare ne pouvoir se rallier au principe qui se trouve à la base du projet); Machtens (concernant : la valeur attribuée au Deutsche Mark pour le remboursement des créances allemandes en Belgique et le remboursement de la créance belge sur la Banque d'Emission); baron de Dorlodot (qui déclare que le projet viole le droit constitutionnel et le droit international); Buisseret (qui demande des renseignements concernant la marge des disponibilités au-dessus des sommes déja récupérées par la Belgique et concernant l'application de l'accord de Paris et qui déclare que le projet viole les droits du pouvoir judiciaire); Rolin (qui déclare que le projet soulève une série de questions juridiques); Doutrepont (concernant le contrôle parlementaire sur la gestion de l'Office des séquestres); Vermeylen (qui fait remarquer que le projet vise simplement l'exécution de l'accord de Paris et parle du taux de conversion à appliquer aux opérations en général et des sommes à verser au pool interallié des réparations), et Van Houtte, m. f. (qui souligne qu'il s'agit d'une liquidation au profit de la communauté belge), pp. 1844 à 1850.
Observation de M. Vermeylen, p. 1851.

Reprise de la discussion générale (12 juillet 1951).

Reprise de la discussion générale (12 juillet 1951).

Discours de MM. Buisseret (qui rappelle la position de la question au point de vue de la répartition internationale et qui estime que la structure du projet doit être remaniée);
Dehousse (concernant : le fonctionnement du séquestre et le sort réservé aux ouvriers belges ayant subi pendant la guerre des dommages corporels), pp. 1915 à 1917.

M. Dehousse propose d'ajourner ce projet, p. 1917.

Discours de MM. Van Houtte, m. f. (qui s'oppose à l'ajournement du projet, affirme que les récupérations qui se feront sur la base de ce projet iront intégralement à la communauté belge et expose les grandes lignes 'u système de liquidation des séquestres allemands); Vermeylen, rapp. (qui estime qu'il vy a pas lieu de remettre le vote du projet, parce que la communauté belge en pâtirait) et Schot (qui déclare qu'il est inopportun d'ajourner le projet), pp. 1918 à 1921.

La proposition d'ajournement n'est pas adoptée.

La proposition d'ajournement n'est pas adoptée.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (12 juillet 1951).

Art. 1er.

Intervention de MM. Rolin, Van Houtte, m. f., Vermeylen et Kluyskens, pp. 1921 à 1923. L'article 1° est adopté, p. 1923.

Adopté, p. 1923.

Art. 2.

Art. 3. Intervention de MM. Van Laeys et Vermeylen, p. 1923. L'article est adopté, p. 1923.

Art. 4 à 8.

Adoptés, pp. 1923 et 1924.

Art. 9.

Intervention de MM. Rolin, Van Houtte, m. f., et Vermeylen, pp. 1924-1925. L'article est adopté, p. 1925.

Art. 10 et 11.

Adoptés, p. 1925.

Art. 12.

Intervention de M. Van Laeys, p. 1925. L'article est adopté, p. 1926.

Art. 13.

Adopté, p. 1926.

Art. 14.

Intervention de M. Rolin, p. 1926. L'article est adopté, p. 1926.

Art. 15.

Adopté, p. 1926.

Art. 16.

Intervention de MM. Rolin, Van Houtte, m. f., Buisseret et Vermeylen, p. 1927.
L'article est adopté.

Guerre. - SÉQUESTRES (suite)

Art. 17 à 19.

Adoptés, p. 1927.

Art. 20.

Intervention de MM. Pontus, Vermeylen et Van Houtte, m. r., p. 1928. L'article 20 est adopté, p. 1928.

Art. 21 à 23.

Adoptés, p. 1928.

Art. 24.

Intervention de MM. Rolin et Vermeylen, p. 1929. Adopté, p. 1929.

Art. 25 à 30.

Adoptés, pp. 1929 et 1930.

Art. 31.

Intervention de MM. Van Laeys et Vermeylen, pp. 1930 et 1931. L'article est adopté, p. 1931.

Art. 32 à 34.

Adoptés, p. 1931.

Art. 35.

Intervention de MM. Van Houtte, m. f., et Rolin, p. 1931. L'article est adopté, p. 1931.

Art. 36 et 37.

Adoptés, p. 1931.

Art. 38.

Intervention de MM. Rolin et Van Houtte, m. f., pp. 1932 et 1933 L'article est adopté, p. 1933.

Art. 39 à 41.

Adoptés, p. 1933.

Art. 42.

Intervention de MM. Doutrepont et Van Houtte, m. f., p. 1933. Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 87 voix contre 50 et 8 abstentions, p. 1935.
Se sont abstenus : Mme Ciselet, MM. Crommen, De Bruyne (Victor), Descampe, Kluyskens, Rolin, Vos et Struye.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Habitations.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948, en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. Doc. - Nº 167. Rapport de M. Neels.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 372 (21 décembre 1950).
 Dépôt du rapport par M. Neels, p. 852 (21 février 1951).

Discussion générale (13 mars 1951).

Discussion générale (13 mars 1951).

Discours de MM. Vergeylen (qui demande de rétablir l'équilibre entre la construction d'habitations par l'entremise de l'initiative privée et la construction d'habitations par l'entremise de sociétés de construction); De Taeye, m. s. p. (qui attire l'attention sur les difficultés relatives à la politique du logement et sur les efforts faits par le gouvernement en ce qui concerne cette politique); Verbert (qui fait remarquer que la construction collective a été arrêtée et donne les motifs pour lesquels son groupe s'abstiendra); Jespers (qui souligne le succès de la loi De Taeye et qui demande de renforcer le rythme de l'octroi des subsides); Warnant (qui déclare que les dispositions restrictives de la Caisse d'Epargne rendent les opérations des sociétés de crédit très difficiles), et Behogne, m. tr. p. (concernant l'administration de l'urbanisme et les sommes engagées pour l'équipement des nouvelles cités construites en application de la loi Brunfaut), pp. 1053 à 1058. La discussion générale est close. La discussion générale est close.

Discussion des articles (13 mars 1951).

Les articles sont adoptés, p. 1058.

Vote (14 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 92 voix et 45 abstentions,

'ensemble du projet est adopté par 92 voix et 45 abstentions, p. 1098.
e sont abstenus: MM. Chot, Clays, Craeybeckx, Crommen, Debaise, De Block, De Bruyne (Victor), De Groote, Dehousse, Delmotte, Delor, De Nauw, Desmet (Louis), Dhondt, Doutrepont, Duterne, Goossens, Harmegnies, Knops, Lacroix, Laurens, Machtens, Matagne, Rassart, Remson, Roelandts, Rolin, Rolland, Spreutel, Van Belle, Vandermeulen, Mme Vandervelde, MM. Van Eyndonck, Van Hooveld, Van Remoortel, Verbert, Vergeylen, Vermeylen, Versieren, Vos, Wijn, Allard, Beaucarne, Beulers et Briot.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Habitations (suite)

CLASSES MOYENNES.

Proposition de loi en que de favoriser la construction d'habitations moyennes.

Doc. - Nº 121. Proposition de M. Schot.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 664 (30 janvier 1951).

Renvoi à la commission des finances, p. 1333 (22 mai 1951).

SINISTRÉS.

Projet de loi relatif à l'aliénation de maisons construites pour sinistrés.

Doc. - Nº 84. Rapport de M. Godin.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (1er février 1951).

Les articles sont adoptés, p. 717.

Vote (1er février 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 134 voix et 1 abstention, p. 732.

S'est abstenu : le baron de Dorlodot.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES HABITATIONS ET LOGEMENTS A BON MARCHÉ. Ann. — Transmission du bilan et du rapport du conseil d'administration pour l'exercice social 1949, p. 514 (16 janvier 1951).

Transmission du bilan et du rapport du conseil d'administration pour l'exercice social 1950, p. 1810 (10 juillet 1951).

Société nationale de la petite propriété terrienne.

Ann. — Transmission du bilan et du rapport du conseil d'adm-nistration pour l'exercice 1949, p. 515 (16 janvier 1951).
 Transmission du rapport du conseil d'administration pour l'exercice 1950, p. 1392 (22 mai 1951).

Honoraires des avocats. — V. Organisation judiciaire : Avocats.

1

Immunité parlementaire. — V. Motions d'ordre : Coulonvaux.

Importation de bétail. - V. Interpellations : Bouilly.

Impôt sur le capital. — V. Affaires étrangères. V. aussi : Impôts.

Impôts.

BÉNÉFICES EXCEPTIONNELS.

Proposition de loi modifiant la loi du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

Doc. - Nº 18. Proposition de M. Buisseret.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Buisseret, p. 50 (28 novembre 1950). Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 197 (12 décembre 1950).

DOUANES ET ACCISES.

Projet de loi abolissant le droit d'accise sur les allumettes, les appareils d'allumage, l'acide acétique et les vinaigres.

c. — N° 68. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 129. Rapport de M. Mullie.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 269 (19 décembre 1950).
 Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 641 (25 janvier 1951).

Discussion générale (1er février 1951).

Discours de MM. Mullie, rapp. (qui donne la raison pour laquelle le projet a été rejeté en commission); Schot (qui justifie son abstention au vote en commission et estime qu'il ne peut y avoir d'engagement dans le domaine international), et Van Houtte, m. f. (qui explique pourquoi le gouvernement a mis en vigueur le nouveau régime avant que le parlement se soit prononcé), pp. 722 et 723.

La discussion générale est close.

Impôts. - DOUANES ET ACCISES (suite)

Discussion des articles (1er février 1951).

Les articles sont adoptés, pp. 723 et 724.

Vote (1er février 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 134 voix et 1 abstention,

p. 732. S'est abstenu : le baron de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée.

Doc. - Nº 128. Rapport de M. Mullie.

 m. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 269 (19 décembre 1950).
 Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 641 (25 janvier 1951).
 Pas de discussion générale. Ann. -

Voie de l'article unique (1er février 1951).

L'article est adopté, p. 724.

Vote (1er février 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 134 voix et 1 abstention,

p. 732. S'est abstenu : le baron de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi portant ratification d'un arrêté du Régent relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. - Nº 130. Rapport de M. Mullie.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 269 (19 décembre 1950).

Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 641 (25 janvier 1951).

Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (1er février 1951). L'article est adopté, p. 725.

Vote (1er février 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 134 voix et 1 abstention.

p. 732. S'est abstenu : le baron de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Proposition de loi tendant au remboursement par l'Etat des amendes indûment perçues par le fisc sur les planteurs de tabacs au cours des dernières années.

Doc. - Nº 136. Proposition de M. Moulin.

- Dépôt de la proposition par M. Moulin, p. 673 (30 jan-Ann. vier 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 806 (15 février 1951).

Projet de loi concernant les accises.

Doc. — N° 142. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 190. Rapport de M. Mullie.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 754 (6 février 1951).
 Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 1024 (8 mars 1951).

Discussion générale (14 mars 1951).

Voir la discussion du projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950.

Discussion des articles (14 mars 1951).

Art. 1er à 24.

Adoptés, pp. 1080 à 1086.

Art. 25.

Observations de MM. Schot et Mullie (concernant le régime de l'alcool), p. 1086. L'article 25 est adopté, p. 1086.

Art. 26 à 38.

Adoptés, pp. 1086 à 1089.

Art. 39

Observation de M. Mullie p. 1090. L'article est adopté, p. 1090.

Art. 40 à 51.

Adoptés, pp. 1090 à 1093.

Vote (14 mars 1951).

Le baron de Dorlodot et MM. Coulonvaux, Van Steenberge et Rolin motivent leur vote, p. 1097.
L'ensemble du projet est adopté par 80 voix contre 12 et 48 abstentions, p. 1097.

Impôts. — DOUANES ET ACCISES (suite)

Se sont abstenus: MM. Chot, Clays, Craeybeckx, Crommen, Debaise, De Block, De Bruyne (Victor), baron de Dorlodot, De Groote, Dehousse, Delmotte, Delor, De Nauw, Desmet (Louis), Dhondt, Doutrepont, Duterne, Goossens, Harmegnies, Knops, Lacroix, Lapaille, Laurens, Ledoux, Machtens, Matagne, Pontus, Rassart, Remson, Roelandts, Rolin, Rolland, Spreutel, Van Belle, Vaudermeulen, Mme Vandervelde, MM. Van Eyndonck, Van Hooveld, Van Remoortel, Verbert, Vergeylen, Vermeylen, Versieren, Vos, Wijn, Beaucarne, Beulers et Briot. Vergeylen, Vermeylen, Versieren, Vos, Wijn, Beulers et Briot. Le projet sera soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée;

Projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée;

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée;

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée;

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. - Nº 260. Rapport de M. Mullie.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1187 (21 mars 1951). Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 1299 (2 mai 1951). Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (29 mai 1951).

Pour chacun des cinq projets l'article unique est adopté sans observation, pp. 1370-1371.

Vote (7 juin 1951).

Les cinq projets sont adoptés par 138 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1452.

S'est abstenu : le baron de Dorlodot.

Les projets sont soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi concernant les douanes et accises.

Doc. - Nº 294. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 329. Rapport de M. Mullie.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1397 (5 juin 1951). Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 1510 (14 juin 1951).

Pas de discussion générale.

Vote des articles (19 juin 1951).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1550.

Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1618,
S'est abstenu : le baron de Dorlodot.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 mars 1951 relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. - N° 393. Rapport de M. Mullie.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).
 Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (11 juillet 1951).

Adopté, p. 1840. Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix et 4 abstentions, p. 1937.

Se sont abstenus : le baron de Dorlodot, MM. Glineur, Taillard et Boulanger.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

IMPOT SUR LE CAPITAL

Proposition de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 élablissant un impôt sur le capital.

Doc. - Nº 17. Proposition de M. Buisseret.

n. — Dépôt de la proposition par M. Buisseret, p. 50 (28 novembre 1950).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 197 (12 décembre 1950). Ann. -

Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital.

Doc. — N° 22. Rapport de M. P. De Smet. N° 28. Amendement de M. Schot.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 6 (14 novembre 1950).

Dépôt du rapport par M. P. De Smet, p. 57 (29 novembre 1950).

Impôts. - IMPÔT SUR LE CAPITAL (suite)

Discussion générale (30 novembre 1950).

Discussion générale (30 novembre 1950).

Discours de MM. P. De Smet, rapp. (qui demande au ministre de déclarer que les contre-propositions des contribuables atteignant trois fois la valeur de 1939 seront admises sans difficulté); Van Laeys (qui demande que la restitution de l'impôt indûment perçu se fasse d'une façon logique), le baron de Dorlodot (qui estime qu'on a exagéré l'estimation des valeurs mobilières et des immeubles et que le rendement des impôts frappant les bénéfices provenant des fournitures faites à l'ennemi est insuffisant et qui aborde la question de l'évaluation des titres de sociétés); Van Houtte, m. f. (qui expose la portée du projet); Schot (qui demande que l'administration des contributions' use de circonspection et de modération et que le délai soit prorogé pour les contribuables ayant introduit tardivement une réclamation), et Van Houtte, m. f. (qui invite le Sénat à rejeter l'amendement de M. Schot), pp. 76 à 79.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (30 novembre 1950).

Art. 1, 2, 3 et 4.

Adoptés, p. 79.

Art. 5.

Amendement de M. Schot tendant à ajouter un article 5: Intervention de MM. Schot, Van Houtte, m. f., Vermeylen et Ancot, p. 79 et 80.

L'amendement de M. Schot est rejeté par 109 voix contre 25 et 3 abstentions.

Se sont abstenus : MM. Van Laeys, Custers et Doutrepont.

Vote (30 novembre 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 133 voix contre 4, p. 81. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

IMPOTS DIRECTS.

Projet de loi modifiant les articles 72 et 73 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Doc. - Nº 13. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 23. Rapport de M. Ronse. N° 29. Amendement de M. Ancot.

— Dépôt du projet par M. Van Houtte, m. f., p. 42 (28 novembre 1950).

Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 60 (29 novembre 1950).

Discussion générale (5 décembre 1950).

Discours de M. Ronse, rapp. (qui déclare que le projet constitue un pas en avant dans la bonne voie parce qu'il met fin au régime de l'hypothèque occulte); Van Laeys (qui estime que le projet n'apporte aucune modification pratique puisque l'Etat possède priorité sur l'inscription hypothècaire) et Ancot (qui déclare que le projet n'apporte aucune modification et qui traite de i'origine de l'hypothèque légale de l'Etat en matière d'impôts), pp. 98 à 101.

Discours de MM. Ancot (qui attire l'attention sur quelques

l'Etat en matière d'impôts), pp. 98 à 101.

Discours de MM. Ancot (qui attire l'attention sur quelques situations insolubles créées par le projet et demande le renvoi en commission); Schot (qui estime que tous les inconvénients et tous les effets nocifs de l'hypothèque légale et du privilège subsistent en matière fiscale); Vreven (qui déclare que le projet améliore sensiblement la situation existante et demande que l'on fasse bienfôt disparaître complètement et le privilège et l'hypothèque légale); Van Houtte, m. f. (qui rappelle l'origine de l'hypothèque légale du Trésor et expose le but du projet) et Vreven (qui propose une modification au § 2 de l'art. 2), pp. 114 à 119.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (5 décembre 1950).

Art. 1er.

Adopté, p. 120.

Art. 2.

L'amendement de M. Ancot est adopté, p. 121. L'article 2 amendé est adopté, p. 121.

Art. 3 et 4.

Adoptés, p. 121.

Vote (7 décembre 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 127 voix contre 4, p. 170. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi modifiant les sûretés en matière d'impôts.

Doc. - N° 99. Proposition de M. Ancot.

- Dépôt de la proposition par M. Ancot, p. 115 (5 décem-Ann. bre 1950).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 591 (23 janvier 1951).

Impôts. — IMPÔTS DIRECTS (suite)

Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la captri-bution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948.

- Nº 133. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 162. Rapport de M. Ronse.
N° 163. Amendements de M. Buisseret.
N° 164. Amendement de M. Harmegnies et consorts.
N° 166. Amendements de M. Clynmans.
N° 171. Amendements de M. Buisseret.
N° 172. Amendements de M. Buisseret.
N° 175. Amendements de M. Schot.
N° 176. Amendements de M. Schot.
N° 177. Amendements de M. Schot.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 664 (30 janvier 1951).
 Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 852 (21 février 1951).

Discussion générale (27 février 1951).

Discussion de mandes réformes proposées par le projet; P. De Smet (concernant l'aspect du projet du point de vue économique); Harmegnies (qui estime que le projet n'instaure pas l'égalité fiscale et que rien n'est fait en faveur des petites gens, parle de l'impôt sur les revenus des conjoints et de la contribution foncière, déclare que le projet a une répercussion défavorable sur les finances communales, demande des précisions en ce qui concerne la revision cadastrale et démande ce que le gouvernement compte faire avec les bénéfices anormaux réalisés pendant la période en cours); Van Houtte, m. f. (concernant les dégrèvements prévus par le projet); Clynmans (qui déclare que le projet apporte une répartition équitable des charges fiscales, demande de ne pas faire une discrimination entre l'affaire gérée par une seule personne et la société et expose la portée de ses amendements); Schot (qui donne les raisons pour lesquelles on n'a pu encore rédiger un code des impôts sur le revenu et parle de la charge des impôts et de leur perception); le baron de Dorlodot (qui défend son amendement relatif à l'impôt foncier); Buisseret (qui souligne en quoi le projet se rapproche du projet Liebaert et qui expose les divergences au sujet desquelles il ne peut marquer son accord), et Van Houtte, m. f. (qui expose l'urgence et la portée des modifications constituent le point de départ d'une réforme générale des impôts), pp. 874 à 889.

La discussion générale est close. La discussion générale est close.

Discussion des articles (28 février 1951).

Art. 1er.

Observations de MM. Harmegnies, Van Laeys, Do Vermeylen et Van Houtte, m. f., pp. 893 à 895. L'article 1er est adopté, p. 895. Doutrepont,

Art. 2.

Observation de M. Van Laeys, p. 895. L'article est adopté, p. 895.

Art. 3.

Adopté, p. 895.

Art. 4.

Amendement de MM. Doutrepont et Lacroix: Intervention de MM. Doutrepont, Allewaert et Van Houtte, m. f. (concernant le calcul du minimum exonéré et la réduction de l'impôt pour charge de famille), pp. 896 à 898. L'amendement n'est pas adopté. L'article est adopté, p. 898.

Art. 5 et 6.

Adopté, p. 898.

Art. 7.

Amendement de M. Buisseret et consorts : Intervention de MM. Buisseret et Van Houtte, m. f. (concernant les charges professionnelles), pp. 898 et 899.

Observation de M. Hody, p. 900. L'amendement est retiré.

Art. 7bis.

Amendement de M. Buisseret tendant à insérer un article 7bis : Intervention de MM. Buisseret, Ronse, Schot et Van Houtte, m. f., pp. 900 et 901. L'amendement n'est pas adopté, p. 901.

Art. 8.

Adopté, p. 901.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1950-1951.

Impôts. - IMPÔTS DIRECTS (suite)

Art. 9.

Intervention de MM. Schot et Van Houtte, m. f. (en ce qui concerne le sort réservé, au point de vue fiscal, à l'indemnité de réquisition ou d'expropriation), p. 902 L'article est adopté, p. 902.

Art. 9bis.

Amendement de M. Clynmans tendant à insérer un article 9bis : Intervention de MM. Clynmans, Van Houtte, m. f. et Schot, p. 902.

L'amendement est retiré.

Adopté, p. 903.

Art. 10.

Art. 11. Amendements de la commission : Intervention de MM. Van Houtte, m. f., et Schot, pp. 903 à 905.

Les amendements sont rejetés, p. 905. L'article 11 est adopté, p. 905.

Art. 12.

Amendement de M. Buisseret : Intervention de MM. Buisseret et Van Houtte, m. f., p. 906. L'amendement n'est pas adopté, p. 906.

Art. 13-14.

Adoptés, p. 907.

Art. 15.

Intervention de M. Custers, p. 907. Adopté, p. 907.

Art. 16 et 17.

Adoptés, p. 908.

Art. 18.

Amendement de M. Schot:

Amendement de M. Schot:
Intervention de MM. Schot et Van Houtte, m. f., p. 909.
L'amendement n'est pas adopté, p. 909.
Amendement de M. Doutrepont:
Intervention de MM. Doutrepont et Van Houtte, m. f., p. 910.
L'amendement n'est pas adopté, p. 911.
Amendement de M. Harmegnies et consorts:
Intervention de MM. Harmegnies, Van Houtte, m. f., Allewaert,
Vermeylen et Rolin (au sujet de la question du cumul des
revenus des époux), p. 911 à 913.
Le vote sur l'amendement est réservé.
Amendements de M. Buisseret et amendements de M. Schot:
Intervention de MM. Buisseret, Schot et Van Houtte, m. f.
(au sujet de la taxation des personnes physiques et morales),
pp. 914 à 920.
Observation de MM. Van Houtte, m. f., et Schot (concernant
la taxation des coopératives), p. 920.

Reprise de la discussion des articles (1er mars 1951).

Reprise de la discussion des articles (1er mars 1951). Art. 18.

Amendement de M. Buisseret : Intervention de MM. Buisseret et Van Houtte, m. f., p. 934. L'amendement n'est pas adopté. Amendement de MM. Doutrepont et Lacroix : Intervention de MM. Doutrepont et Van Houtte, m. f., pp. 934 et 935.

L'amendement n'est pas adopté.

Art. 18 (réservé).

Amendement de M. Harmegnies:
Observation de M. Van Houtte, p. 943.
L'amendement est rejeté par 79 voix contre 62 et 4 abstentions, p. 943.
Se sont abstenus: MM. Derbaix, De Stobbeleir, Van Laeys et Struye.

Amendement de M. Buiscout

et Struye. Amendement de M. Buisseret : L'amendement n'est pas adopté, p. 944. Les autres amendements de MM. Buisseret et Schot tombent. Art. 18 est adopté, p. 944. Art. 19.

Adopté, p. 935.

Art. 20.

Amendement de M. Buisseret et consorts : Observation de M. Buisseret, p. 936.
L'amendement est retiré.
L'article 20 est adopté, p. 936.

Adopté, p. 936.

Art. 21. Art. 21bis.

Le vote sur l'amendement de MM. Harmegnies et Doutrepont est réservé, p. 936. L'amendement est rejeté, p. 944.

Impôts. — IMPÔTS DIRECTS (suite)

Art. 22, 23 et 24.

Adoptés, p. 936.

Art. 25.

Amendement de M. Schot:

Intervention de MM. Schot et Van Houtte, m. f., p. 937. L'amendement n'est pas adopté. L'article est adopté, p. 937.

Art. 26 et 27.

Adoptés, pp. 937 et 938.

Art. 27bis.

Amendement de M. Schot tendant à insérer un article 7bis : Intervention de MM. Schot et Van Houtte, m. f., p. 938. L'amendement n'est pas adopté.

Art. 28 et 29.

Adoptés, p. 939.

Art. 30.

Amendements de MM. Clynmans, Buisseret et Schot : Amendements de M. Clynmans, Buisseret et Schot et Van Houtte, m. f., pp. 940 à 942.

L'amendement de M. Clynmans n'est pas adopté, p. 942.

L'amendement de M. Buisseret est retiré, p. 942.

Les amendements de M. Schot ne sont pas adoptés, p. 942.

L'article 30 est adopté, p. 942.

Art. 31.

Amendements de MM. Clynmans et Schot :

Hintervention de MM. Clynmans, Schot, Coulonvaux et Van Houtte, m. f., pp. 946 à 949.

Les amendements ne sont pas adoptés, p. 949.

L'article 31 est adopté, p. 949.

Adopté, p. 949.

Art. 33.

Amendement de M. Buisseret : Intervention de MM. Buisseret et Van Houtte, m. f., pp. 949

L'amendement n'est pas adopté, p. 951. L'article 33 est adopté, p. 951.

Art. 34.

Adopté, p. 951.

Art. 35.

Amendement de M. Buisseret : Intervention de M. Buisseret, p. 951. L'amendement est retiré. L'article 35 est adopté, p. 951.

Art. 36 et 37.

Adoptés, p. 952.

Art. 38 (nouveau).

Amendement de M. Buisseret et consorts: Intervention de MM. Schot, Van Houtte, m. f., et Buisseret, pp. 952 et 953.

pp. 952 et 953. L'amendement n'est pas adopté, p. 953.

Vote (6 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 86 voix contre 71 et 3 abstentions, p. 965.

Se sont abstenus : Mme Ciselet, le baron de Dorlodot et M. Gillon.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal,

Proposition de loi relative à la situation fiscale en matière de contributions directes des organismes s'occupant du logement des personnes peu aisées. Nouveau titre :

Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés du Régent des 15 et 16 janvier 1948.

Doc. — N° 261. Proposition de M. Ronse.
N° 346. Rapport de M. Van Laeys.

n. — Dépôt de la proposition par M. Ronse, p. 1309 (2 mai 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1333 (22 mai 1951).

Dépôt du rapport par M. Van Laeys, p. 1564 (20 juin 1951). Ann.

Discussion générale (27 juin 1951).

Observations de M. Van Laeys, rapp., p. 1688. La discussion générale est close. Le nouvel intitulé proposé par la commission est adopté, p. 1688.

Discussion des articles (27 juin 1951). Les articles sont adoptés, p. 1688.

Impôts. — IMPÔTS DIRECTS (suite)

Vote (27 juin 1951).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents, p. 1690. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et autorisant le Roi à déléguer aux inspecteurs des contributions pour une période limitée, les pouvoirs attribués aux directeurs des contributions par l'article 65 des dites lois.

- Nº 339. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 344. Rapport de M. Ronse.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1534 (19 juin 1951).
 Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1564 (20 juin 1951).

Discussion générale (26 juin 1951).

Discussion générale (26 juin 1951).

Discours de MM. Dierckx (qui déclare ne pouvoir admettre que l'inspecteur soit en même temps instructeur et tribunal); Duvieusart (concernant l'arriéré judiciaire en matière fiscale); Moyersoen, m. j. (concernant le retard relatif aux contestations fiscales à l'échelon administratif et le retard devant les Cours d'appel); Ancot (qui estime qu'il y aurait lieu d'envisager un processus qui sauvegarderait mieux les intérêts des deux parties en présence); Dierckx (qui demande que ce ne soit pas le même inspecteur qui fasse l'instruction et qui décide); Schot et Clynmans (qui font remarquer que les inpsecteurs ne se prononceront pas danc les matières où ils ont siégé comme instructeurs), p. 1614 à 1616.

où ils ont siégé comme instructeurs), p. 1614 à 1616.

Reprise de la discussion générale (27 juin 1951).

Discours de MM. Van Houtte, m. f. (qui déclare que la délégation des pouvoirs aux inspecteurs des pouvoirs accordés aux directeurs ne sera accordée que pour un délai limité, pour des lieux déterminés et pour des affaires relativement faciles); Doutrepont (qui souhaite que l'arriéré fiscal disparaisse afin de mettre de l'ordre dans la comptabilité de l'Etat); Dierckx (qui estime que des pressions vont se produire sur le contribuable), et Van Houtte, m. f. (qui fait remarquer que les recours normaux ne sont pas supprimés), pp. 1639-1640.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (27 juin 1951).

Discussion des articles (27 juin 1951).

Les articles sont adoptés, p. 1640.

Vote (27 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 134 voix et 1 abstention, p. 1690.
S'est abstenu : M. Dierckx.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

IMPÔTS INDIRECTS.

Enregistrement.

Projet de loi modifiant la loi du 23 août 1947, relative à l'arti-cle 72 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, concernant les échanges d'immeubles ruraux non bâtis.

- Nº 227. Projet transmis par la Chambre des représen-

Doc. — N° 221. Fig. tants. N° 257. Rapport de M. Van Laeys. Transmis par la Chambre des Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1187 (21 mars 1951).

Dépôt du rapport par M. Van Laeys, p. 1309 (2 mai 1951).

Pas de discussion générale.

Vote de l'article unique (29 mai 1951). L'article unique est adopté sans observation, p. 1371.

Vote (7 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 140 voix et 2 abstentions, p. 1452.

Se sont abstenus : le baron de Dorlodot et M. Van Laeys.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi modifiant le code des taxes assimilées au timbre.

Doc. — N° 226. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 269. Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1187 (21 mars 1951).

Pas de discussion générale.

Vote des articles (29 mai 1951).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1373.

Vote (7 juin 1951).

Le projet de loi est adopté par 138 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1452.

S'est abstenu : le baron de Dorlodot.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Impôts. — IMPÔTS INDIRECTS. — Timbre (suite)

Projet de loi portant confirmation du code des droits de timbre et y apportant des modifications.

c. — N° 341. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 380. Rapport de M. Van Laeys.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1534 (19 juin 1951). Dépôt du rapport par M. Van Laeys, p. 1754 (4 juillet 1951). Pas de discussion générale.

Vote des articles (11 juillet 1951).

Adoptés sans observation, p. 1840.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix contre 3 1 abstention, p. 1937. S'est abstenu : le baron de Dorlodot. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1922 fixant le droit de timbre établi sur les permis de port d'armes de

Doc. - Nº 146. Proposition de M. Lagae.

— Dépôt de la proposition par M. Lagae, p. 774 (6 février 1951).
rise en considération. — Renvoi en commission, p. 806 (15 février 1951).

Proposition de loi relative au droit de timbre sur les fourni-tures de papier destiné aux journaux.

Doc. - Nº 165. Proposition du baron de Dorlodot.

Ann. — Dépôt de la proposition par le baron de Dorlodot, p. 852 (21 février 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 892 (28 février 1951).

Renvoi à la commission des finances, p. 980 (7 mars 1951).

Impôts. - V. aussi Affaires étrangères.

Inaliénabilité des biens. - V. Droit civil.

Inauguration de S. M. le roi Baudouin, - V. Roi et famille royale.

Incivisme. - V. Interpellations: Coulonyaux.

Incomptabilité. - V. Droit public.

Indemnités aux familles des militaires soldés. — V. Armée : Milice.

Industrie diamantaire. - V. Commerce et industrie.

Inondations. - V. Interpellations : Bouilly.

L N. R.

— Dépôt par M. Segers, m. c., des comptes de l'I. N. R. arrêtés au 31 décembre 1949, p. 244 (14 décembre 1950).

CONSEIL DE GESTION.

Nomination de deux membres en remplacement de MM. Brasseur et Dupriez, démissionnaire (28 novembre 1950).

Ann. — Discours de MM. Coulonvaux (qui propose la candidature de M. Willot); Ronse (qui présente la candidature de MM. Depresseux et Borne); de la Vallée Poussin (qui fait remarquer qu'il est raisonnable que son parti rajuste sa situation); Coulonvaux (qui déclare ne pas être d'accord avec M. de la Vallée Poussin); Vermeylen (qui demande d'ajourner la nomination); Segers, m. c. (qui déclare que la proposition de M. Ronse est logique) et Hoste (qui estime que les nominations se trouvent trop sous l'influence politique et que la compétence est trop négligée), pp. 50 à 52. Le scrutin est considére comme nul.

MM. Depresseux et Borne sont élus, p. 60 (29 novembre 1950).

Institut de réescompte et de garantie. - V. Commerce et industrie.

Instruction criminelle.

Projet de loi complétant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Doc. — N° 409. Rapport de M. Van Remoortel.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1534 (19 juin 1951).

Dépôt du rapport par M. Van Remoortel, p. 1818 (10 juillet 1951).

Instruction criminelle (suite)

L'incident est clos.

Discussion générale et vote des articles (12 juillet 1951).

Discours de MM. Kluyskens (qui estime que le projet devrait être écarté), et Van Remoortel, rapp. (qui expose la portée générale du projet), pp. 1893 et 1894.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés, p. 1894.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1940. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Interpellations.

BOUILLY.

Interpellation à M. le ministre de l'agriculture, à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et à M. le ministre de la défense nationale « sur : 1" les importations de bétail maigre en provenance de France; 2° les approvisionnements en viande de l'intendance militaire ».

Ann. - Demande, p. 54 (28 novembre 1950).

Discussion (13 décembre 1950). Discours de MM. Bouilly (qui développe son interpellation), le golonel De Greef, m. d. n. (qui fait remarquer que l'emploi de viande congelée permet de réaliser une économie sensible) et Héger, m. a. (qui indique sous quel régime se sont faites les importations), pp. 229 à 231.

Interpellation à M. le ministre des travaux publics « sur les mesures que le gouvernement compte prendre : 1° pour éviter le retour des inondations dont sont victimes en ce moment les riverains de la vallée de la Haine; 2° en vue de venir en aide à ceux auxquels les inondations auront occasionné de graves dommages ».

Demande, p. 241 (13 décembre 1950).

Interpellation à M. le ministre des travaux publics « au sujet des graves inondations qui se sont produites dans les com-munes de la vallée de la Haine et au sujet des dégâts causés par les glissements de terrils dans la région de Mons ».

Ann. - Demande, p. 587 (18 janvier 1951).

Discussion (1° février 1951).

Discours de MM. Bouilly (qui développe son interpellation);
Binot (qui se déclare d'accord avec M. Bouilly); Duray (concernant les travaux à exécuter dans la commune de Maurage);
Harmegnies (concernant l'intercommunale de démergement de la Haine et l'écroulement du terril de Saint-Antoine);
Behogne, m. tr. p. (qui expose les remèdes que son département compte apporter à la situation); De Taeye, m. s. p. f. (concernant les mesures sanitaires qui seront prises afin d'éviter les épidémies par suite des inondations, et l'aide qui sera donnée aux virtimes) et Bouilly (qui insiste pour que l'aide financière du gouvernement se manifeste dans la plus large mesure pour toutes les victimes, pp. 718 à 722.

BUISSERET.

Interpellation à M. le ministre des colonies : « 1° sur la con-vention qui a été conclue au sujet de l'institut d'instruction supérieure « Lovanium »; 2° sur la position que prend le gouvernement en matière d'enseignement supérieur destiné aux noirs de la colonie ».

Ann. - Demande, p. 170 (7 décembre 1950).

Discussion (19 décembre 1950).

La discussion de l'interpellation est jointe à la discussion du budget des colonies pour l'exercice 1951.

BUISSERET-DEHOUSSE.

Interpellation à MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics : « 1° sur le retard apporté à la publication et à la diffusion du rapport de la commission spéciale belgo-néerlandaise des voies d'eaux et questions portuaires (commission Van Cauwelaert-Van Steenberge); 2° sur les positions prises au nom du gouvernement par la délégation belge à propos de la suppression du bouchon de Lanaye, de la construction d'une nouvelle éclusc à Terneuzen et de l'aménagément du canal Gand-Terneuzen, ainsi que de l'amélioration de la voie navigable entre l'Escaut et le Rhin ».

Ann. — Demande, p. 1367 (29 mai 1951).

Discussion (14 juin 1951).

Discours de MM. Dehousse et Buisseret (qui développent leur interpellation); Vos (qui traite du problème relatif au régime de l'Escaut, fait remarquer que les intérêts locaux et régionaux ne devraient être pris en considération qu'en fonction

Interpellations. — BUISSERET-DEHOUSSE (suite)

de l'intérêt général et aborde la question du canal du Moer-dijk); Leynen (qui émet le vœu que notre pays puisse prendre l'initiative de négociations concernant toutes les voies de dijk); Leynen (qui émet le vœu que notre pays puisse prendre l'initiative de négociations concernant toutes les voies de communication, donne lecture de la résolution adoptée à Maastricht le 20 avril 1951 plaçant le problème des voies d'eau dans le cc.dre de l'intégration des communications européennes et aborde le problème du Bouchon de Maastricht); Gabriel (qui expose le point de vue gantois en ce qui concer-y l'adaptation du canal Gand-Terneuzen et qui attire l'attention sur l'ensablement de la Durme et du Moervaart); Van Steenberge (qui fait remarquer que la situation économique de la ville de Gand n'est plus tolérable); Verbaet (qui déclare que Liège, Gand et Anvers doivent s'unir pour que satisfaction soit donnée à leurs revendications économiques); van Zeeland, m. a. e. (qui réfute les reproches adressés au gouvernement et qui expose la position de la Belgique à l'égard du problème des voies d'eau); Buisseret (qui fait remarquer que la solution du sud préconisée pour le bouchon de Lanaye est parfaîtement applicable et qui exprime le vœu de voir agir le gouvernement avec rapidité et énergie en vue d'apporter une solution au problème des voies d'eau); et Dehousse (qui estime qu'une procédure arbitrale peut régler le problème des voies d'eau), pp. 1511 à 1515 et 1517 à 1530.

L'incident est clos.

CATTEAU.

Interpellation à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires éconòmiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recense-ment linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ».

Ann. - Demande, p. 28 (16 novembre 1950).

Discussion (5 décembre 1950).

Discursion (5 décembre 1950).

Discursion (5 décembre 1950).

Discours de MM. Catteau (qui développe son interpellation); Vermeylen (qui fait remarquer que le rapport sur l'emploi des langues en matière administrative du 28 juin 1950 porte la signature de M. De Vleeschauwer et déclare que les auteurs d'irrégularités volontaires doivent être punis); Yernaux (qui déclare que d'instinct la Wallonie est contre le bilinguisme, et réclame au nom de la liberté la publication des résultats de recensement); Edg. De Bruyne (qui déclare qu'il a été donné au recensement la signification d'un référendum, estime que le régime linguistique devrai. être établi scientifiquement et qu'il devrait être procédé à une enquête parlementaire au sujet des cas contestés et aborde le problème de la frontière linguistique et de l'agglomération bruxelloise); Dierckx (qui déclare que le gouvernement qui a soumis les chiffres du recensement à la commission de contrôle administrative a commis une erreur juridique); Vermeylen (qui fait remarquer que le gouvernement ne possédait aucun chiffre au moment où il a été décidé de transmettre les réclamations, a la comission de contrôle); Coppé, m. a. è. (qui déclare que le gouvernement a de bonnes raisons pour mettre en doute les chiffres de certaines communes et qu'il est souhaitable que le problème soit soumis à une commission parlementaire); Hanquet (qui estime que la commission qui serait constituée devrait faire rapport dans une délai de trois mois et devrait s'occuper de la revision éventuelle de la loi concernant l'emploi des langues de 1932 et qui déclare que la meilleure solution serait la généralisation à la frontière linguistique du bilinguisme); Leynen (qui déclare admettre qu'une commission parlementaire soit créée à condition que dans la région de Fouron et dans la région thioise une enquête ait lieu sur place); Hoste (qui demande d'examiner s'il ne serait pas possible de transmettre les chiffres aux commissions réunies de l'intérieur et de l'instruction publique, afin d'y être étudiés

Un ordre du jour, signé par, MM. Coulonvaux, Van Remoortel, Gillon et Doutrepont a été déposé. — Un ordre du jour de confiance a été déposé par M. De Bruyne et le comte d'Aspre-

mont Lynden, p. 113.

Ajournement du vote sur les ordres du jour (7 décembre 1950).

Par motion d'ordre, M. Gillon demande d'ajourner le vote sur les ordres du jour, dans l'espoir d'arriver à une solution de concorde nationale, p. 165. — Au nom du premier ministre, M. van Zeeland, m. a. e., déclare ne pas voir d'objection à cet ajournement, p. 165.

Le vote est ajourné.

Vote sur les motions (12 décembre 1950).

M. Pholien, p. m., déclare que le gouvernement soumettra d'urgence à la commission de l'intérieur du Sénat le problème posé par l'interpellation, p. 202.

Interpellations. - CATTEAU (suite)

Observations de MM. Gillon, Edg. De Bruyne, Baur et Rolin.

Observations de MM. Edg. De Bruyne, Doutrepont, Van Remoor-tel, Harmegnies et Pholien, pp. 206 et 207. Les deux ordres du jour sont retirés, p. 207.

Interpellation à M. le premier ministre et M. le ministre de l'Intérieur « sur la non-exécution des engagements qu'ils ont pris et réitérés devant le Sénat à la suite de son interpellation relative à la publication des résultats du recensement linguistique de 1947.

Ann. - Demande, p. 1295 (26 avril 1951).

Discussion (5 juin 1951).

Discours de MM. Catteau (qui développe son interpellation);
Harmegnies (qui demande que la loi soit respectée et que
les résultats soient publiés); et Brasseur, m. i. (qui rappelle
ce qui a été fait par le gouvernement depuis l'interpellation
de M. Catteau en décembre 1950 sur le même objet et qui
fait remarquer, qu'aussitôt que les résultats de l'examen
entrepris par le centre Harmel, en ce qui concerne la frontière linguistique, seront connus, il soumettra aux Chambres
un projet modifiant éventuellement la loi de 1932), pp. 1398 à
1401.

un projet modifiant éventuellement la loi de 1932), pp. 1398 à 1401.

Discours de MM. Pholien, p. m. (qui déclare que le gouvernement entend agir avec loyauté et qu'il attend les suggestions de la commission Harmel); Glineur (qui donne lecture de la résolution adoptée par le Comité national wallon et qui insiste sur la nécessité de publier le plus rapidement possible les résultats du recensement de 1947); Vermeylen (qui estime que le gouvernement n'a pas tenu sa promesse consistant à déposer un projet modifiant la loi de 1932) et Hoste (qui attire l'attention sur la situation des trois communes qui devraient être jointes à l'agglomération bruxelloise et qui déclare qu'une lourde responsabilité pèsera sur le gouvernement si le problème du recensement linguistique n'est pas résolu sans délai), pp. 1402 à 1405.

Un ordre du jour signé par MM. Coulonvaux, Rolin, Vergeylen et Gillon, ainsi qu'un ordre du jour de confiance, signé par M. Ronse, ont été déposés, p. 1405.

Discours de M. Catteau (qui déclare que les réponses données par le ministre de l'intérieur et le premier ministre ne lui donnent pas satisfaction et que dès lors il ne pourra se rallier à l'ordre du jour de confiance), p. 1405.

L'incident est clos.

L'incident est clos.

Vote sur les ordres du jour (7 juin 1951). L'ordre du jour de confiance est adopté par 79 voix contre 60 et 2 abstentions, p. 1449. Se sont abstenus : Mme Ciselet et M. Hoste.

COULONVAUX.

Interpellation à MM. les ministres des finances et de l'agriculture « au sujet de la situation des planteurs de tabac en Belgique, sur la presque impossibilité d'écouler les produits à un prix bénéficiaire, sur les difficultés élevées par les gros acheteurs habituels au sujet de la qualité, sur les mesures que compte prendre le gouvernement pour remédier à un état de choses susceptible de provoquer de nombreuses faillites dans l'industrie tabaciole, sur l'extrême urgence de certaines mesures ». mesures ».

Ann. - Demande, p. 826 (15 février 1951).

Discussion (1er mars 1951).

Discours de MM. Coulonvaux (qui développe son interpellation); Mullie (qui estime que les prix payes aux producteurs sont trop bas et qui demande de reprendre les négociations avec la Hollande afin d'adapter les droits d'entrée sur l'importation de tabac); le comte d'Aspremont Lynden (concernant les amendes imposées aux planteurs n'ayant pas encore payé les droits d'accises et concernant le pesage du tabac); Uselding (concernant le tarif des accises Benelux et concernant la nècessité d'améliorer la qualité du tabac); Van Houtte, m. f. (concernant les mesures d'ordre fiscal qui pourraient la léger la situation des planteurs de tabac et concernant la date à laquelle doit se faire la déclaration du tabac) et Héger, m. a. (concernant la nécessité de promouvoir l'amélioration de la culture et de la qualité du tabac), pp. 953 à 958.

L'incident est clos.

Interpellation à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice : « 1° au sujet de la libération des inciviques et des traîtres condamnés par les cours militaires et les conseils de guerre à des peines telles, que pareille mesure de grâce est tout à fait injustifiée, notamment la libération de Poulet et de Romsée, et soulève la colère et l'indignation de tous les bons belges; 2° au sujet de la politique de répression et d'épuration du gouvernement ».

Ann. — Demande, p. 1245 (19 avril 1951).

Interpellations. — COULONVAUX (suite)

Inscription à l'ordre du jour (24 avril 1951).

Observations de MM. Moyersoen, m. j., Coulonvaux, Dierckx et Rolin, pp. 1253-1254.

Discussion (29 mai 1951).

Discours de MM. Coulonvaux (qui développe son interpellation); De Stobbeleir (qui donne lecture de certains articles de presse P. S. C. relatifs aux volontaires de Corée et au climat fiscal créé par le gouvernement et qui déclare ne pas pouvoir admettre que des mesures de clémence soient prises à l'égard de personnes qui consciemment se sont mis à la tête des inciviques) et Taillard (qui déclare que la politique suivie en matière de libérations heurte la population du pays), pp. 1381 à 1388

Un ordre du jour, signé par MM. Catteau, Buisseret et De Stobbeleir, a été déposé, ainsi qu'un ordre du jour de confiance signé par M. Ronse, p. 1388.

Reprise de la discussion (29 mai 1951).

Reprise de la discussion (29 mai 1951).

Discours de MM. Moyersoen, m. j. (qui expose la politique en matière de libérations et plus particulièrement en ce qui concerne le cas Poulet); Allard (qui déclare que les libérations ont lieu sous pression de certains éléments et qui rappelle les exploits des inciviques à Damme); Coulonvaux (qui proteste à nouveau contre le fait que Poulet a été envoyé en France et qui soulève la question des dommages et intérêts à payer par le condamné); Buisseret (qui fait remarquer que les sénateurs libéraux n'étaient pas d'accord avec la politique telle qu'elle avait été exposée par le ministre, estime qu'on essaie d'exécuter un programme d'amnistie camouflée, souligne le retard apporté à l'examen des demandes légitimes des victimes de la guerre et déclare qu'il n'y a pas question d'amendement chez Poulet); Doutrepont (qui déclare que le ministre a négligé les intérêts du Trésor lors de la libération de Poulet); et Moyersoen, m. j. (concernant la portée de la requête en grâce en faveur de Poulet), pp. 1388 à 1394.

L'incident est clos.

L'incident est clos.

Vote sur les ordres du jour (5 juin 1951).

Le baron de Dorlodot motive son vote, p. 1402.

L'ordre du jour de confiance est adopté par 78 voix contre 65 et 4 abstentions, p. 1402.

Se sont abstenus: M. Van Buggenhout, Mme Ciselet, le baron de Dorlodot et M. Hoste.

Interpellation à M. le ministre des travaux publics « sur la politique en matière d'urbanisme et sur son mode d'appli-cation ».

Ann. - Demande, p. 1454 (7 juin 1951).

CROMMEN.

Interpellation à M. le ministre de l'instruction publique « sur le retard qué subit la revision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires après la déclaration de M. le ministre Harmel faite à la Chambre des représentants en sa séance du 18 octobre 1950 et la décision prise par le conseil des ministres en date du 8 décembre 1950 de rattacher cette revision à l'examen du nouveau statut du personnel communal ».

Ann. - Demande, p. 214 (12 décembre 1950).

Discussion (16-17 janvier 1951).

Voir : Discussion des budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951.

DE DORLODOT (BARON).

Interpellation à M. le ministre de l'agriculture « sur certaines déclarations faites le 14 décembre, au Sénat, au sujet de la limitation de l'incorporation du grain indigène dans la panification ».

Ann. — Demande, p. 308 (19 décembre 1950).

Interpellation au ministre de la défense nationale « sur : 1º la « faiblesse » de nos moyens de défense contre une agression éventuelle, et cela malgré une dépense de l'ordre de trente milliards et l'appel sous les drapeaux de dizaines de milliers de jeunes gens; 2º la manière dont ont été dépensés les trente milliards dont il est question plus haut; 3º les responsabilités qui peuvent incomber de ce che aux responsables de l'impréparation que tout le monde constate aujourd'hui et qui pourrait provoquer une invasion plus cruelle peut-être que celles de 1914 et de 1940 ».

Ann. - Demande, p. 483 (22 décembre 1950).

Interpellations (suite)

DEHOUSSE.

Interpellation à M. le ministre des affaires étrangères et de M. le ministre des travaux publics « sur 1° le retard apporté à la publication et à la diffusion du rapport de la commission spéciale belgo-néerlandaise des voies d'eaux et questions portuaires (commission Van Cauwelaert-Van Steenberge); 2° les positions prises au nom du gouvernement par la délégation belge à propos de la suppression du bouchon de Lanaye, de la construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen et de l'aménagement du canal Gand-Terneuzen, ainsi que de l'amélioration de la voie navigable entre l'Escaut et le Rhin ». que de l'e le Rhin ».

Voir: Interpellation Buisseret-Dehousse.

DE STOBBELEIR.

Interpellation à M. le ministre des finances « sur l'arrêt qui se produit dans une grande partie de l'industrie de la construc-tion résultant de l'impossibilité où se trouve la Caisse d'Epargne de faire face aux demandes de crédit de ses sociétés agréées ».

Ann. - Demande, p. 241 (13 décembre 1950).

Discussion (22 décembre 1950).

Voir l'intervention de M. De Stobbeleir lors de la discussion du budget des voies et moyens pour 1951.

DOUTREPONT.

Interpellation à M. le ministre des communications « en vue de faire rapporter une mesure qui est illégale et qui constitue un abus de pouvoirs de sa part » et à M. le ministre de l'intérieur « en vue de faire régler un incident avec le Conscil

Ann. - Demande, p. 597 (23 janvier 1951).

Discussion (21 février 1951).

Discussion (21 février 1951).

Discours de MM. Doutrepont (qui développe son interpellation relative: 1° à des arrérages de pensions qui auraient été versés à des inciviques et 2° à des secours accordés à des anciens agents de la R. T. T.); Vermeylen et Van Remoortel (qui font remarquer que dès qu'un ministre a demandé l'avis du Conseil d'Etat, il a le devoir de communiquer l'avis qu'il a reçu au parlement et ce avant de prendre une décision); Segers, m. c. (qui déclare que seulement des secours ont été accordés à douze agents nécessiteux, victimes de mesures injustes, et qui donne connaissance des textes sur lesquels il s'est basé pour prendre une décision) et Doutrepont (qui demande que la Constitution soit respectée, pp. 852 à 859.

L'incident est clos

Vote sur l'ordre du jour (27 février 1951). L'ordre du jour pur et simple est adopté, p. 874.

Interpellation à M. le ministre de la reconstruction « au sujet d'une allocation d'un million de francs pour l'achat d'un home, sans que les crédits aient été autorisés par le parlement ».

- Demande, p. 794 (7 février 1951). Ann -

Discussion (21 février 1951).

Discours de MM. Doutrepont (qui développe son interpella-tion) et De Boodt, m. r. (qui fait remarquer que les crédits provisoires qui ont été mis à sa disposition lui permettent de faire des dépenses provisoires pour autant que celles-ci ne consacrent pas de nouveaux principes), pp. 863 à 865.

L'incident est clos.

Vote sur l'ordre du jour (27 février 1951).

L'ordre du jour pur et simple est adopté, p. 874.

Interpellation à MM. les ministres des finances, des communica-tions et de la reconstruction au sujet de la délibération du conseil des ministres en date du 1º décembre 1950, adressée le 6 dito par la Cour des comptes du Sénat, et relatives à la reprise de la section belge des chemins de fer Malines-Terneuzen, en méconnaissance des droits du parlement.

Ann. - Demande, p. 597 (23 janvier 1951).

Discussion (21 février 1951).

Discussion (21 fevrier 1951).

Discours de MM. Doutrepont (qui développe son interpellation);
Segers, m. c. (qui expose les circonstances dans lesquelles la convention entre l'Etat belge et la Société du Chemin de fer Malines-Terneuzen a vu le jour et qui déclare qu'un projet de loi sera déposé dans le plus bref délai afin de ratifier cette convention); Van Houtte, m. f. (concernant l'exonération fiscale prévue par la convention entre l'Etat belge et la société et concernant la renonciation par la société aux dommages de guerre); De Boodt (qui se rallie à l'exposé du ministre des finances, plus particulièrement

Interpellations. — DOUTREPONT (suite)

en ce qui concerne les dommages de guerre encourus par la société) et Doutrepont (qui rappelle que les clauses d'exonération fiscale insérées dans des conventions parti-culières ne peuvent avoir de valeur que si elles sont dument approuvées par le pouvoir législatif), pp. 860 à 863.

L'incident est clos.

Vote sur l'ordre du jour (27 février 1951). L'ordre du jour pur et simple est adopté, p. 874.

Interpellation à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur la hausse injustifiée du prix de certaines matières belges ou étrangères ».

Ann. - Demande, p. 363 (20 décembre 1950)

Discussion (23 janvier 1951).

Discours de MM. Flamme (qui développe son interpellation); Coppé, m. a. e. (qui fait remarquer que la hausse des prix du lin et du coton doit être située dans le cadre de la hausse du un et du coron doit etre situee dans le cadre de la hausse de prix internationale et que des mesures seront prises pour obtenir du gouvernement des Etats-Unis une allocation complémentaire de coton); et Flamme (qui estime que la hausse des prix des matières essentiellement belges devrait être combattue), pp. 603 à 607.

L'incident est clos.

GEORGE.

Interpellation: a) à M. le ministre des affaires économiques « sur la nécessité d'un arrêté royal d'exécution relatif à la loi du 12 juillet 1939 et l'adaptation de cette loi aux conjonctures actuelles »; b) à M. le ministre des finances « sur la taxation comme bénéfice des réserves destinées à la réparation des dégâts miniers ».

Ann. - Demande, p. 1388 (29 mai 1951).

GLINEUR.

Interpellation à M. le premier ministre et à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale, respectivement « sur la situation créé aux pensionnés des services publics par suite de la carence du gouvernement, à l'adaptation du taux des pensions » et « sur la situation pénible des pensionnés, assurés, salariés et libres dont les ressources restent nettement insuffisantes, malgré les récenter adaptations ».

Ann. - Demande, p. 1363 (23 mai 1951).

Discussion (26 juin 1951).

Discussion (26 juin 1951).

Discours de MM. Glineur (qui développe son interpellation); Moulin (concernant le sort des travailleurs indépendants pensionnés et la situation des veuves de salariés et des assurés libres); Van den Daele, m. tr. pr. s. (qui expose la politique du gouvernement en ce qui concerne les pensions de vieillesse) et Glineur (concernant l'augmentation du coût de la vie), pp. 1620 à 1627.

Un ordre du jour, signé par M. Jespers et le comte de la Barre d'Erquelinnes, a été déposé, ainsi qu'un ordre du jour signé par MM. Glineur, Boulanger et Taillard.

Vote sur les ordres du jour (27 juin 1951).

Observations de MM. Gillon et Glineur (concernant la recevabilité de l'ordre du jour déposé par M. Glineur), p. 1689.

L'ordre du jour de confiance, déposé par le comte de la Barre d'Erquelinnes et M. Jespers, est adopté, p. 1689.

Interpellation à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale et à M. le ministre de la santé publique « sur les conséquences regrettables de l'application de l'arrêté ministériel du 2 mars 1951 concernant les tarifs des soins de santé ».

Ann. - Demande, p. 1531 (14 juin 1951).

Interpellation à M. le ministre de l'instruction publique et à M. le ministre des travaux publics « au sujet de l'état lamentable des locaux affectés à l'enseignement moyen de l'Etat à Ypres et du sabotage constaté en ce qui concerne la construction des nouveaux locaux scolaires de l'athénée royal ».

Ann. - Demande, p. 1510 (14 juin 1951)

Discussion (21 juin 1951).

Discours de MM. Missiaen (qui développe son interpellation);
Coulonvaux (concernant l'état lamentable des locaux de l'enseignement moyen de la Wallonie); Behogne, m. tr. p. (concernant le fonctionnement du Fonds des constructions scolaires); Harmel, m. i. p. (concernant l'organisation de l'enseignement moyen pour filles à Ypres); Allewaert (qui

Interpellations. - MISSIAEN (suite)

demande de simplifier les règles administratives qui précèdent la construction de bâtiments publics), et Hoste (qui déclare qu'il était erronné de soustraire l'administration des bâtiments scolaires au ministère de l'instruction publique et d'en charger le ministère des travaux publics), pp. 1597 à 1604.

L'incident est clos.

SLEDSENS.

Interpellation adressée à M. le ministre des travaux publics « sur l'état du pont provisoire sur le canal Albert sur le territoire de la commune de Wijnegem, sur la route de l'État Anvers-Turnhout ».

Ann. - Demande, p. 241 (13 décembre 1950).

Discussion (15 février 1951).

Discours de MM. Siedsens (qui développe son interpellation); Jespers (qui déclare que les travaux nécessaires devraient être exécutés de toute urgence), et Behogne, m. tr. p. (qui déclare que l'adjudication des travaux aura lieu incessamment), pp. 805 et 806.

L'incident est clos.

VAN REMOORTEL.

Interpellation à M. le premier ministre et à M. le ministre des finances « sur la nécessité de revoir et de majorer les pensions des veuves et des invalides de guerre, sans exclusion d'aucune catégorie ».

Ann. - Demande, p. 1326 (2 mai 1951).

Discussion (12 juin 1951).

Discussion (12 juin 1951).

Discours de MM. Van Remoortel (qui développe son interpellation); Ancot (qui estime que la loi du 28 juillet 1926, adaptant les pensions aux fluctuations de l'index, devrait être remise en vigueur); Coulonvaux (qui déclare que son groupe appuie unanimement la demande de M. Van Remoortel); Briot (qui estime que les revendications des invalides et des veuves de guerre ne sont pas exagérées); Van Houtte, m. f. (qui rappelle l'évolution du système de la mobilité des taux de pension d'invalidité, parle de l'aspect financier du problème, expose ce que le gouvernement a fait et compte faire en faveur des invalides et donne les motifs pour lesquels le gouvernement a cru sage de n'accorder la majoration qu'à partir d'un certain degré d'invalidité); Van Remoortel (qui regrette que le gouvernement persiste dans son désir de maintenir un régime discriminatoire), et Duterne (qui fait remarquer que les grands invalides ne sont pas d'accord sur le projet de discrimination du gouvernement), pp. 1481 à 1488. Un ordre du jour de confiance, signé par M. Ronse, ainsi qu'un ordre du jour, signé par MM. Matagne, Briot et Remson, ont été déposés ,p. 1487.

Vote sur les ordres du jour (14 juin 1951).

Vote sur les ordres du jour (14 juin 1951).

L'ordre du jour pur et simple de M. Ronse est adopté par 82 voix contre 72 et 2 abstentions, p. 1516. Se sont abstenus : M. Ancot et Mme Ciselet.

J

Jonction Nord-Midi. - V. Transports : Chemins de fer.

lournaux.

Proposition de loi tendant à limiter le nombre des pages des journaux quotidiens.

Doc. - Nº 219. Proposition du baron de Dorlodot.

Ann. — Dépôt de la proposition par le baron de Dorlodot, p. 1160 (20 mars 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1228 (19 avril 1951).

Proposition de loi tendant à diminuer le prix du papier-journal. Doc. - Nº 248. Proposition de M. Taillard.

- Dépôt de la proposition par M. Taillard, p. 1283 (26 avril 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1333 (22 mai 1951).

Journaux (Droit de timbre). - V. aussi Impôts : Impôts indirects.

Jours fériés (payés). — V. Travail : Vacances.

Jurés. - V. Organisation judiciaire.

L

Législation sociale. - V. Droit social.

Légitimation des enfants. - V. Droit civil : Mariages.

Libération conditionnelle. - V. Droit pénal.

Liquidation des biens allemands. — V. Guerre : Séquestre.

Liste civile. - V. Roi et famille royale.

Locaux scolaires. - V. Interpellations : Missiaen.

Logement (impôts). — V. Impôts : Impôts directs.

Loi provinciale. — V. Provinces.

Magistrat. - V. Organisation judiciaire.

Magistrats coloniaux. - V. Colonies.

Mariages. - V. Droit civil.

Marine. - V. Affaires étrangères.

Mécaniciens-dentistes. - V. Professions.

Médecins. - V. Art de guérir.

Motions d'ordre.

BOUILLY.

Ann. — Rappelle qu'il n'est pas indiqué que la commission de l'agriculture se réunisse pendant la séance publique, et demande que les budgets de l'agriculture de 1950 et 1951 soient discutés séparément, pp. 96 à 98.

Observations de MM. le président, le comte d'Aspremont Lynden, R. Desmedt, Doutrepont et Schot, pp. 97 et 98 (5 décembre 1950).

Demande des renseignements au suiet d'achats de froment effectués par le gouvernement. — M. Coppé, m. a. é. cl. m., fait remarquer que la différence de prix sera supportée par le Trésor, p. 932 (1er mars 1951).

BUISSERET.

Ann. — Répond à un démenti que le premier ministre lui aurait donné à l'autre Chambre (affaire Socobelge).
 Observation de M. Pholien, p. m., p. 1292 (26 avril 1951).

COULONVAUX.

Ann. — Sur certains propos prêtés à M. De Boodt, m. r., par la presse et relatifs au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Borginon, p. 53.
M. De Boodt, m. r., fait remarquer que la déclaration telle qu'elle a été publiée dans la presse ne vient pas de lui, p. 53.
Observatione de M. C.

Observations de M. Gillon, p. 54 (28 novembre 1950). L'incident est clos.

D'ASPREMONT LYNDEN (COMTE)

Ann. — Concernant la ratification d'un traité signé à Genève, le 30 octobre 1947 et relatif à l'incorporation de froment indigène dans la panification, p. 266.
 Observations de M. Héger, m. a., p. 266 (14 décembre 1950).

DORLODOT (BARON)

n. — Fait remarquer que la commission des finances siège au moment ou les sénateurs auront à s'occuper du Conseil de l'Europe en séance publique, p. 1070 (14 mars 1951).
 L'incident est clos.

DIERCKX.

Ann. — Concernant la discussion du budget des voies et moyens pour 1951, p. 271.
Observations de MM. Doutrepont, Schot et Edg. De Bruyne, p. 272 (19 décembre 1950).
L'incident est clos.

Relative à l'organisation du travail du Sénat. — Observations de M. Vermeylen, p. 1373 (29 mai 1951).

Concernant l'ajournement du projet relatif à la liquidation des biens allemands, p. 1843 (11 juillet 1951).

Motions d'ordre (suite)

DOUTREPONT.

Ann. — Concernant l'acquisition d'un home pour prisonniers politiques par le ministère de la reconstruction.

M. De Boodt, m. r., fait remarquer que le montant nécessaire à cette acquisition sera retirée du budget de la reconstruc-tion, p. 170 (7 décembre 1950).

L'incident est clos.

Demande de renvoyer en commission les amendements au budget du ministère de l'instruction publique pour 1951, p. 561. Observations de MM. Harmel, m. i. p., pp. 561 et 562 (18 janvier 1951).

GILLON.

Ann. — Concernant la distribution du travail parlementaire. —
 Observations de M. le président et de M. Pholien, p. m. (concernant le dépôt des budgets), pp. 1956 et 1957 (18 juil-

Ann. — Motion d'ordre relative à l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi établissant un privilège en faveur des créances de dommages intérêts de victimes de crimes de guerre et de leurs ayants droit, p. 1553 (19 juin 1951).

NOTHOMB (BARON).

— Au sujet des saisies et des hypothèques dont sont victimes certains de nos compatriotes. — M. Van Houtte, m. f., déclare qu'il prendra les mesures nécessaires pour mettre fin à ces procédés, pp. 41 et 42 (28 novembre 1950).

VAN BELLE

Ann. - Demande d'ajourner le Sénat à quinzaine, p. 1288.

Observations de MM. Harmegnies, Ancot et Van Houtte, ministre des finances, p. 1288.

Il est décidé que le Sénat se réunira le mercredi suivant, p. 1289 (26 avril 1951).

VERMEYLEN.

— Proteste contre une modification de l'ordre du jour, p. 440 (22 décembre 1950).

Mutualités. - V. Assurances sociales.

N

Nationalité.

Projet de loi accordant certains délais pour l'acquisition de la nationalité belge.

Doc. - Nº 399. Projet transmis par la Chambre des représentants. Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951).

Nations unies. - V. Affaires étrangères.

Naturalisations.

Demandes de naturalisations.

N° 374. Rapport du comte de la Barre d'Erquelinnes, MM. Van Eyndonck, Lilar et Mme Lambotte-Pauli.
 N° 375. Feuilletons des naturalisations.

Transmission pcr la Chambre des représentants de : 1° dix projets de tei accordant la grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement; 2° quatroze projets de loi accordant la grande naturalisation; 3° vingttrois projets de loi accordant la naturalisation ordinaire dispense du droit d'enregistrement; 4° trois projets de loi accordant la naturalisation ordinaire avec dispense de la moitié du droit d'enregistrement; 5° un projet de loi accordant la naturalisation ordinaire avec dispense de la moitié du droit d'enregistrement; 5° un projet de loi accordinaire la naturalisation ordinaire avec dispense de la condition de résidence; 6° quatre cent septante-sept projets de loi accordant la naturalisation ordinaire.

Ann. — Renvoi en commission, p. 868 (27 février 1951).

Prise en considération (3 juillet 1951).

Toutes les demandes sont prises en considération, sauf celles faisant l'objet du feuilleton n° 27, dont la commission a proposé le rejet, et celles des sieurs Erlbaum, Abraham; Jakobowitz, Hirsch; Klein, Chaïm-Eloser, et Süskind, Jozef-Baruch, pp. 1721 et 1732 à 1748.

Discussion et vote (4 juillet 1951).

Pas de discussion générale.

Le projet de loi faisant l'objet du feuilleton n° 26 ayant été amendé est définitivement adopté.

Les autres articles sont adoptés, pp. 1754 à 1769.

Naturalisations (suite)

Vote (4 juillet 1951).

L'ensemble des projets de loi est adopté par 133 voix contre 1 et

et l'abstention, p. 1769.

S'est abstenu : M. Ancot.
Les projets de loi n°* 1 à 25 sont soumis à la sanction du Prince Royal.

Le projet de loi (feuilleton n° 26) est renvoyé à la Chambre des représentants.

Notariat.

Projet de loi modifiant la loi du 25 Ventôse, an XI, contenant organisation du notariat.

N° 89. Amendements de M. Clynmans au texte de la commission.
N° 89. Amendement de MM. Van Laeys et Tobback au texte de la commission.
N° 140. Amendements de M. Lagae au texte de la commission.
N° 140. Amendement de M. Ancot au texte de la commission.
N° 150. Second rapport complémentaire de M. Derbaix.

Ann. Dépôt du rapport par M. Derbaix p. 281 (10 décembre de M. Ancot du respect par M. Derbaix p. 281 (10 décembre de M. Ancot du respect par M. Derbaix p. 281 (10 décembre de M. Ancot du rapport par M. Derbaix p. 281 (10 décembre de M. Ancot du rapport par M. Derbaix p. 281 (10 décembre de M. Derbaix p. 281 (10 decembre de M. Derbaix p. 281 (10

- Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 281 (19 décembre 1950).

Discussion générale et renvoi en commission (1er février 1951) Discours de M. Derbaix, rapp. (qui souligne les avantages de la modification proposée à la rédaction des actes notariés), pp. 714 à 716.

Observaitons de MM. Gillon et Rolin, p. 716.

Le projet est renvoyé en commission, p. 716.

Reprise de la discussion générale et vote de l'article unique (21 février 1951).

Discours de MM. Derbaix, rapp. (qui expose la portée du projet et souligne les modifications que la commission de la justice a cru devoir y apporter); Ancot et Kluyskens (au sujet de la force probante qui s'attache aux feuillets non paraphés des actes notariés), pp. 845 à 847.

La discussion générale est close.

Article unique.

Amendement de M. Van Laeys : Intervention de MM. Derbaix, Rolin et Moyersoen, m. j., pp. 847 et 848.

L'amendement est retiré.

L'article unique est adopté avec une modification au texte français, p. 849.

Vote (21 février 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 151 voix et 1 abstention,

S'est abstenu : M. Verbaet.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

0

Occupation allemande.

FAITS ET ACTES JURIDIQUES.

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles relatives aux faits et actes juridiques accomplis pendant l'occupation ennemie dans les territoires belges soumis de force à la législation allemande.

Nouvel intitulé :

Projet de loi déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans la partie du territoire belge annexée abusive-ment à l'Allemagne en mai 1940.

- Nº 232. Rapport de M. Rolin.

Nº 237. Amendements du gouvernement au texte de la commis mission.

N° 241. Sous-amendements de M. Rolin et des membres de la commission de la justice aux amendements du gouvernement. N° 243. Amendements de M. Rolin.

Discussion générale (26 avril 1951).

Ann. — Discours de M. Rolin, rapp. (qui expose le but du projet), p. 1275.

Observation de M. Moyersoen, m. j., p. 1275. La discussion générale est close.

Discussion des articles (26 avril 1951).

Art. 1er.

Observation de M. Rolin, rapp., p. 1275. L'article 1er est adopté, p. 1275.

Art. 2.

Adopté, p. 1275.

Occupation allemande. - FAITS ET ACTES JURIDIQUES (suite)

Art. 3.

Observation de M. Rolin, p. 1276. L'article 3 est adopté, p. 1276.

Art. 4 et 5.

Adoptés, p. 1276.

Art. 6.

Amendement du gouvernement et sous-amendement de Amendement du gouvernement et sous-amendement de MM. Rolin et consorts.

Observations de MM. Rolin et Myersoen, m. j., p. 1277.

L'amendement du gouvernement est retiré.

Le sous-amendement de MM. Rolin et consorts est adopté,

L'article 6 amendé est adopté, p. 1277.

Art. 7 et 8.

Adoptés, pp. 1277 et 1278.

Art. 9.

Adopté avec l'amendement du gouvernement, sous-amendé par MM. Rolin et consorts, p. 1278.

Art. 10.

Amendements de M. Rolin : Observations de M. Rolin, p. 1279. Les amendements sont adoptés, p. 1279. L'article 10 amendé est adopté, p. 1279.

Art. 11.

Amendement du gouvernement et sous-amendement MM. Rolin et consorts : Observations de MM. Rolin et Moyersoen, m. j., p. 1279 et 1280. L'amendement du gouvernement, sous-amendé par MM. Rolin et consorts est adopté, p. 1280. L'article 11 amendé est adopté, p. 1280.

Art. 12 et 13.

Adoptés, p. 1280.

Art. 14

Observation de M. Rolin, p. 1280. L'article est adopté, p. 1280.

Adopté, p. 1281.

Art. 15. Art. 16.

Observation de M. Rolin, p. 1281. Observation de M. Moyersoen, m. j., p. 1281. L'intitulé présenté par la commission est adopté, p. 1281. Les articles amendes sont définitivement adoptés, p. 1281.

Vote (26 mars 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1287. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

VENTES FORCÉES.

Proposition de loi relative aux ventes forcées pendant l'occu-

Doc. - Nº 246. Proposition de M. Ronse.

 Dépôt de la proposition de M. Ronse, p. 1255 (24 avril 1951). Ann. Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1333 (22 mai 1951).

O. E. C. E. - V. Affaires étrangères.

Œuvre nationale des anciens combattants, déportés et prisonniers politiques. — V. Guerre.

Office d'exploitation des transports coloniaux. - V. Colonies.

Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires. — V. Guerre.

Office des séquestres. — V. Enquêtes.

Office national du ducroire. — V. Commerce et industrie.

O. N. I. G. - V. Guerre.

Organisation judiciaire.

Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce.

Doc. - N° 312. Projet amendé par la Chambre des représen-

Nº 410. Rapport de M. Ronse.

Organisation judiciaire (suite)

n. — Projet amendé transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1469 (12 juin 1951).
 Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1812 (10 juillet 1951).
 Pas de discussion générale.

Vote des articles (12 juillet 1951).

Adoptés, p. 1895.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix contre 1,

p. 1940. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

AVOCATS.

Honoraires.

Projet de loi créant un privilège en faveur des avocats des per-sonnes inculpées d'infraction au chapitre II du titre I du livre II du Code pénal pour le paiement de leurs honoraires et débours afférents à la déjense.

Doc. - Nº 354. Exposé des motifs et projet de loi.

— Dépôt du projet, au nom de M. Moyersoen, m. j., par M. Harmel, m. i. p., p. 1597 (21 juin 1951).

COUR DE CASSATION.

Présentation de candidats.

Presentation de canadaus.

Doc. — N° 254. Liste des candidats présentés par la Cour de cassation, le 27 avril 1951, pour la place de conseiller vacante à la dite Cour, à la suite de la mise à la retraite de M. le premier président Soenens, admis à l'éméritat.

Ann. — Transmission de la liste des candidats présentés par la Cour de cassation en son audience publique du 27 avril 1951 à une place de conseiller vacante, p. 1299 (2 mai 1951).

DÉTENTION PRÉVENTIVE.

Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Doc. — N° 319. Rapport de M. Orban. Ann. — Dépôt du rapport par M. Orban, p. 1474 (12 juin 1951).

Projet de loi relatif aux listes de jurés.

Doc. — N° 153. Exposé des motifs et projet de loi. N° 180. Rapport de M. Hody.

Ann. — Dépôt du projet par M. Moyersoen, m. j., p. 807 (15 février 1951).
Dépôt du rapport par M. Hody, p. 960 (6 mars 1951).
Pas de discussion générale.

Vote des articles (13 mars 1951).

Les articles sont adoptés, p. 1061.

Vote (14 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 132 membres présents, p. 1099. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

PERSONNEL JUDICIAIRE.

Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Gand.

— Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1706 (3 juillet 1951).

Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Termonde.

Doc. - N° 39. Rapport de M. Van Gerven.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 6 (14 novembre 1950).

Dépôt du rapport par M. Van Gerven, p. 197 (12 décembre 1950).

Discussion générale et vote de l'article unique
(13 décembre 1950).

Discours de MM. Van Gerven, rapp. (qui attire l'attention sur l'urgente nécessité du projet); Lilar (qui estime que le personnel d'autres tribunaux devrait également être augmenté) et Moyersoen, m. j. (qui déclare qu'un projet général sera déposé au début de 1951), p. 220.

La discussion générale est close.

L'article unique est adopté sans observation.

Vote (14 décembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 144 voix contre 2 et 2 abstentions, p. 249.

Se sont abstenus: MM. Duvieusart et Leynen.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

SÉNAT. - TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1950-1951.

Organisation judiciaire (suite)

TRAITEMENTS.

Proposition de loi complétant l'article 2 de la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'Ordre judi-ciaire et les traitements des greffiers des Cours, tribunaux et justices de paix.

Doc. - Nº 154. Rapport de M. Ronse.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 807 (15 février 1951). Discussion générale (14 mars 1951).

Voir la discussion de la proposition de loi interprétant l'alinéa 5 des articles 3 et 5 de la loi du 1er juin 1949 modifiant et complétant la loi du 14 août 1947 concernant les appointements des magistrats de l'Ordre judiciaire et les appointements des greffiers des Cours, tribunaux et justices de paix.

Vote des articles (14 mars 1951).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1065.

Vote (14 mars 1951).

L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des 132 membres présents, p. 1098. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi interprétant l'alinéa 5 des articles 3 et 5 de la loi du 1er juin 1949 modifiant et complétant la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'Ordre judiciaire et les traitements des greffiers des Cours, tribunaux et justices de paix.

Doc. - Nº 155. Rapport de M. Ronse.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 807 (15 février 1951). Discussion générale (14 mars 1951).

A cette discussion est jointe la discussion de la proposition de loi complétant l'article 2 de la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'Ordre judiciaire et les traitements des greffiers des Cours, tribunaux et justices de

Discours de M. Ronse, rapp. (qui expose la portée des deux pro-positions, p. 1064. La discussion générale est close.

Vote de l'article unique (14 mars 1951).

L'article unique est adopté, p. 1065.

Vote (14 mars 1951).

L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des 132 membres présents, p. 1098. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'Ordre iudiciaire.

Doc. - N° 218. Proposition de M. Ronse.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Ronse, p. 1170 (20 mars 1951).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1228 (19 avril 1951).

TRAVAIL PÉNITENTIAIRE.

Ann. — Transmission des bilans et du rapport relatifs à la régie du travail pénitentiaire, p. 515 (16 janvier 1951).

Transmission: 1° du bilan général et du compte de profits et pertes général de la régie du travail pénitentiaire; 2° des bilans et comptes de profits et pertes particuliers des ateliers de la régie disposant de 25,000 francs et plus de capital immobilisé en machines et outils; 3° du rapport sur l'activité de la régie, p. 844 (21 février 1951).

VACANCES.

Projet de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Ordre iudiciaire

- Nº 298. Rapport de M. Hanquet.

Discussion générale et vote des articles (26 juin 1951). Ann. — Observation de M. Hanquet, rapp., p. 1610.

La discussion générale est close. Les articles sont adoptés, tels qu'ils ont été présentés par la commission, p. 1610.

Vote (26 juin 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1618. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Organismes déclarés nuls. - V. Guerre.

Orphelins de guerre. - V. Guerre.

Otraco. - V. Colonies.

P

Paiements. — V. Affaires étrangères : O. E. C. E.

Panification. - V. Interpellations: de Dorlodot.

Pêche. - V. Affaires étrangères.

Pensions.

AGENTS DE LA S. A. DU CANAL DE BLATON-ATH ET DE LA DENDRE CANA-

Proposition de loi tendant à assurer une pension de retraite et de survie aux anciens agents repris par l'Etat à la Société anonyme du Canal de Blaton-Ath et de la Dendre canalisée.

Ann. — Renvoi à la commission des finances, p. 591 (23 jan-

vier 1951)

PENSIONS CIVILES.

Projet de loi relatif à l'octroi d'une pension au personnel subal-transféré de l'École provinciale supérieure du travail à Gand, transféré à l'Écle de médecine vétérinaire annexce à l'Université de Gand.

Doc. - N° 262. Rapport de M. Ronse.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 269 (19 décembre 1950). Pas de discussion générale.

Vote des articles (29 mai 1951).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 1369.

Vote (7 juin 1951).

Le projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1451.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

PENSIONS SPÉCIALES.

Proposition de loi accordant une pension à Mme Thijs, A.-J.-M., veuve de M. Arthur Vanderpoorten.

Doc. - Nº 382. Proposition de M. Catteau.

- Dépôt de la proposition par M. Catteau, p. 1771 (4 juil-

n. — Depot de la proposition let 1951). Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1950 (18 juillet 1951).

PÉRÉQUATION.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie.

Doc. - Nº 311. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 404. Rapport de M. Adam.
N° 405. Amendements de MM. Doutrepont et consorts.

Chambre des représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1469 (12 juin 1951).
 Dépôt du rapport par M. Adam, p. 1810 (10 juillet 1951).

Discussion générale (12 juillet 1951).

Discussion générale (12 juillet 1951).

Discours de MM. Adam, rapp. (qui souligne le caractère provisoire du projet et les améliorations importantes qu'il apporte à la situation des retraités); Doutrepont (qui déclare que le projet est insuffisant et que la péréquation des pensions devrait sortir ses effets au 1° janvier 1946); Duisseret (qui parle de la charge des pensions, estime que les pensions devraient être revisées rétroactivement et suivre les variations des traitements et de l'index-number); Jespers (qui déclare que le projet améliore la situation des pensionnés et demande que la même réglementation soit prévue pour les pensionnés des communes et des provinces); Machtens (qui déclare que le projet contient des améliorations certaines, mais qu'il ne rencontre pas toutes les légitimes revendications des intéressés); De Haeck (qui souhaite que la question des pensions soit définitivement réglée dans un bret délai et attire l'attention sur les pensionnés de la Société nationale des Chemins de fer belges); Briot (qui estime qu'une péréquation intégrale des pensions de retraite et de survie est possible et s'impose et qui défend les amendements déposés); Glineur (qui estime que seule une adaptation des pensionnés des agents en activité est logique et juste et qui attire l'attention sur la nécessité de régulariser la situation des pensionnés du Chemin de fer du Nord belge); Van Remoortel (qui demande au ministre de prendre en considération le sort des pensionnés coloniaux); Van Houtte, m. f. (qui combat les amendements déposés et déclare que le projet constitue l'effort maximum possible pour le moment) et Doutrepont (qui déclare que son groupe s'abstiendra au vote du projet), pp. 1876 à 1884. Discussion générale (12 juillet 1951).

Pensions. - PÉRÉQUATION (suite)

Discussion des articles (12 juillet 1951). Art. 1°

Observation de M. Doutrepont, p. 1888.
L'amendement de MM. Doutrepont et consorts est rejeté par 80 voix contre 62 et 8 abstentions, p. 1888.
Se sont abstenus : Mme Ciselet, MM. Descampe, Doutrepont, Rolin, Mme Spaak, MM. Van Belle, Vermeylen et Baur.
L'article est adopté.

Autres articles.

Les amendements sont retirés et les articles sont adoptés, pp. 1889 à 1893.

Vote (12 juillet 1951).

Vote (12 juillet 1951).

M. Coulonvaux motive le vote de son groupe, p. 1935.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 91 voix contre 9 et 45 abstentions, p. 1936.

Se sont abstenus: M. Chot, Mme Ciselet, MM. Clays, Crommen, Debaise, De Bruyne (Victor), Dehousse, Delor, Descampe, Desmet (Louis), Doutrepont, Duray, Duterne, Gilis, Glineur, Goossens, Harmegnies, Knops, Lacroix, Lapaille, Laurens, Ledoux, Machtens, Mazereel, Moulin, Pincé, Pontus, Rassart, Roelandts, Spreutel, Taillard, Troclet, Mme Vandervelde, MM. Van Eyndonck, Van Hooveld, Van Remoortel, Verbert, Vermeylen, Versieren, Wijn, Yernaux, Allard, Beaucarne, Boulanger et Briot.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Pensions. - V. aussi : Cour des comptes.

V. aussi : Interpellations : Doutrepont. V. aussi : Interpellations : Glineur. V. aussi : Interpellations : Van Remoortel. V. aussi : Motions d'ordre : Glineur.

Pensions de réparation. — V. Guerre : Orphelins de guerre.

Pensions militaires. — V. Armée.

Personnel de la S. A. du Canal de Blaton-Ath. - V. Pensions.

Personnel judiciaire. - V. Organisation judiciaire.

Pharmaciens. — V. Art de guérir.

Plan Schuman. - V. Affaires étrangères.

Plan décennal. — V. Colonies.

Police des étrangers. — V. Etrangers.

Politique du gouvernement.

Communication du gouvernement (12 juillet 1951).

— Déclaration de M. Pholien, p. m., relative à la cessation de l'état de guerre avec l'Allemagne, p. 1943. Communication du gouvernement (18 juillet 1951).

M. Pholien, p. m., annonce qu'il a présenté la démission du gouvernement au Roi, mais que Sa Majesté a prié le gou-vernement de poursuivre son activité, p. 1950.

Pont de Wijnegem. - V. Interpellations : Sledsens.

Proposition de loi créant la régie des postes.

Prise en considération.
 Renvoi en commission, p. 41 (28 novembre 1950).

Président du Sénat.

sident du Sénat.

In. — M. Paul Struye est proclamé président du Sénat et prononce son discours, pp. 4 et 5 (14 novembre 1950).

Rend hommage à la mémoire de M. Chalbaud, président de la république du Vénézuela, p. 20 (16 novembre 1950).

Annonce au Sénat que S. M. le Roi et S. A. R. le Prince Royal remercient la Haute Assemblée pour les condoléances qui leur ont été adressées à l'occasion du décès de S. M. le Roi Gustave V de Suède, p. 20 (16 novembre 1950).

Donne connaissance de la lettre par laquelle M. Carlos R. Travieso, ministre des Etats-Unis du Vénézuela à Bruxelles, remercie le Sénat pour les condoléances qui lui ont été adressées à l'occasion du décès du président de la république du Vénézuela, p. 41 (28 novembre 1950).

Rend hommage à M. Mullie, à l'occasion de son rétablissement, p. 56 (29 novembre 1950).

Demande aux membres de faire un effort pour faciliter le recensement des votes pendant les appels nominaux, p. 82 (30 novembre 1950).

Président du Sénat (suite)

Rend hommage aux victimes des catastrophes de chemin de fer de Poix-Saint-Hubert et Kontich, p. 244.
Rend hommage à M. Brooke Claxton, ministre de la défense du Canada, p. 327 (20 décembre 1950).
Donne connaissance d'une lettre par laquelle M. Lohest remercie l'assemblée des souhaits de prompt rétablissement qui lui ont été adressés, p. 395 (21 décembre 1950).

Donne connaissance d'un télégramme par lequel M. Brooke Claxton, m. d. n. du Canada, remercie pour l'accueil qui lui a été réservé par le Sénat de Belgique, p. 417 (21 décembre 1950).

Rend hommage à la mémoire de M. Karl Renner, président de la République autrichienne. — M. van Zeeland, ministre des affaires étrangères, s'associe au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par le Sénat à la mémoire du président de la République autrichienne, p. 512 (16 janvier 1951).

Rend hommage à la mémoire de M. Cassian Lohest, sénateur de l'arrondissement de Liège, — M. Harmel, m. i. p., s'associe à l'hommage rendu par le Sénat à la mémoire de M. Cassian Lohest, p. 513 (16 janvier 1951).

Rend hommage à la mémoire de MM. Guinotte, R. Bernard et Demarrez, anciens sénateurs, p. 513 (16 janvier 1951).

Rend hommage à la mémoire de M. V. De Wals, ancien sénateur, p. 664 (30 janvier 1951).

Rend hommage à la mémoire de M. Simonis, ancien sénateur, p. 727 (1er février 1951).

Annonce la naissance d'une princesse dans la famille royale, p. 754 (6 février 1951).

Communique au Sénat le texte, transmis par M. J. Sprinzak, président du parlement d'Israël, d'une résolution adoptée par la Knesseth concernant le réarmement de l'Allemagne, p. 805 (15 février 1951).

Annonce que S. M. le roi Léopold remercie la Haute Assemblée pour les félicitations qui lui ont été adressées à l'occasion de la naissance de la princesse Marie-Christine, p. 805 (15 février 1951).

Rend hommage aux victimes de la catastrophe minière de Bouffioulx, p. 960 (6 mars 1951).

Rend hommage à M. le ministre d'Etat van Overbergh, doyen d'âge du Sénat, à l'occasion de son quatre-vingt-cinquième anniversaire. — Réponse de M. Van Overbergh, p. 980 (7 mars 1951).

Rend hommage à la mémoire de M. Corneille Mertens, ancien sénateur, p. 1156 (20 mars 1951).

Rend hommage à la mémoire des patriotes belges, à l'occasion de l'inauguration solennelle des nouvelles plaques commémoratives apposées dans la salle des séances du Sénat, p. 1225 (19 avril 1951).

(19 avril 1951).

Rend hommage à la mémoire du maréchal Carmona, président de la République portugaise. — M. Pholien, premier ministre, s'associe à cet hommage, p. 1225 (19 avril 1951).

Fait part de la démission de M. Hody, sénateur de l'arrondissement de Liège, p. 1226 (19 avril 1951).

Fait part d'un message de sympathie adressé au Sénat par le consul de la République française, p. 1226 (19 avril 1951).

Rend hommage à la mémoire de M. Bonomi, président du Sénat italien, p. 1248 (24 avril 1951).

Donne lecture du télégramme par lequel le vice-président

Donne lecture du télégramme par lequel le vice-président du Sénat italien remercie le Sénat de Belgique pour les condoléances qui ont été adressées à l'occasion du décès de M. Bonomi, président du Sénat d'Italie, p. 1294 (26 avril 1951).

Annonce à la Haute Assemblée que la dépouille mortelle de feu M. A. Vanderpoorten, ancien sénateur et ancien ministre, décédé en Allemagne en 1945, sera ramenée en Belgique, p. 2199 (2 mai 1951).

p. 2199 (2 mai 1951).

Rend hommage à la mémoire du comte Carton de Wiart, ministre d'Etat et membre de la Chambre des représentants. —

M. Pholien, premier ministre, s'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par M. le président à la mémoire du comte Henry Carton de Wiart, p. 1330 (22 mai 1951).

Rend hommage à la mémoire de M. Louis De Brouckère, ministre d'Etat. — M. van Zeeland, m. a. é., au nom du gouvernement, s'associe à cet hommage, p. 1396 (5 juin 1951).

Donne communication de la lettre adressée par S. M. Léopold III à M. le premier ministre, relative à la transmission des pouvoirs royaux à S. A. R. le prince Baudouin, p. 1467 (12 juin 1951).

Donne connaissance du télégramme adressé au président du

Onne connaissance du télégramme adressé au président du Sénat australien, au nom du Sénat, à l'occasion des fêtes célébrant le cinquantenaire de la promulgation de la loi fondamentale du Commonwaelth australien, p. 1469 (12 juin 1951). Donne lecture d'un message de gratitude du président du Sénat du Commonwaelth d'Australie, p. 1631 (27 juin 1951). Rend hommage à la mémoire de M. E. Temmerman, ancien sénateur, p. 1810 (10 juillet 1951).

Donne lecture du procès verbal constatant la décision par laquelle le roi Léopold III met fin à son règne et renonce détinitivement aux pouvoirs constitutionnels, p. 1945 (16 juillet 1951).

Présomptions de décès. - V. Droit civil : Etat civil.

Prêts. -- V. Affaires étrangères : O. E. C. E. - V. aussi Commerce et industrie.

Prêts (victimes de la guerre). - V. Guerre: O. N. I. G.

Prisonniers politiques. — V. Guerre. — V. aussi : Interpellations : Doutrepont. — V. aussi : Motions d'ordre : Doutrepont.

Prix (hausse). - V. Interpellations: Flamme.

Procédure civile.

EXPROPRIATIONS.

Projet de loi modifiant la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

c. — N° 117. Projet amendé par la Chambre des représentants. N° 149. Rapport de M. Kluyskens.

Projet amendé.

Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 591 (23 janvier 1951).

Discussion générale (15 février 1951).

Discours de M. Kluyskens, rapporteur (qui invite le Sénat à adopter le projet), p. 817. La discussion générale est close.

Discussion et vote de l'article unique (15 février 1951). L'article est adopté, p. 819.

Vote (21 février 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 152 membres présents, p. 850. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Professeurs à l'étranger. — V. Enseignement : Enseignement moyen à l'étranger.

Professions.

MÉCANICIENS-DENTISTES.

Proposition de loi tendant à instaurer un régime définitif en faveur des mécaniciens-dentistes belges

c. — N° 96. Proposition de M. de la Vallée Poussin. N° 192. Rapport de M. Van Hemelrijck.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. de la Vallée Poussîn, p. 483 (22 décembre 1950).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 515 (16 janvier 1951).

Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck, p. 997 (7 mars 1951). Rejet (13 mars 1951).

L'article unique n'est pas adopté, p. 1060.

Projets caducs. - V. Chambres législatives.

Protection des œuvres littéraires et artistiques. — V Affaires étrangères. — Arts, sciences et lettres.

Provinces.

LOI PROVINCIALE.

Projet de loi modifiant l'article 112 de la loi provinciale. (disposi-tion des fonds de la province.)

- Nº 144. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 206. Rapport de M. Van Steenberge.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 754 (6 février 1951). Dépôt du rapport par M. Van Steenberge, p. 1099 (14 mars 1951). Pas de discussion genérale.

Vote de l'article unique (19 avril 1051).

Adopté, p. 1241.

Vote (26 avril 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1287. Le projet est soumis à la sanction du Prince royal.

Publications. — V. Enfance.

Pulvérisations. — V. Agriculture.

Questions portuaires. - V. Interpellations : Buisseret-Dehousse

Recensement linguistique. — V. Interpellations: Catteau.

Réductions tarifaires. - V. Transports.

Rééquipement ménager. — V. Assurances sociales.

Réfractaires pour le travail obligatoire 1940-1945. - V. Guerre : Résistance.

Régie des services frigorifiques. — V. Services frigorifiques.

Régime de retraite des salariés et des non-salariés. — V. Assurances

Régime fiscal. — V. Droit commercial : Sociétés coopératives.

Registres. - V. Droit civil: Etat-civil.

Réglement du Sénat. - V. Chambres législatives - Sénat.

Repos dominical. — V. Commerce et industrie.

Réquisition des voitures des parlementaires. — V. Armée : Réquisitions militaires.

Réquisitions militaires. — V. Armée.

Résistance. - V. Guerre.

Roi et Famille royale.

Ann. — Communication à M. le président du Sénat de la lettre adressée par S. M. Léopold III à M. le premier ministre, relative à la transmission des pouvoirs royaux à S. A. R. le Prince Baudouin, p. 1467 (12 juin 1951).

ABDICATION DU ROI LÉOPOLD III.

Lecture du procès-verbal constatant la décision par laquelle S. M. le Roi Léopold III met fin à son règne et renonce définivement aux pouvoirs constitutionnels, p. 1945 (16 juillet 1551).

DOTATION.

Projet de loi attribuant une dotation à S. A. R. le Prince Charles de Belgique.

Doc. - Nº 402. Rapport de M. L. Servais.

n. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1808 (10 juillet 1951). Dépôt du rapport par M. L. Servais, p. 1810 (10 juillet 1951).

Discussion générale et vote des articles (11 juillet 1951).

Discussion générale et vote des articles (11 juillet 1951).

Discours de MM. Van Houtte, ministre des finances, Vermeylen, Coulonvaux et Mullie (qui expriment, au nom de l'assemblée, leurs sentiments de sincère gratitude à S. A. R. le Prince Charles de Belgique pour les services éminents qu'il a rendus au pays), p. 1859-1860.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés, p. 1860.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 127 voix contre 3.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 127 voix contre 3,

p. 1938. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

INAUGURATION DE S. M. LE ROI BAUDOUIN.

Inauguration de S. M. le Roi Baudouin.

Doc. - Nº 429, Adresse du Sénat.

LISTE CIVILE.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin.

No Battaouth.

Doc. — Nº 430. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Nº 432. Rapport de M. Ronse.

Nº 433. Amendements de M. de la Vallée Poussin.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1950 (18 juillet 1951).

M. Ronse dépose le rapport et en donne lecture, p. 1951 (18 juillet 1951).

Discussion générale (18 juillet 1951).

Discours de MM. Taillard (qui déclare qu'on essaie de soustraire les dépenses royales au contrôle du parlement et qui donne les motifs pour lesquels son groupe votera contre le projet); de la Vallée Poussin (qui justifie l'amendement qu'il avait déposé); Rolin (qui justifie l'abstention de son groupe au vote du projet); le baron de Dorlodot (qui justifie

Roi et Famille royale. - LISTE CIVILE (suite)

son vote affirmatif); Van Houtte, ministre des finances, (qui souligne le caractère spécial du budget alloué au Roi), et Ancot (concernant l'entretien extérieur des bâtiments royaux et les dépenses inscrites pour le combustible du Palais), pp. 1951 à 1955.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (18 juillet 1951).

Les articles sont adoptés, p. 1955.

Vote (18 juillet 1951).

Vote (18 juillet 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix contre 3 et 44 abstentions, p. 1956.

Se sont abstenus : Mme Spaak, MM. Spreutel, Van Belle, Mme Vandervelde, MM. Van Eyndonck, Van Hooveld, Van Remoortel, Verbert, Vermeylen, Versieren, Vos, Wijn, Allard, Beulers, Bouilly, Briot, Buisseret, Craeybeckx, Crommen, Debaise, De Block, De Bruyne (Victor), de la Vallée Poussin, Delor, De Nauw, Desmet (Louis), Doutrepont, Duray, Francen, Goossens, Harmegnies, Knops, Lacroix, Lapaille, Laurens, Machtens, Mazereel, Meunier, Moulin, Pincé, Rassart, Remson, Rolin et Rolland.

Le projet est soumis à la sanction royale.

Saisies. - V. Motions d'ordre : Nothomb.

Sanction et promulgation des lois. — V. Droit constitutionnel : Pouvoir exécutif.

Scission d'associations. - V. Droit civil : Fusion et scission d'associations.

Secours civils. — V. Assistance publique.

Sécurité internationale. — V. Guerre.

Sécurité sociale. — V. Affaires étrangères. — V. aussi : Assurances sociales. — V. aussi : Travail : Allocations familiales.

Sécurité sociale (assurance-invalidité). — V. Assurances sociales : Assurances-invalidité.

Séquestre. — V. Guerre.

Service militaire. - V. Affaires étrangères. - V. aussi : Armée.

Services frigorifiques.

COMPTE DE PRÉVISION 1950.

Projet de loi relatif au compte de prévision de la régie des services frigorifiques de l'Etat pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 65. Amendement du gouvernement.
N° 400. Rapport de M. De Winter.

Sinistrés. — V. Habitations.

Situation internationale. - V. Affaires étrangères : Pacte Atlantique.

Sociétés commerciales. — V. Droit commercial.

Socobelge. - V. Motions d'ordre : Buisseret.

Soins de santé. - V. Interpellations : Glineur.

Stagiaires. — V. Affaires étrangères.

Subventions à l'enseignement libre. — V. Enseignement : Enseignement moven.

Sûretés en matière d'impôts. - V. Impôts : Impôts directs.

Tabac. — V. Interpellations: Coulonvaux.

Tabac (droit fiscaux). — V. Impôts: Douanes et accises.

Télégraphes et téléphones.

Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1930 créant la régie des télégraphes et des téléphones.

Doc. — N° 217. Rapport de M. P. De Smet.
Dépôt du rapport par M. P. De Smet, p. 1167 (20 mars 1951).

Discussion générale et vote des articles (21 mars 1951). Observations de MM. Crommen, Van Houtte, m. f., Schot et Doutrepont, p. 1186.
Les articles sont adoptés, p. 1186.

Télégraphes et téléphones (suite)

Vote (21 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 159 voix et 1 abstention, p. 1219. S'est abstenu : M. Ronse.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

COMPTES DE PRÉVISION 1950.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 123. Rapport de M. Delport.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 590 (23 janvier 1951).

Dépôt du rapport par M. Delport, p. 609 (24 janvier 1951).

Discussion générale (30 janvier 1951). Observations de M. De Block, p. 672.

Discussion des articles (30 janvier 1951).

Les articles sont adoptés, p. 672.

Vote (30 janvier 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 65 et 1 abstention, p. 672.
S'est abstenue: Mme Ciselet.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

COMPTES DE PRÉVISION 1951.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951.

Doc. — N° 236. Rapport de M. Delport.
N° 240. Amendement de M. Doutrepont.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 1184 (21 mars 1951).

Dépôt du rapport par M. Delport, p. 1228 (19 avril 1951).

Discussion générale (26 avril 1951).

Discussion générale (26 avril 1951).

Discours de MM. Delport, rapp. (qui attire l'attention sur l'augmentation du nombre des raccordements téléphoniques, sur l'importance de l'école T. T. et sur l'équilibre linguistique règnant dans la régie); Doutrepont (qui proteste contre le retard apporté à la discussion du budget de la régie et contre les secours accordés à certains agents révoqués); Warnant (concernant : le temps matériel indispensable à la réalisation complète de la modernisation du réseau téléphonique et le coût global de la dépense envisagée et concernant la question de la majoration des tarifs), et De Block (concernant : l'administration de la régie comme entreprise nationalisée, la question de l'augmentation des tarifs, le plan décennal, l'automatisation du réseau, la mise au travail du personnel licencié, et l'équilibre du budget), pp. 1281 à 1285. Discours de MM. Meunier (qui examine ce qui a été réalisé par le ministre dans le domaine économique, politique, social et financier); Demarneffe (qui demande l'attention du ministre pour l'extension du réseau téléphonique dans la province de Limbourg), et Segers, m. c. (qui traite des points suivants : le développement du réseau, la situation financière de la régie et les problèmes relatifs au personnel de la régie), pp. 1289 à 1292.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (26 avril 1951).

Tableau.

Art. 1er et 2.

Adoptés, p. 1293

Art. 3.

Amendement de M. Doutrepont : Observations de MM. Doutrepont et Segers, m. c., p. 1294. L'amendement est retiré. L'article 3 est adopté, p. 1294.

Adoptés, p. 1294.

Autres articles.

Projet de loi.

L'unique article est adopté, p. 1294.

Vote (23 mai 1951).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 68 et 3 abstentions, p. 1346.

Se sont abstenus: Mme Ciselet, MM. Hoste et Moulin.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Titres (déclaration tardive). - V. Finances.

Traitements des magistrats. - V. Organisation judiciaire.

Traitements des membres de l'ordre judiciaire. — V. Organisation judiciaire.

Traitements du corps enseignant des universités de l'Etat. — V. Enseignement : Enseignement supérieur.

Traitements du personnel enseignant. — V. Interpellations : Crom-

Transport de marchandises par chemins de fer. - V. Affaires étrangères.

Transports.

S. N. C. F. B.

Collège de surveillance.

Ann. — Transmission du bilan et du compte profits et pertes au 30 décembre 1950, ainsi que d'un exemplaire du rapport du conseil d'administration et du collège des commissaires et d'une copie du procès-verbal de l'assemblée générale du 25 mai 1951, p. 1810 (10 juillet 1951).

Nomination de trois commissaires à la S. N. C. F. B. (20 décembre 1950).

MM. Illias, Bribosia et Debunne sont réélus commissaires de la Société nationale des Chemins de Fer belges, p. 337.

CHEMINS DE FER. Jonction Nord-Midi.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 139. Rapport de M. Van den Storme.
 Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 590 (23 janvier 1951).
 Dépôt du rapport par M. Van den Storme, p. 691 (31 janvier 1951).

Discussion générale (15 février 1951)

Voir la discussion du projet pour l'exercice 1951.

Discussion des articles (15 février 1951).

Le vote des articles est réservé, p. 849.

Votes des articles (21 février 1951).

Le vote des articles est réservé, p. 849.

Vote (21 février 1951). L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 152 membres présents, p. 850. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi pour l'exercice 1951.

Doc. - Nº 139. Rapport de M. Van den Storme.

m. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 591 (23 janvier 1951).
 Dépôt du rapport par M. Van den Storme, p. 691 (31 janvier 1951).

Discussion générale (15 février 1951).

Discussion générale (15 février 1951).

A cette discussion est jointe le discussion des comptes de prévision pour l'exercice 1950.

Discours de MM. Van den Storme, rapp. (concernant les avantages de la jonction, les rôles linguistiques dans le bureau de la jonction, les dépenses pour traitements du personnel, la possibilité de construire une nouvelle sousstation près de la gare centrale et la création de parkings aux environs des gares); De Block (concernant : la lenteur des travaux, l'utilité d'une liaison ferroviaire entre la gare centrale de Bruxelles et Melsbroek, le problème des parkings et le problème de l'électrification), et Segers, m. c. (qui répond aux observations), pp. 826 à 829.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (15 février 1951).

Discussion des articles (15 février 1951).

Les articles sont réservés, p. 830.

Vote des articles (21 février 1951).

Les articles sont adoptés, p. 850.

Vote (21 février 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 152 membres présents, p. 850. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

RÉDUCTIONS TARIFAIRES.

Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 19 décembre 1949 autorisant le ministre des communications à conclure respectivement avec la Société nationale des Chemins de Fer belges, la Société anonyme du Chemin de Fer électrique de Bruxelles-Tervuren et la Société nationale des Chemins de Fer vicinaux, une convention en vue de l'intervention financière de l'Etat dans les charges subies par les dites sociétés ferroviaires du fait des réductions tarifaires prescrites en faveur de certaines catégories de voyageurs privilégiés. privilégiés.

 Prise en considération.
 Renvoi en commission, p. 41 (28 novembre 1950). Ann.

Travail.

Proposition de loi tendant à instituer un Code civil du travail.

Doc. - Nº 125. Proposition de M. Troclet.

 Ann. — Dépôt de la proposition par M. Troclet, p. 590 (23 janvier 1951).
 Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1333 (22 mai 1951). onsidération. - Renvoi en commission, p. 1333

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Proposition de loi levant la prescription prévue par la loi sur les allocations familiales en faveur des communes annexées à l'Allemagne le 23 mai 1940.

Nouveau titre : Projet de loi levant la prescription prévue par la loi sur les allocations familiales en faveur des habitants de la partie du territoire belge qui a été soumise de force à la législation allemande sous l'occupation ennemie.

Doc. — N° 134. Proposition de M. Pontus.
 N° 270. Rapport de M. Uselding.
 N° 398. Projet amendé par la Chambre des représentants.
 N° 420. Rapport de M. Uselding.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 806 (15 février 1951).

Pas de discussion générale.

Vote des articles (29 mai 1951).

Les articles sont adoptés sans observation, p. 1375.

Vote (7 juin 1951).

Vote (7 juin 1951).

La proposition de loi est adoptée à l'unanimité des 142 membres présents, p. 1451.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet amendé transmis par la Chambre des représentants.

— Renvoi en commission, p. 1809 (10 juillet 1951).

Dépôt du rapport par M. Uselding, p. 1848 (11 juillet 1951).

Pas de discussion générale.

Vote des articles du projet amendé par la Chambre (12 juillet 1951).

Les articles sont adoptés, p. 1904.

Vote (12 juillet 1951).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 130 membres présents, p. 1940. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnérs par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Doc. — N° 168. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 204. Rapport de M. Uselding.
 Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 368 (27 février 1951).
 Dépôt du rapport par M. Uselding, p. 1075 (14 mars 1951).

Discussion générale (20 mars 1951).

Voir la discussion générale du projet de la loi portant disso-lution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs.

Discussion des articles (20 mars 1951).

Art. 1er à 28.

Adoptés, p. 1138 à 1146.

Art. 29.

Intervention de Mile Baers et de MM. Wijn et Verbert, p. 1146. Les alinéas 2 et 3 du 2° sont réservés, p. 1147. Les autres dispositions sont adoptées, p. 1147.

Art. 30 à 57.

Adoptés, p. 1147 à 1151.

Art. 58.

Intervention de MM. Verbert et Van den Daele, m. tr. pr. s.,

p. 1152. L'article est adopté, p. 1152.

Art. 59 à 62. Adoptés, p. 1152.

Vote sur les alinéas 2 et 3 du 2° de l'art. 29 (21 mars 1951).

Les deuxième et troisième alinéas sont adoptés par 86 voix contre 73 et 5 abstentions, p. 1216.

Se sont abstenus: M. Ronse, Mlle Baers, Mme Ciselet, MM. De Bruyne (Edg.) et le baron de Dorlodot.

L'article 29 est adopté, p. 1217.

Vote (21 mars 1951).

L'ensemble du projet est adopté par 87 voix contre 15 et 63 abstentions, p. 1217.

Travail. - ALLOCATIONS FAMILIALES (suite)

Se sont abstenus: MM. Pincé, Pontus, Rassart, Remson, Roelandts, Rolin, Rolland, Ronse, Mme Spaak, MM. Spreutel, Van Belle, Vandermeulen, Mme Vandervelde, MM. Van Eyndonck, Van Hooveld, Van Laerhoven, Van Remoortel, Verbert, Vergeylen, Vermeylen, Versieren, Vos, Wijn, Yernaux, Allard, Beaucarne, Beulers, Bouilly, Briot, Chot, Mme Ciselet, MM. Clays, Craeybeckx, Crommen, Debaise, De Block, De Bruyne (Edg.), De Bruyne (Victor), De Groote, Dehousse, Delmotte, Delor, De Nauw, Desmet (Louis), Dhondt, Doutrepont, Duray, Duterne, Flamme, Francen, Gilis, Goossens, Harmegnies, Knops, Lacroix, Lapaille, Laurens, Ledoux, Machtens, Matagne, Meunier, Missiaen et Neels (Gérard).

TRAVAIL A DOMICILE.

Projet de loi modifiant la loi du 10 février 1934 portant réglemen-tation, du travail à domicile au point de vue des salaires et de l'hygiène.

Doc. - Nº 26. Rapport de Mile Baers.

Discussion générale (7 décembre 1950).

Observations de MIle Baers, p. 158.

Discussion des articles (7 décembre 1950).

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 158 à 160. Vote (7 décembre 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 130 voix contre 1, p. 169. Le projet est soumis à la sanction du Prince Royal.

Projet de loi relatif à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant dix jours fériés par an.

Doc. — N° 9. Rapport de M. Neels.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Neels, p. 15 (14 novembre 1950). Discussion générale (7 décembre 1950).

Discours de M. Neels, rapp. (qui expose le but du projet), p. 157.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (7 décembre 1950). L'intitulé proposé par la commission est adopté, p. 157. Les articles sont adoptés sans observations, p. 157 et 158. Vote (7 décembre 1950).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix contre 1. p. 169. Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Travail. - V. aussi : Affaires étrangères.

Travaux publics.

Proposition de loi tendant à créer un fonds spécial et temporaire des grands travaux.

Doc. — N° 74. Proposition de M. Warnant.

- Dépôt de la proposition par M. Warnant, p. 274 (19 décembre 1950).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 515 (16 janvier 1951).

Tribunaux. - V. Organisation judiciaire : Personnel judiciaire.

Tutelle. - V. Droit civil.

H

United States Educational Foundation. - V. Affaires étrangères : Impôts.

Urbanisme. — V. Interpellations: Coulonvaux.

Vacances. - V. Organisation judiciaire.

Vacances. — V. Travail.

Ventes forcées. - V. Occupation allemande.

Viduité. - V. Droit civil.

Vieillesse et décès prématuré. — V. Assurances sociales.

Vinaigre (droit d'accise). - V. Impôts.

Voies d'eau et questions portuaires. - V. Interpellations : Buisseret-Dehousse